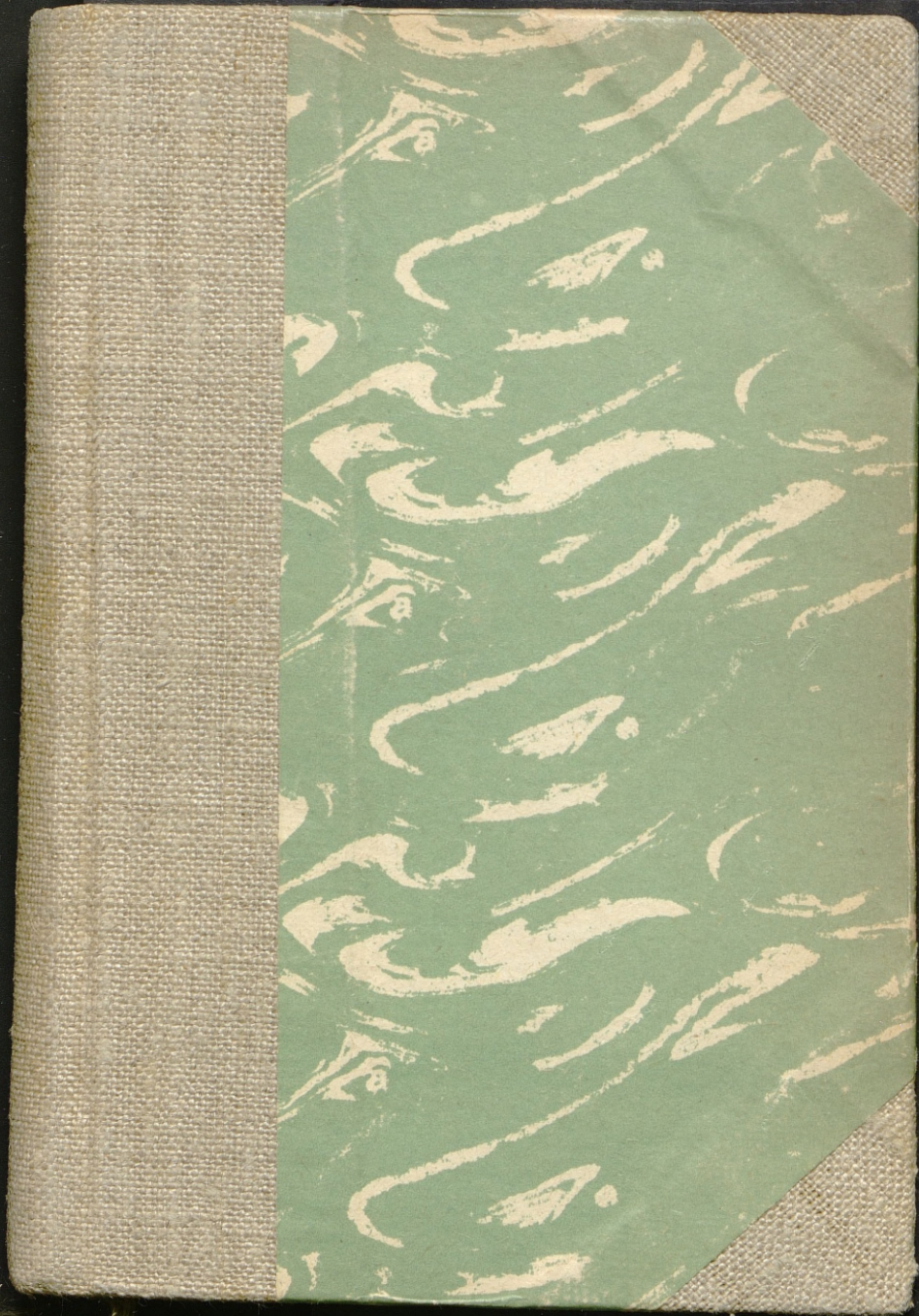
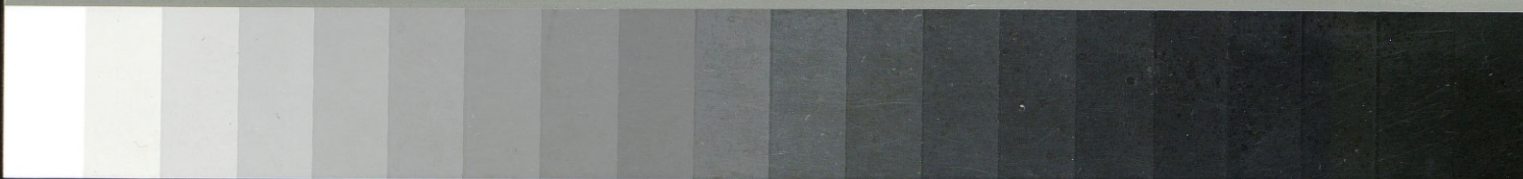


Grey Scale #13

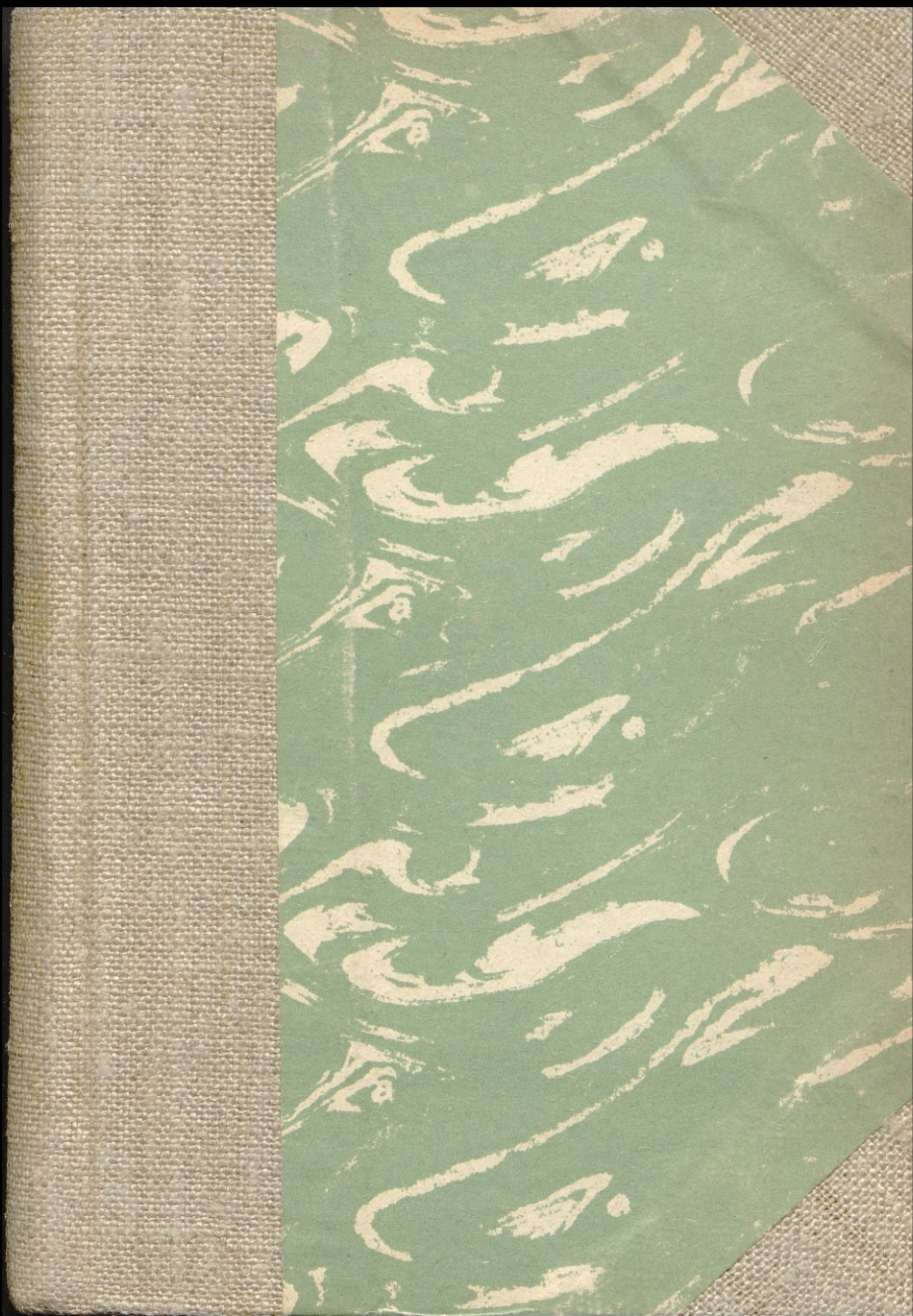


A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19



Colour Chart #13







ÉPHÉMÉRIDES POLONAISES

PARIS. — IMPRIMERIE DE AD. LAINÉ ET J. HAVARD,
rue des Saints-Pères, 19.

ÉPHÉMÉRIDES
POLONAISES



AVRIL, MAI ET JUIN 1863.

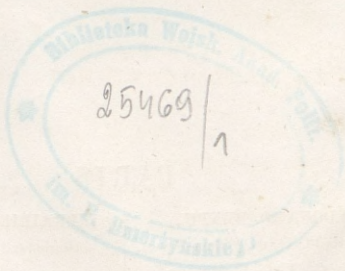


PARIS

ÉDOUARD DENTU,
Galerie d'Orléans, Palais-Royal,
17 et 19.

LIBRAIRIE CENTRALE,
Boulevard des Italiens,
n^o 24.

1863



ÉPHÉMÉRIDES POLONAISES



I

Nous offrons au public la suite de nos *Éphémérides polonaises*.

Les deux mois dont nous avons précédemment retracé, jour par jour, la sanglante histoire, n'étaient que le prélude du système à l'aide duquel les Russes ont résolu de rétablir en Pologne une domination unanimement repoussée. Avril, mai, juin, ne le cèdent en rien à février et à mars. Nous retrouverons à chaque date, durant ces trois mois, les mêmes scènes de pillage, d'incendie, de massacre.

A mesure que nous avancerons, nous verrons même le système se développer et la terreur prendre une forme régulière, pour ainsi dire, et officielle. Les hordes armées, les soldats ivres,

ne suffisent plus à l'exécution des plans arrêtés à Saint-Pétersbourg ; les ordres publics remplacent les instructions secrètes et confidentielles ; on s'efforce de donner pour auxiliaires aux Cosaques et aux Tcherkesses de malheureux paysans , séduits par l'appât du gain ; on arme le fanatisme, l'ignorance ; le pays se voit tout à coup menacé, par ceux même qui se prétendent appelés à le gouverner , d'une épouvantable jacquerie ; on ne se contente plus d'égorger les prisonniers et d'achever les blessés sur le champ de bataille, on en emmène une partie pour les pendre ou les fusiller sur les places publiques des villes où s'exerce encore, dans toute sa plénitude, la domination russe ; à ces martyrs, pris les armes à la main, on en ajoute d'autres : des prêtres coupables d'avoir porté à des mourants les consolations de la religion, des frères soupçonnés de correspondre avec leurs frères dans les camps de l'insurrection, des Polonais de tout rang, de tout âge, dont le seul crime est d'aimer la Pologne et d'accorder leurs sympathies à ceux qui combattent pour elle.

Les anciennes ordonnances contre le deuil sont renouvelées et appliquées avec un redoublement de sévérité. A la loi des suspects, qui a été la cause déterminante de l'insurrection, succède une loi des otages. Les familles qui ont quelqu'un de leurs membres dans l'insurrection, — et toutes les familles en sont là, dans

toute l'étendue de l'ancienne Pologne, — sont déclarées responsables de l'héroïsme de ces soldats de la cause nationale et menacées des plus cruels traitements s'ils ne mettent bas les armes.

Telles sont les scènes que nous allons voir de nouveau se dérouler sous nos yeux. Tel a été, pour la Pologne, le printemps de cette année 1863, qui, si Dieu ne s'est pas tout à fait retiré des choses humaines, devrait être l'année de sa délivrance.

Mais, avant d'entrer dans le récit journalier et détaillé des événements, il importe, sans sortir du cadre que nous nous sommes tracé, de rappeler ici quelques faits généraux qui feront mieux comprendre le but, le mobile de la politique russe, et l'horrible logique du système à l'aide duquel elle s'est promis de rétablir et d'assurer son règne en Pologne.

Pendant les mois de février et de mars, l'insurrection n'était guère considérée encore que comme une échauffourée plus au moins étendue, mais incapable de trouver, soit dans le pays, soit au dehors, les moyens de se prolonger. Il avait semblé qu'il suffirait de quelques colonnes mobiles, parcourant le pays en tous sens et répandant partout la terreur, pour avoir raison de ces bandes à qui le patriotisme et le courage ne pouvaient longtemps, croyait-on, tenir lieu d'organisation, d'armes et de gros bataillons.

A l'étranger, le nouveau cri de douleur parti des rives de la Vistule avait eu, parmi les peuples, un assez grand retentissement. Mais les gouvernements avaient été plus lents à s'émouvoir, et on se flattait, non sans apparence de raison, il faut bien le dire, qu'il suffirait de quelques paroles promettant la clémence et une administration un peu plus libérale après la victoire, pour faire oublier aux cabinets que les droits de la Pologne à rester, même sous le régime du partage, une nation distincte, ont été consacrés par l'Europe, et pour les détourner de toute immixtion dans les affaires de ce peuple martyr.

Dès la fin de mars, les choses avaient changé d'aspect. L'insurrection, circonscrite d'abord dans quelques districts du royaume de Pologne, s'était rapidement étendue à tous les autres et avait pénétré dans les provinces polonaises incorporées à l'empire. Ses progrès étaient partout manifestes, même après la chute de Langiewicz. Les espérances que cet événement avait fait concevoir aux Russes et à leurs amis s'étaient promptement évanouies. Rassuré sur le caractère éminemment national du mouvement, le pays s'y associait tout entier, sans distinction de classe, de fortune ou de croyance religieuse. Après avoir noblement consenti à s'effacer un moment devant une dictature éphémère, mais qui n'avait pas été

inutile, le gouvernement national se réorganisa et voyait son autorité reconnue partout où il existe des Polonais.

En même temps, les hésitations des gouvernements cédaient devant les manifestations, chaque jour plus éclatantes, de l'opinion publique.

Ainsi, d'une part, sans changer sa façon d'être et de combattre, sans renoncer à la guerre de partisans, l'insurrection voyait ses forces s'accroître et s'organiser; elle pouvait opposer gouvernement à gouvernement. De l'autre, la diplomatie commençait à envisager la situation des choses en Pologne, d'une façon plus conforme aux droits consacrés par les traités existants et aux lois de l'humanité. Déjà se préparait, à Paris, à Londres et à Vienne, une démarche qui eut lieu, en effet, quinze jours plus tard, et qui, si timide qu'elle ait dû paraître aux vrais amis de la Pologne, n'en est pas moins, comme premier pas, comme premier acte d'intervention en faveur de droits longtemps méconnus, un fait d'une haute portée.

En voyant l'insurrection se propager et le gouvernement national s'affermir, on s'était dit, à Saint-Pétersbourg, qu'il fallait en finir au plus vite, par un nouveau déploiement de rigueurs et de forces.

En présence d'une intervention diplomatique déjà résolue, on crut toutefois qu'il valait mieux, pour quelque temps du moins, changer d'allures et offrir à l'opinion publique quelques sa-

tisfactions apparentes. De là des mesures qui ont pu paraître contradictoires : un décret de séquestre et la nomination du général Berg aux fonctions d'adjoint du général en chef de l'armée russe en Pologne, dans les derniers jours de mars, et le 12 avril un manifeste d'amnistie.

La suite a bien fait voir que ce n'étaient là que les formes, plus ou moins habiles, d'une même pensée, tantôt s'avouant ouvertement, tantôt cherchant à se cacher et à tromper l'opinion par quelques fausses paroles de justice et de douceur.

L'ukase relatif au séquestre est du 22 mars. En voici les principales dispositions :

« § 1^{er}. La complicité aux désordres qui ont éclaté dans quelques parties des gouvernements de l'ouest entraîne une responsabilité dont les effets s'étendent sur les personnes comme sur les biens des coupables.

« § 2. Les biens des personnes qui ont pris part aux désordres sont mis sous séquestre, à la diligence de l'autorité supérieure, afin de garantir la responsabilité matérielle encourue par elles.

« § 3. Peuvent être placés sous séquestre les biens appartenant à l'individu complice des désordres, et qui se trouvent dans l'empire, tels que : immeubles de toute nature, biens meubles et capitaux en billets de banque, ac-

tions et obligations non exemptées du séquestre par des dispositions positives des lois générales, ainsi qu'en argent comptant et en titres de créances.

« § 4. Peuvent également être placés sous séquestre les biens de toute nature dont l'individu complice des désordres jouit à titre d'usufruitier temporaire ou viager, en vertu d'actes ou de documents quelconques.

.....
« § 9. Les biens d'un individu complice des désordres, qu'il possède par indivis avec d'autres, sont laissés à l'administration des autres copropriétaires non impliqués dans les désordres; toutefois, dans cette occurrence, le fonctionnaire chargé de faire la remise du bien, de concert avec celui qui a mission de le recevoir, vérifie exactement le revenu que produit le bien, et exige des copropriétaires, entre les mains de qui la gestion est laissée, l'engagement écrit de verser à la chambre des domaines de l'empire, à l'expiration de chaque trimestre, la part des revenus à laquelle aurait droit le complice des désordres.

« § 10. Les biens ci-dessus tenus à bail par des fermiers non impliqués dans les désordres, en vertu de contrats non sujets à litige, et conclus avant la sanction du présent règlement, seront laissés entre les mains de ces derniers; mais ces derniers prendront l'engagement par écrit de verser à la chambre des domaines de

l'empire le prix de leurs fermages aux échéances fixées par les baux.

.....
« § 15. Le propriétaire et sa famille quittent le bien séquestré; toutefois, si les membres de sa famille n'ont pas participé aux désordres, et que, ne possédant pas de propriétés distinctes, ils manquent de moyens d'existence, l'autorité locale supérieure pourra leur faire donner, pour leur entretien, une partie du revenu net restant, après défalcation de tous les paiements et dépenses incombant au bien et autorisés par le présent règlement. »

C'est là, on le voit, un code complet en matière de confiscation, et des plus savamment combinés. Cet ukase draconien tire d'ailleurs, de sa date, qui n'a précédé que de quelques jours celle du manifeste d'amnistie, un intérêt particulier.

A de telles lois, il fallait des hommes faits pour les appliquer; et, le 31 mars, les journaux officiels russes annonçaient la nomination du général Berg aux fonctions d'adjudant du général en chef en Pologne.

Le général Berg est considéré, par les Russes eux-mêmes, comme l'un des représentants les plus obstinés et les plus impitoyables de la politique et des instincts de ce parti germanique qui, depuis Pierre 1^{er}, a fourni au des-

potisme des czars ses instruments les plus dociles et les plus corrompus.

Il servait dans l'armée de Paskiévich, lorsque celui-ci eut le triste honneur de « faire régner l'ordre à Varsovie » en 1831. Il fut l'un des plus fidèles et des plus dignes exécuteurs des ordres impitoyables donnés, à cette époque, par l'empereur Nicolas. Son nom, que la Pologne n'avait pas eu le temps d'oublier, était tout un manifeste, et, pour que personne ne se méprît sur le sens et la portée de cette nomination, une feuille officielle, *le Courrier de Wilna*, réimprimait, dans son numéro du 7 avril, la réponse suivante faite, il y a vingt-huit ans, par Nicolas, à une députation du corps municipal de Varsovie :

« Je sais, messieurs, s'écria l'orgueilleux czar, sans laisser parler ceux qui lui avaient été députés, je sais tout ce que vous êtes venus me dire. Je sais le refrain de votre histoire, et j'ai interrompu votre orateur pour l'empêcher de mentir en votre nom.

« Vous êtes une race inquiète et que rien ne peut satisfaire. Devriez-vous atteindre la plus heureuse des positions, que vous seriez encore capables de vouloir exiger davantage. Je désire que vous sachiez bien où vous en êtes et ce que vous avez à attendre de moi.

« Vous pouvez vous abandonner à votre rêve traditionnel d'une Pologne indépendante, ou

bien devenir nos sujets fidèles, tranquilles et loyaux. Si vous persistez dans vos illusions d'une nationalité distincte, d'une Pologne indépendante, et dans tout ce tas de non-sens, vous vous attirerez nécessairement les plus terribles calamités.

« Ce n'est pas pour rien que j'ai construit au-dessus de Varsovie la citadelle d'Alexandre, et je vous préviens qu'au moindre symptôme de soulèvement, je détruirai la ville, je renverserai Varsovie de fond en comble, et je ne permettrai jamais qu'elle soit rebâtie. Je regrette d'être obligé de m'exprimer ainsi.

« Vous devriez vous joindre vous-mêmes à mes agents de police, pour empêcher le mal de pénétrer du dehors. Vous devriez élever vos enfants dans les idées de la soumission, et, à côté de l'instruction religieuse, leur inculquer un esprit de sincère loyauté à la couronne. C'est le seul moyen qui vous reste d'assurer votre bonheur et votre prospérité.

« Regardez l'Europe et comparez-la à la Russie. Vous voyez les troubles qui agitent tous les États, minés comme ils le sont par les doctrines les plus pernicieuses. Regardez la Russie : elle seule se maintient debout ; elle seule a résisté à toutes les secousses ; elle seule a conservé sa calme et vertueuse grandeur.

« Croyez-moi, messieurs, l'autocratie russe a pu seule conduire à ce résultat. Pouvoir jouir de sa protection est déjà un suprême bonheur.

Je vous le déclare, messieurs, je veux être *vo-*
tre bienfaiteur contre votre gré. Si vous vous
conduisez bien, ma protection paternelle s'é-
tendra jusqu'à vous, et le passé deviendra vé-
ritablement un passé. Mon gouvernement sera
toujours plein de sollicitude pour votre bon-
heur et votre bien-être. Mais *ayez soin de bien*
garder en mémoire tout ce que je viens de vous
dire. »

Il n'y a plus, depuis la mort de Nicolas, per-
sonne à Saint-Pétersbourg qui osât tenir un tel
langage, mais la réimpression de ce discours,
en tête d'un journal officiel, disait assez avec
quelle mission le symbole vieilli mais non
amendé de la politique impitoyable était ad-
joint au grand-duc Constantin, pour rendre la
répression plus prompte et plus sûre.

A peine arrivé à Varsovie, les premières pa-
roles du vieux général furent pour remercier,
au nom de l'Empereur, les troupes russes de
tout ce qu'elles avaient fait depuis deux mois.
Il n'y eut de restriction à ces éloges que pour
ceux des officiers qui avaient montré quelque
tiédeur, et s'étaient efforcés de modérer le zèle
de leurs soldats, quand il s'agissait d'incendier
ou de piller des villes, d'égorger des blessés,
ou de massacrer des populations désarmées et
inoffensives.

Ces menaces n'eurent, d'ailleurs, aucun effet
sur la marche de l'insurrection, si ce n'est de

rendre ses progrès plus rapides. Un journal rappelait, à cette occasion, qu'en 1831 le général Berg avait été introduit à Varsovie, les yeux bandés, pour traiter au nom de Paskiévich de la reddition de la ville ; et il ajoutait : « Bien plus épais encore est le bandeau qu'il a aujourd'hui sur les yeux, s'il croit que sa présence et sa renommée suffiront pour faire reculer les patriotes polonais et arrêter le mouvement national. »

Le gouvernement russe avait dès lors résolu de faire, en Pologne, une guerre d'extermination. Mais les trois cabinets de Paris, de Londres et de Vienne s'étaient mis d'accord pour adresser à Saint-Pétersbourg, au nom des traités, de la paix européenne et de l'humanité, de bien timides mais pourtant de significatives représentations en faveur de la Pologne. Répondre à une pareille démarche par l'application immédiate d'un régime de terreur et de sang, Nicolas l'eût osé peut-être ; mais c'était trop d'audace pour le tempérament actuel et la situation présente de la cour de Russie. On prit le parti de temporiser, de gagner du temps, de diviser les trois puissances par un langage dont l'une ou l'autre, imaginait-on, s'empresserait de se déclarer satisfaite.

Cette disposition momentanée permit à quelques projets de transaction de se produire. Parmi ces plans qui répondaient mal aux vé-

ritables intentions du cabinet russe, et qui ne devaient avoir aucun effet, il en est un qui nous paraît mériter particulièrement l'attention, et dont nous croyons pouvoir dire quelques mots, sans sortir de notre sujet : c'est celui qui se trouve exposé dans un *Mémoire* adressé par M. Pogodine, conseiller d'Etat, au général Sumarakow.

Une observation est ici nécessaire.

Au point de vue du droit naturel et imprescriptible qui appartient à tous les peuples, la question polonaise est fort simple. La Pologne n'a pas cessé d'être une nation. Victime de l'un des plus iniques et des plus odieux attentats qui aient été commis dans le monde, elle revendique aujourd'hui sa place parmi les États. Elle veut être ce qu'elle était avant toute mutilation, telle que l'avait faite le libre consentement de tous les peuples de même origine et de même religion, réunis, depuis plusieurs siècles, sous le sceptre des rois de Pologne.

Au point de vue du droit écrit et des traités qui ont constitué, il y a près de cinquante ans, l'Europe actuelle, la question, au contraire, est complexe. Une partie seulement de l'ancienne et véritable Pologne peut prétendre à une existence indépendante. Pour le reste, l'unique arrêt du partage semble avoir reçu une sanction définitive.

M. Pogodine s'est emparé de cette situation

pour conseiller à la politique russe de faire, en quelque sorte, la part du feu, en laissant au royaume de Pologne l'existence que lui ont reconnue les traités de 1815, et en travaillant à s'assimiler complètement les provinces polonaises incorporées à l'empire. Définitivement maîtresse de tout le pays jusqu'au Niémen, la Russie, — disent les partisans de ce système, — ne perdrait rien de son influence en Europe, et l'existence d'un petit royaume de 3 ou 4 millions de Polonais ne saurait être, pour elle, ni une menace ni une barrière redoutable.

Nous n'avons pas besoin de dire que la Pologne tout entière repousse avec énergie l'idée d'une semblable transaction. Mais il nous a paru intéressant de montrer comment elle était envisagée en Russie par un certain parti. Voici comment s'exprime, dans son *Mémoire* au général Sumarakow, M. le conseiller d'Etat Pogodine :

« Partisan de la liberté et de l'autonomie de la Pologne, et ayant donné, je ne crains pas de le dire, des preuves palpables de mon impartialité dans la question polonaise, je pense que devant l'effusion du sang russe, due à une *trahison infâme*, il faut maintenant prendre d'autres mesures pour assurer la tranquillité de la Russie.

« La question polonaise, selon moi, ne peut être résolue ni à Varsovie ni dans le royaume

de Pologne, mais seulement dans *nos* provinces occidentales (Lithuanie, Volhynie, Podolie et Ukraine), dans lesquelles les Polonais mettent leur plus grand espoir et voient leur principale force. Dans ces provinces, l'élément polonais doit être *amoindri, affaibli*. Je n'entends point par là l'emploi de mesures sanglantes, Dieu m'en préserve ! J'entends des mesures légales et justes pour protéger l'élément russe, abandonné jusqu'ici aux hasards aveugles du sort. Les mesures que je propose sont les suivantes :

« 1° Racheter les colonies de paysans selon les formes établies, et de cette manière *séparer complètement les paysans des seigneurs*. Ce moyen n'aura rien d'extraordinaire ni d'imprévu, car il est considéré, dans toute la Russie, comme le seul qui puisse établir un nouvel ordre de choses. Sa réalisation n'a été empêchée que par des considérations financières ; mais, dans *nos* provinces occidentales surtout, aucune considération financière ne doit nous arrêter.

« Notre but là-bas doit être toujours le même. Il faut faire, *coûte que coûte*, des provinces occidentales une propriété *légale et ancienne* de la Russie, et affranchir nos compatriotes du joug d'une race qui, *depuis que nous l'avons conquise*, n'a cessé de tendre à un autre but que le nôtre.

« 2° Toutes les propriétés grevées d'hypothèques ou engagées dans les sociétés de crédit russes devront être immédiatement vendues

aux enchères publiques ou achetées par le trésor, faute d'acquéreurs, conformément au prix de la terre. Le gouvernement de la province devra rechercher surtout des acquéreurs russes, auxquels on faciliterait l'acquisition et la colonisation autant que possible.

« 3° Acheter, par l'intermédiaire d'agents ayant la confiance du gouvernement, toutes les propriétés vendues à l'amiable.

« 4° Dans le royaume de Pologne, il y a un certain nombre de patriotes russes et une assez grande quantité de biens fiscaux ; il serait très-avantageux d'échanger ces biens pour des propriétés équivalentes dans les provinces qui avoisinent le royaume. *Ces moyens seront mis à exécution, en dehors de toute publicité*, par les gouverneurs civils et militaires munis d'instructions secrètes *ad hoc*, et toujours pourvus d'une assez grande quantité d'obligations et de bons de l'État. »

Ce plan, aussi perfide que laborieusement combiné, ne répondait qu'incomplètement aux passions dont s'inspire la politique russe. Nous verrons plus loin comment on en mit une partie à exécution. Momentanément on voulait néanmoins, comme il a été dit plus haut, faire quelque chose pour ralentir, autant que possible, la marche de l'intervention diplomatique et en atténuer les effets. C'est alors que, le lendemain ou le surlendemain du jour où avaient été si-

gnées à Paris, à Londres et à Vienne les Notes que chacun connaît, le mot d'amnistie fut prononcé à Saint-Petersbourg et écrit dans un manifeste impérial.

Nous retrouverons ce manifeste à sa date, dans les récits qui vont suivre, et nous avons hâte de clore ces réflexions générales et préliminaires pour arriver aux faits que nous avons entrepris de raconter. Il nous reste un mot à dire cependant de l'effet produit par ces mesures au milieu des populations qu'elles avaient pour but d'effrayer et de maintenir dans l'obéissance.

Depuis le mois de janvier, le mouvement national n'avait cessé de s'étendre dans le royaume; il avait triomphé de la plupart des hésitations qui l'avaient accueilli à son origine. A partir du moment qui nous occupe, il devint universel.

Quelques soulèvements partiels avaient eu lieu en Lithuanie et dans les autres provinces polonaises annexées, mais sans ensemble, sans organisation. Dès la fin de mars, une autorité nationale se constitua à Wilna sous le titre de *Section du gouvernement national des provinces de Lithuanie et de Russie-Blanche*. Fidèle aux traditions de l'ancienne union, ce comité, à peine formé, est le premier à proclamer qu'il relève du gouvernement national de Varsovie.

Le 28 mars, il ordonne au district de Telsze de se soulever, en vue d'un convoi d'armes attendu par mer, et son appel est entendu.

Le 1^{er} avril, un ordre semblable est envoyé à la Livonie polonaise, et plusieurs districts prennent aussitôt les armes. C'est ainsi que le pays tout entier répond aux menaces des Russes et à leurs tentatives de séduction.

Un ukase impérial proclame que toutes les relations de dépendance entre les paysans et les propriétaires, et que les prestations dues à ces derniers cesseront d'être obligatoires à partir du 1^{er} mai, la couronne se substituant aux droits des propriétaires pour la perception de ces prestations ou redevances. Les paysans trouvent l'arrangement fort peu de leur goût, et, pour la plupart, se rapprochent de ceux contre qui on cherche à les armer.

Dans le royaume, ils payent régulièrement les redevances telles qu'elles ont été fixées par le gouvernement insurrectionnel.

Une lettre écrite de Wilna complète le tableau des progrès de l'insurrection à cette époque, et nous servira en même temps de transition pour entamer la nouvelle série de nos sanglantes éphémérides.

« Notre terre sacrée de Samogitie, baignée du sang de nos martyrs, s'est insurgée. Ce sont les habitants des campagnes des environs de Kowno et de Poniewiecz qui ont donné le signal. La contrée de Nieswicz n'a pas un seul village qui n'ait fourni des volontaires. Les Russes ont débuté par la rencontre de Podbrzèze, où

ils ont été défaits et repoussés jusqu'à Kejdany.

« Dans cette rencontre, les nôtres ont fait prisonniers six soldats russes. Dans le village de Nowobecz, les Russes ont envahi la demeure d'un officier malade en retraite, ils ont tué son cuisinier à coups de baïonnette, et les officiers qui commandaient cette horde ont pu à peine mettre à l'abri leur ancien collègue.

« La conduite des Moscovites est le meilleur moyen d'insurger le pays.

« Il y a eu une seconde rencontre à Wysokidwor, dans le district de Kowno. Après cette rencontre, les Russes, en se retirant, envahirent la maison du forestier (*lowczy*) de l'État ; ils la pillèrent, l'incendièrent, tuèrent à coups de baïonnette sa femme, et jetèrent son enfant dans les flammes de la maison incendiée. Le vicaire de l'église locale, Czechiszek, fut massacré sur la grande route par ces brigands, qui s'acharnent principalement sur les femmes, les enfants et les prêtres. »

Ces détails nous font rentrer en plein dans notre sujet.

II

AVRIL

1^{er} avril. — CONDAMNATIONS CONTRE DES PRÊTRES.

Les premiers martyrs dont nous ayons à raconter les épreuves sont des prêtres lithuaniens.

L'abbé Alexandre Szebietowski, vicaire de Plonka-Koscielna, après une longue détention dans la citadelle de Wilna, après avoir subi dans la prison les plus horribles tortures, fut condamné, le 1^{er} avril, aux travaux forcés en Sibérie.

L'autorité russe s'adressa au Consistoire de Wilna pour obtenir qu'il fût dépouillé de son caractère sacerdotal : le Consistoire s'y refusa, alléguant que l'abbé Szebietowski n'appartenait pas au diocèse.

Son crime était sans doute le même que celui de l'abbé Korzeniowski, vicaire de Nowodwor, condamné à la peine capitale pour avoir lu, dans l'église, un écrit exhortant le peuple à rester fidèle à sa religion et à sa nationalité.

Le général Mourawiew n'était pas encore gou-

verneur de la Lithuanie. Son prédécesseur commua la peine en douze ans de travaux forcés.

2 avril. — UN ORDRE DU GOUVERNEUR MILITAIRE DE KALISCH. — RESCRIT DU MINISTRE DE LA GUERRE DE PRUSSE.

Le 2 avril était le mercredi de la semaine sainte. L'ordonnance suivante fut rendue par le général Brunner, chef militaire de l'arrondissement de Kalisch :

« Je vous engage à prévenir les habitants de la ville de Kalisch que demain (jeudi saint), à l'occasion de la visite dans les églises des tombeaux du Christ, les règlements sur l'état de siège doivent être exactement observés, et notamment : 1° Ne pas laisser plus de trois personnes aller ensemble; ne tolérer aucun rassemblement dans les rues ainsi qu'aux portes des églises, et, dans ce but, organiser une surveillance de police et placer des sergents de ville aux portes des églises; 2° une demi-heure avant le crépuscule, la visite des églises doit être défendue; les églises et les couvents, ainsi que les portes des cloîtres, doivent être fermés. On doit aussi, et de la même manière, observer les règlements de l'état de siège lors de la célébration de la fête de Pâques. Ne pas permettre,

sous la responsabilité la plus sévère, le service de nuit dans les églises et les couvents.

« *Le président, KOLDOWSKI.* »

Cette même date du 2 avril est marquée par un rescrit du ministre de la guerre de Prusse au commandant du 4^e corps, général Werder, qui prouve, de la façon la plus évidente, la complicité de la Prusse dans le système de répression adopté par les Russes.

En voici les principales dispositions :

« Entre le ministre de l'intérieur et le ministre de la guerre, ont été concertées les mesures suivantes, concernant les combattants qui passent de la Pologne russe sur le territoire prussien, en tant qu'ils n'appartiennent pas à l'armée impériale.

« 1^o En général, ces individus seront traités d'après les conditions de la convention de cartel conclue entre la Prusse et la Russie, le 8 août, 1857 (c'est-à-dire livrés aux Russes).

« 2^o S'il n'est pas possible de renvoyer immédiatement les individus qui passent la frontière, ils doivent être considérés comme en état d'arrestation et conduits à la ville prussienne la plus voisine.

.....
« 4^o Après l'arrestation, il y a lieu de procéder immédiatement à l'interrogatoire pour cons-

tater l'identité des prisonniers et les circonstances de leur arrivée. En raison de cet interrogatoire, ils seront divisés en catégories dont dépendra *la façon de leur extradition* et le remboursement des frais.

« 5° Ces catégories seront les suivantes :

« A. Insurgés à traiter d'après les articles 15 à 17 de la convention, parce qu'ils ont commis en Russie un crime ou délit (c'est-à-dire à livrer aux Russes).

« B. Non insurgés, mais individus d'âge à être tenus au service militaire, auxquels sont applicables les articles 1 à 9 de la convention de cartel (c'est-à-dire à renvoyer aux Russes).

« C. Individus non tenus au service militaire et non suspects, à traiter conformément à l'article 23 de ladite convention. »

Chaque paragraphe de ce rescrit peut se traduire ainsi : « Les insurgés polonais, qui auront le malheur de passer la frontière, seront tous, *autant que possible*, livrés aux Russes.

Même jour. — PROCLAMATION DU CHEF MILITAIRE NATIONAL DE WILNA. — TRAITEMENT INFLIGÉ A UN FONCTIONNAIRE.

La première proclamation adressée par le chef militaire de Wilna, au nom du gouvernement national, est aussi du 2 avril. Elle mérite d'être

rapportée ; c'est la réponse de la Pologne aux menaces de ses oppresseurs :

« Habitants de Wilna,

« A la veille d'une insurrection générale, lorsque déjà le ciel couvre la Lithuanie d'une aurore sanglante, lorsque nos frères de l'autre côté du Niémen, mourant sur le champ de bataille, envoient à Dieu, avec leur dernier soupir, leurs dernières aspirations pour la liberté de la Pologne; lorsque la terre de nos aïeux est déjà arrosée par le sang des Lithuaniens ; dans un moment si décisif, si heureux pour la patrie, que nos cœurs soient animés d'un même désir, que tous s'unissent pour un seul et même grand acte. Intrépides devant l'ennemi commun, obéissants comme les enfants d'une même mère envers l'autorité nationale, nous enchaînerons la victoire à nos drapeaux. Au nom du sang qui coule pour la patrie, quiconque aime la Pologne se soumettra à cette autorité.

« Vive la Pologne !

« Wilna, 2 avril 1863. »

Encore un fait de la même date :

Un inspecteur des caisses publiques, en uniforme et l'épée au côté, faisait sa tournée aux

environs de Varsovie. Il fut arrêté, sans motif, par les Cosaques, qui le traînèrent à leur suite pendant vingt-quatre heures.

Le malheureux fonctionnaire voulut se plaindre au général aide de camp de l'empereur, Toll. Celui-ci répondit : « *C'est bien fait*; votre uniforme ne prouve pas votre fidélité. Vous autres Polonais, vous êtes tous des parjures. »

3 avril. — NICOLAS EPSTEIN. — PERSÉCUTIONS
CONTRE LE CLERGÉ EN SAMOGITIE.

Nicolas Epstein, fils du banquier de ce nom, traduit devant un conseil de guerre et jugé à huis clos, fut condamné, le 3 avril, à la peine de mort. La peine a été commuée par le grand-duc en DOUZE ANS DE CACHOT en Sibérie.

M. Epstein est un des hommes les plus considérés de Varsovie. Attaché aux idées d'ordre et de modération, il a souvent contribué, durant les crises diverses que le pays a traversées depuis deux ans, à maintenir la paix, et à prévenir toute collision entre les patriotes et les Russes. Son fils était imbu des mêmes idées, quoique souffrant peut-être plus impatiemment l'arbitraire et l'injustice.

En apprenant cette condamnation et cette commutation dérisoire, le malheureux père a été frappé d'une attaque d'apoplexie.

A la même date se rattachent de nouveaux détails sur les persécutions auxquelles le clergé catholique est en butte dans les provinces de Lithuanie et de Samogitie.

Dès la fin de février, il avait été sévèrement interdit aux curés d'entretenir des écoles pour l'enseignement du catéchisme. Il leur fut également défendu d'apprendre à lire aux enfants des paysans.

Avant les fêtes de Pâques, beaucoup de curés avaient tenté de réunir les enfants pour les disposer à la confession et à la communion. Partout où la police a connu ces réunions, elle les a dispersées en maltraitant brutalement les enfants, et a porté plainte contre les prêtres, les accusant *de tenir des assemblées de conspirateurs!*

Un témoin digne de foi a raconté les scènes de ce genre auxquelles il avait assisté, à Salanky et à Gorzdy. Il a vu aussi, de ses yeux vu, le traitement barbare infligé à un prêtre dont il n'a pu savoir le nom et qui était accusé de ce crime imaginaire. On l'avait arrêté dans son village pour le transporter à la ville voisine. Quand il traversa Szkudy, il était plus mort que vif et attaché, par les mains et les pieds, aux barreaux de la charrette sur laquelle il était traîné en prison. Un forestier, Russe d'origine, ému de compassion à cette vue, voulut le ranimer en lui donnant un peu d'eau à boire; il en fut empêché par les Cosaques

de l'escorte, qui lui défendirent d'approcher.

Le même jour, un détachement russe, composé de Cosaques, de hussards, d'infanterie et de trois canons, sous le commandant de Toll, attaqua la ferme de Huta-Bonda en Lithuanie, et y massacra des insurgés qui s'y trouvaient. La ferme fut complètement pillée, les objets qui ne purent être emportés furent détruits; mais le commandant, ayant appris qu'elle était une propriété du gouvernement, empêcha que l'on y mit le feu.

4 avril. — OKSINSKI A KUZNIANKA.

Le 4, un combat fut livré, dans le district de Wielun, près de la ferme de Kuznianka, située à un mille et demi de la petite ville de Prazka. Les Polonais, au nombre de cent cinquante, tous bien armés, étaient commandés par Oksinski; ils furent attaqués à l'improviste par un détachement russe comptant cinq cents hommes et une sotnia de Cosaques. Les Polonais se retirèrent dans la forêt de Prazka, et soutinrent pendant quatre heures un combat acharné contre des forces très-supérieures.

Le détachement d'Oksinski, vers la fin du combat, se retira en bon ordre et en continuant le feu dans les profondeurs de la forêt. Les Russes, obligés de renoncer à les pour-

suivre, se vengèrent sur les blessés, qu'ils massacèrent tous. Ils étaient commandés par le major Merkis.

En se retirant, ils mirent au pillage le village de Wierzbie, dont presque tous les habitants furent maltraités.

Ils attaquèrent ensuite l'église et le couvent des capucins de Lendz, dans le district de Komin. Après avoir pris les objets sacrés et tout dévasté, ils se retirèrent, emmenant avec eux, comme trophée de leur victoire, un des supérieurs, l'abbé Stanislas.

5 avril. — LE JOUR DE PAQUES A VARSOVIE.

On avait espéré, pour les fêtes de Pâques, une sorte de trêve, un temps d'arrêt dans les rigueurs de la police. Liberté pleine et entière avait même été accordée aux habitants de Varsovie de se promener dans les rues jusqu'à dix heures du soir; mais, à la façon dont les choses se sont terminées, on serait tenté de croire que cette faveur cachait un piège odieux.

L'heure fatale avait à peine sonné et chacun s'empressait de regagner son domicile, lorsque les Cosaques, sortant tout à coup de leurs casernes, firent une charge à fond de train dans certaines rues où il y avait alors beaucoup de monde, et, sous le prétexte que cette foule avait l'intention d'attaquer le palais, ils firent même

usage de leurs armes. Plus de deux cents personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, furent atteintes, et le lendemain les geôles renfermaient cent cinquante prisonniers de plus.

On raconte que, pour mieux assurer le succès de ce guet-apens, les horloges officielles avaient été avancées d'un quart d'heure, et, à ce propos, on cite un mot dit au grand-duc Constantin par le chef de la police générale, Lowszyn, qui venait de succéder au colonel Muchanoff : « Monseigneur, Varsovie possède encore une population virile trop nombreuse. Tant que Votre Altesse impériale n'aura pas éloigné ce foyer permanent d'agitation et de mécontentement, il me sera impossible de répondre de la tranquillité. Le recrutement a manqué son effet ; il y a encore à Varsovie vingt mille hommes de trop. — Faites, aurait répondu le grand-duc, mais pas de sang. »

6 avril. — RETOWO.

En quelques jours, le mouvement devint général en Samogitie. La masse de la population était soulevée ; les paysans couraient au camp insurrectionnel avec enthousiasme. Le premier signal de l'insurrection fut, pour ainsi dire, le pillage par les Cosaques du village de Retowo, appartenant au prince Oginski, et la mise à sac du château.

Une première fois, les paysans de Retowo, qui ont toujours été très-dévoués à la famille de leurs seigneurs, ont chassé les pillards et en ont même tué quelques-uns. Le 6 avril, une colonne de troupes russes, bien plus nombreuse, vint à Retowo, et fit de ce florissant village un monceau de ruines. Cet acte de vandalisme irrita tellement la population que jeunes et vieux prirent les armes pour en tirer vengeance.

7 avril. — UN DÉCRET DU GOUVERNEMENT NATIONAL.
— GRANDE VICTOIRE DES RUSSES.

C'est le 7 avril que le *Courrier de Wilna* eut ordre de réimprimer, en tête de ses colonnes, le discours de Nicolas que nous avons reproduit plus haut. Le même jour, le gouvernement national publiait un décret d'une haute sagesse, et qui atteste les progrès qu'avait déjà faits l'organisation du mouvement. Il portait :

« Toutes les associations politiques qui existent ou peuvent se former, à l'insu ou sans l'autorisation du gouvernement national provisoire, à partir de ce jour jusqu'à la fin de la guerre de l'indépendance, sont déclarées dissoutes. Il est expressément défendu de constituer une autorité, de créer des clubs ou des comités, d'adresser des demandes aux gouvernements étrangers ou à leurs représentants, bref, de s'ingérer en

rien dans les attributions du gouvernement national provisoire, et d'en usurper les pouvoirs.»

A la même date, une correspondance de Varsovie raconte un fait où le grotesque se mêle à l'odieux.

« Je commence mon récit, dit le correspondant, par vous signaler une victoire complète remportée par les Russes... sur des enfants de dix à douze ans, à Nowy-Zjazd, près de Varsovie.

« Une bande de petits garçons jouait à la guerre, près du carrousel. Les uns faisaient les Russes, les autres les Polonais. Tout à coup parut un détachement d'infanterie russe qui vint déranger leurs jeux innocents et arrêter ces petits insurgés. Plus agiles que les troupiers du czar, les jeunes garçons échappèrent bientôt aux Moscovites et se réunirent plus loin en différents groupes.

« L'infanterie russe, voyant son attaque déjouée, appela les Cosaques, qui chargèrent ces malheureux enfants. Mais cette charge ne réussit pas mieux que la première. Les Cosaques saisirent une mère qui accourait pour sauver son enfant, et ils la maltraitèrent cruellement. Puis ils restèrent maîtres du champ de bataille, ayant fait quatre prisonniers, qui furent conduits devant le conseil de guerre, et qu'on relâcha *après les avoir battus de verges.*

« Le même jour, les Cosaques tombèrent à

coups de sabre sur une troupe d'enfants qui sortaient de l'école, et ils emportèrent un garçon de dix ans qu'ils avaient grièvement blessé. »

8 avril. — RAWANICE.

Dans l'après-midi du 7 avril, trente jeunes gens, du grand duché de Posen, parvinrent à tromper la surveillance des patrouilles prussiennes et à franchir la frontière : ils rôdèrent pendant quelque temps aux environs de Kalisch sans rencontrer un seul Cosaque, passèrent la Warta sans être inquiétés et entrèrent en Mazovie, où ils se réunirent à un petit détachement de patriotes séparés du corps destiné à opérer contre Kalisch. Parmi ces trente recrues, se trouvait un jeune élève des écoles militaires prussiennes qui, d'emblée, fut mis à la tête de la petite troupe, formant un effectif de cent cinquante hommes, dont les deux tiers armés de faux et de piques. Dans le village de Rawanice, sur les bords de la Pilica, non loin de Rawa, les paysans refusèrent de les loger, tant les représailles des Russes ont répandu la terreur dans le pays; mais ils leur fournirent des vivres en abondance, et la bande alla camper quelques verstes plus loin, dans un ravin inaccessible à un ennemi toujours désireux de ne pas sortir des routes tracées.

La garnison de Rawa, composée de six cents hommes, et de deux sotnias de Cosaques, fut avertie de la présence des insurgés dans le voisinage, et, comptant surprendre un ennemi sans défense, deux cents soldats et une sotnia se mirent en marche à l'entrée de la nuit, conduits par un émissaire russe. Mais, si les Russes veillent, les Polonais ne s'endorment pas, et, au moment où les soldats du czar se croyaient sûrs d'une proie facile à saisir, un *hourrah*, parti du fond du ravin, les mit en déroute. Ils voulaient fuir, mais il était trop tard ! Toutes les issues étaient gardées par ceux-là même qu'ils espéraient surprendre. Les Russes se défendirent mal et les Polonais eurent à peine besoin de faire usage de leurs armes. Deux cents hommes étaient littéralement à genoux devant eux. Les patriotes se contentèrent de les *désarmer et de leur ôter leurs chaussures, après quoi ils regagnèrent la route, laissant leurs vaincus sains et saufs.*

Pendant ce temps, le reste de la garnison de Rawa avait fait une sortie et se livrait à l'incendie, au meurtre et au pillage ; Rawanice était mis à sac... les habitants avaient donné des vivres à des compatriotes ! crime impardonnable.

Mais les Russes n'en avaient pas fini avec la bande du jeune cadet prussien. Au plus fort du massacre, elle arrivait sur eux et les forçait de nouveau de fuir devant elle. Le village était en ruines, le sol était jonché de cadavres ; plusieurs femmes avaient été égorgées par ces lâches

qui, quelques heures auparavant, avaient dû la vie à la générosité des Polonais.

9 avril. — LIDA EN LITHUANIE.

Le district de Lida fut un des premiers, en Lithuanie, à répondre au manifeste du gouvernement national et à relever le drapeau polonais. M. Narbutt fils du célèbre historien de la Lithuanie, se mit à la tête du mouvement. Une quarantaine de personnes, parmi les plus notables, furent aussitôt arrêtées et conduites à Wilna, et la tête de Narbutt fut mise à prix.

Quand ces nouveaux prisonniers arrivèrent à Wilna, la citadelle était déjà pleine, et il fallut convertir le couvent des Dominicains en prison publique.

Le même jour, un convoi militaire fut arrêté par les patriotes sur la route de Dunabourg à Wilna. L'escorte, de deux cents hommes, prit la fuite. Les insurgés s'emparèrent des munitions, des chevaux, d'une partie des armes, détruisirent le reste et s'éloignèrent sans faire aucun mal aux conducteurs ni à leurs chefs.

La bande partie, les fuyards revinrent et se saisirent de deux paysans qu'ils accusaient d'avoir averti les patriotes. Le procès ne fut pas long : insultes, tortures, oreilles coupées, rien ne fut épargné à ces malheureux, bien inno-

cents pourtant. La mort allait les frapper lorsqu'une nouvelle alerte leur permit de fuir. L'alerte n'avait d'autre cause que le passage d'un courrier suivi de deux postillons.

10 avril. — PILLAGE DU CHATEAU DE SNIERZKI. —
MORT DE CIESZKOWSKI.

Le château de Snierzki, appartenant à M. Kurowski, riche propriétaire, fut attaqué, dans la nuit du 9 au 10, par les Russes. Quatre jeunes gens y furent massacrés, entre autres, un exilé, M. Julian Boksanski, revenu tout récemment de Sibérie. Douze autres personnes furent emmenées prisonnières, avec le maître du château, qui fut mis à sac et presque incendié.

Le même jour, un chef renommé, Cieszkowski, blessé dans un combat, fut achevé dans la maison où il avait trouvé asile. Voici comment les faits sont racontés par un témoin de cet acte barbare :

« Cieszkowski se trouvait à Kronszenzin avec une trentaine d'insurgés, quand il fut surpris par un détachement de 500 Russes. Les insurgés parvinrent à se frayer un passage; mais leur chef, atteint d'une balle qui lui traversa le corps, dut s'arrêter à un kilomètre du champ de bataille, chez un géomètre, M. Koslowski, qui

envoya chercher un médecin. Avant que celui-ci ne fût arrivé, les Cosaques avaient envahi la maison et *achevé* Cieszkowski à coups de pistolet. »

Ils assassinèrent en même temps un étudiant de l'Université, M. Bykowski, et deux autres personnes. Ils saccagèrent la maison, et s'en revenaient chargés de butin, auprès de leurs camarades, quand ils furent rencontrés par le petit corps polonais d'Oksinski. Celui-ci, informé à Broszenica de ce qui se passait, arrivait en toute hâte au secours de Cieszkowski. Il eut du moins la satisfaction de le venger; ses meurtriers furent passés par les armes.

Qui pourrait blâmer de telles représailles ?

Cieszkowski était un homme d'une bravoure éprouvée et que tout le monde admirait, mais d'une rare imprévoyance, comme l'atteste le fait qui causa sa mort. Après s'être distingué à l'affaire de Sosnowska, il avait pris le commandement d'un corps séparé, et s'était mesuré avec les Russes à Mrzyglod, Lagy et Radoszewice.

11 avril. — PILLAGE D'UN MAGASIN A VARSOVIE.

Le fait suivant s'est passé dans la capitale, sous l'œil des autorités russes les plus élevées.

Voici comment il est raconté par un témoin oculaire :

« Samedi dernier, veille de Quasimodo, on vit un marchand de rubans sortir de sa maison en criant : *Au secours!* Des groupes se forment, on l'interroge : Des sous-officiers, répond-il, sont entrés chez lui, et sous le prétexte qu'il y a dans son magasin des rubans aux couleurs nationales, sa femme est maltraitée, insultée et reçoit les propositions les plus infâmes, comme le seul moyen d'éviter les sévérités qu'elle a encourues.

« Des paroles, ces misérables en arrivent aux gestes; le mari rentre, veut défendre sa femme, il est mis à la porte. La foule aussitôt se rue dans la maison et arrive à temps pour empêcher un crime; mais la police veillait. A son tour, elle pénètre dans le magasin, qui est littéralement mis à sac. Les troupes arrivent au pas de charge, et soixante prisonniers furent le résultat de cette agression barbare. Quant aux deux auteurs de tout ce bruit, ils sont mis le lendemain à l'ordre du jour *pour leur belle conduite.*

« Le mari a écrit au grand-duc; la lettre a été interceptée, et pour le punir de son audace, lui, sa femme et ses deux enfants en bas âge sont conduits à la citadelle. Le magasin est fermé et les Russes ont mis sur la porte l'écrêteau suivant : « Fermé pour cause d'excitation à la révolte. »

12 avril. — AMNISTIE, MANIFESTE IMPÉRIAL. —
RÉPONSE DU GOUVERNEMENT NATIONAL.

Le manifeste du 12 avril est bien connu, mais il a sa place marquée dans ces éphémérides, et nous devons le reproduire en entier :

« Depuis l'arrivée des premiers rapports sur les troubles qui ont éclaté dans le royaume de Pologne, nous avons suivi l'impulsion de notre cœur et déclaré que nous ne voulions pas rendre la nation polonaise responsable de l'agitation qui a, pour elle-même, les suites les plus funestes. Nous ne l'avons attribuée qu'aux excitations, émanées depuis longtemps, à l'étranger, de quelques individus auxquels de longues années d'une vie aventureuse ont donné l'habitude d'exciter des troubles et des violences; de tramer dans l'obscurité des complots qui étouffent chez eux les sentiments que l'on doit à l'amour de l'humanité, et qui ont même pu leur inspirer la pensée de souiller l'honneur national par des assassinats. Les manifestations d'une autre époque, condamnées depuis longtemps par le jugement de l'histoire, ne concordent plus avec l'esprit de notre temps.

« La génération présente doit prendre à tâche de fonder la prospérité du pays, non en versant des torrents de sang, mais *sur la voie*

du progrès tranquille. C'est là le but que nous nous sommes posé, lorsque, plein de confiance en la protection divine, nous avons prêté, devant Dieu et notre conscience, le serment de consacrer notre vie au *bonheur de nos peuples.* Mais, pour remplir dans toute son étendue ce serment, que nous considérons toujours comme sacré, nous devons être assuré de l'appui de tous les hommes qui aiment sincèrement leur patrie et qui ne fondent pas leur dévouement sur des calculs intéressés ou des tentatives criminelles, mais sur le maintien de la tranquillité et la protection des lois. Dans notre sollicitude pour l'avenir du pays, nous voulons livrer à l'oubli tous les actes passés de révolte. Animé du vif désir de mettre fin à l'effusion du sang, aussi infructueuse pour les uns que douloureuse pour les autres, nous accordons en conséquence plein pardon à tous nos sujets du royaume qui ont pris part aux divers troubles, s'il ne leur incombe pas de responsabilité pour d'autres crimes commis dans les rangs de notre armée, et si d'ici au 1^{er} mai ils déposent les armes et reviennent à l'obéissance.

« A nous est imposée l'obligation de préserver le pays du retour de ces agitations, contraires à l'ordre, et d'ouvrir une nouvelle ère à sa vie politique. Celle-ci ne pourra être amenée que par une *organisation rationnelle de l'autonomie dans l'administration locale*, comme fondement de l'édifice. Nous en avons donné les bases dans

les institutions que nous avons accordées au royaume, mais, à notre regret sincère, le résultat n'a pu encore être soumis à l'épreuve de l'expérience, par suite des excitations qui, à la place des conditions d'ordre public indispensables à toute réforme, ont mis les *chimères de la passion*.

« En maintenant encore ces institutions dans leur intégrité, nous nous réservons, quand leur utilité sera prouvée par la pratique, de les développer davantage suivant les besoins du temps et du pays. C'est *uniquement par la confiance que le pays témoignera vis-à-vis de nos intentions* que le royaume de Pologne pourra effacer les traces du malheur présent, et marcher sûrement au but de notre sollicitude. Nous invoquons l'assistance divine pour qu'il nous soit donné d'accomplir ce que nous avons constamment regardé comme notre mission.

« ALEXANDRE.

« Saint-Pétersbourg, 1/12 avril 1863. »

Tout a été dit sur ce manifeste. Les cabinets, comme l'opinion publique, l'ont apprécié à sa juste valeur. Malgré ce pardon promis, avec autant d'insolence que d'hypocrisie, à ceux des Polonais qui mettraient bas les armes avant le 13 mai, la lutte a continué, elle a pris de nouvelles proportions, et quelques voix à peine se

sont élevées en Europe pour s'étonner que les bienfaits du czar n'aient pas été acceptés et que ses promesses aient été vaines.

Les premiers mots de cet étrange document nous paraissent toutefois mériter une très-courte observation. « Nous ne l'avons attribué, dit le czar, en parlant du mouvement polonais, qu'aux excitations émanées depuis longtemps, à l'étranger, de quelques individus auxquels de longues années d'une vie aventureuse ont donné l'habitude d'exciter des troubles et des violences. »

Les faits avaient déjà donné à cette étrange assertion le plus éclatant démenti, et, le jour même où le manifeste impérial était connu à Varsovie, le comité central national y répondait par la proclamation suivante :

« Le journal officiel d'aujourd'hui a publié, d'après un télégramme venu de Saint-Pétersbourg, la nouvelle de l'amnistie, ainsi que la confirmation des institutions accordées jusqu'à présent et leur développement ultérieur à l'époque et de la manière dont le jugera convenable l'empereur Alexandre II.

« Chaque Polonais sait parfaitement quelle confiance il faut avoir dans l'amnistie, et en général dans toutes les promesses du gouvernement moscovite. Pour que cependant personne ne se fasse de vaines illusions, nous déclarons définitivement que nous rejetons toute grâce. Nous avons engagé la lutte, non pour gagner

plus ou moins d'institutions libres, qui sous le gouvernement moscovite ne présentent jamais de garantie, mais pour nous affranchir d'un joug odieux, pour reconquérir une indépendance et une liberté complètes. La nation verse son sang parce qu'elle veut une existence politique, parce qu'elle veut être une nation libre et indépendante.

« Au souvenir de tant de cruautés du gouvernement moscovite, à la vue de toutes ces tombes encore fraîches et de tant de victimes, à la vue des débris fumants de nos villes, de nos campagnes et du sang encore chaud de nos frères assassinés, quiconque a un cœur réellement polonais, frémira d'horreur à la pensée d'un pacte quelconque avec la Russie, rejettera l'amnistie avec mépris et s'écriera avec la nation : Arrière avec vos grâces impériales ! Nous avons pris les armes, ce sont les armes seules qui doivent résoudre notre querelle avec les Russes.

« LE COMITÉ CENTRAL NATIONAL.

« Varsovie, 12 avril 1863. »

Même jour. — LE CORDONNIER ZIELENIEWSKI.

Le fait suivant s'est passé le jour même où le manifeste relatif à l'*amnistie* était annoncé par le télégraphe à Varsovie.

Vers cinq heures après midi, un cordonnier nommé Zieleniewski, ancien soldat en retraite, se promenait avec sa femme et son fils en bas âge, près des casernes russes, dans la rue Gensia. Il fut saisi par les soldats, au moyen d'une corde à nœud coulant, qui, l'enlevant de terre, le porta jusqu'au second étage. Ce ne fut qu'en se cramponnant à la corde avec ses bras, qu'il put sauver sa vie. Sans cela il aurait été étranglé.

Aux cris que poussa sa femme, les officiers accoururent et le firent mettre à terre. Mais on le garrotta et on le tint prisonnier jusqu'à dix heures du soir, pour le forcer à donner sa parole qu'il n'irait pas porter plainte contre ce *jeu innocent* des soldats en garnison.

13 avril. — LE CHAMP DE BATAILLE DE RABICE.

L'amnistie offerte par le manifeste du 12 avril produisit, sur la population de Varsovie, un effet analogue à celui qu'eut, au mois de janvier, l'article où le *Journal officiel* annonçait que le recrutement avait été accepté avec joie par tous ceux qu'il enlevait à leurs familles et à leur pays.

Dès le 12 avril, 250 jeunes gens, protestant à leur manière contre cette nouvelle insulte faite au sentiment national, sortaient de Varsovie

armés de carabines, et se réunissaient sous le commandement d'un habile et brave officier, le major Remiszewski.

Dès le lendemain, cette troupe héroïque recevait le baptême du feu, au village de Rabice. Attaqués par une colonne moscovite trois fois plus nombreuse, ils se défendirent avec un grand courage et ne battirent en retraite qu'après avoir vu tomber plusieurs des leurs, et dans le nombre leur intrépide chef.

Les Russes eux-mêmes ont rendu justice à la bravoure de Remiszewski. Très-souffrant au moment où commença le combat, il ne voulut pas se séparer des siens et donna tous ses ordres, appuyé à un tronc d'arbre. Dans le fort de l'action, un officier ennemi, le baron Rott, le couche en joue; Remiszewski le voit et se prépare à la riposte, les deux coups partent en même temps, et les deux hommes tombent morts en même temps.

C'est la mort du champ de bataille, celle que tout soldat affronte. Mais, en s'éloignant, les Polonais laissaient, sur le champ de bataille, un certain nombre de blessés qui furent impitoyablement massacrés par les vainqueurs.

Trente des patriotes, environ, avaient succombé dans l'action, et, pendant trois jours, *soixante-treize* cadavres restèrent exposés sur le théâtre du combat. Le plus grand nombre se composait évidemment de blessés égorgés après la lutte. La plupart avaient trois ou quatre bles-

sures, provenant d'armes à feu, et une vingtaine d'autres faites à l'arme blanche.

Des paysans du village voisin de Zaborowa, témoins de cette rencontre, ont raconté, d'ailleurs, que les Russes, après avoir quitté le champ de bataille couvert de blessés, étaient revenus au commencement de la nuit, avaient achevé les blessés, et s'étaient retirés après les avoir dépouillés ! Le cœur se soulève d'indignation en présence de ces récits, sanglants et douloureux épisodes d'une lutte qui sera peut-être un jour la grande épopée de notre temps.

Les Polonais purent du moins, après trois jours, rendre les derniers devoirs aux victimes de cette boucherie. Près de 4,000 personnes venues de Varsovie et des campagnes environnantes, assistaient à ces funérailles. Chacun des corps fut examiné par les familles qui avaient eu un des leurs dans le détachement sorti le 12 de Varsovie, mais bien peu ont pu être reconnus. La plupart avaient le crâne fracassé à coups de crosse, plusieurs portaient de nombreuses entailles sur le visage. Quelques-uns avaient la bouche remplie de terre. On avait étouffé ainsi ceux qui étaient trop lents à mourir !

Ces cadavres nus et mutilés furent recouverts de chemises que des jeunes gens de toutes les classes avaient apportées. On les déposa ensuite dans une grande tombe commune, creusée sur une petite éminence, à la lisière d'un bois, et

seize prêtres, venus de Varsovie et des paroisses environnantes, prononcèrent, sur les restes de ces martyrs, les prières de l'Église.

14 avril. — POSCONSKI. — MASSACRE
D'AUGUSTOWO.

Poursuivons, car, malgré l'amnistie, chaque jour est marqué par quelque nouvel acte de barbarie. Le 14, pendant que les cadavres mutilés et dépouillés des victimes du massacre de Rabice restaient abandonnés sur le champ de bataille, les blessés d'un autre combat étaient égorgés à Posconski.

« Les soldats russes, écrit un témoin digne de foi, se vantent ouvertement de tels exploits, et comme on en faisait reproche à l'un d'eux, qui, de sa main, avait achevé plusieurs prisonniers, il répliqua que, s'il ne l'avait pas fait, un autre l'eût fait à sa place, et se serait emparé des vêtements des victimes, ce qui n'était nullement à dédaigner.

« Un autre soldat, ne pouvant tirer assez vite les bottes d'un pauvre blessé, *lui coupa les pieds*, mit le tout dans un sac, et c'est à Varsovie seulement qu'il se débarrassa de ces débris de chair humaine. »

Ne croirait-on pas lire les descriptions de

quelques-unes de ces luttes où la civilisation se voit aux prises avec des cannibales ?

Le fait suivant est peut-être plus odieux encore. Sinon et Judas sont plus vils que les bourreaux auxquels ils livrent des victimes.

Dans les environs d'Augustowo, un détachement de 80 insurgés fut rencontré, par une forte patrouille russe, sortie de cette ville. Les premiers coups de feu des Polonais annonçant d'habiles tireurs, l'officier craignit pour sa petite troupe. Par son ordre, les soldats élevèrent la crosse de leurs fusils en l'air, et firent un signal pour demander à parlementer. Trois Polonais sortirent des rangs et s'avancèrent vers l'officier, qui, lui-même, vint à leur rencontre. Les deux détachements attendirent, l'arme au pied, le résultat de cette négociation.

L'officier russe commença par affirmer aux Polonais que le comité central national avait donné l'ordre de déposer les armes. Il leur montra, à l'appui de son allégation, un journal dans lequel se trouvait un ordre de ce genre.

On se rappelle qu'en effet la nouvelle d'une suspension d'armes, forgée par on ne sait quel imposteur, fut un moment accueillie par les journaux et répandue dans toute l'Europe.

L'officier, voyant les parlementaires ébranlés par ce témoignage, ajouta avec un air de bonne foi qui acheva de les décider :

— Maintenant, nous sommes amis, donnons-nous la main.

Et il se dirigea seul avec eux vers le détachement polonais.

A cette vue, et convaincus par les paroles de l'officier, les patriotes crurent à la paix et jetèrent leurs armes en criant : « Vive la Pologne ! vivent les Russes, nos amis ! » Ils s'embrassèrent entre eux, embrassèrent l'officier, et s'abandonnèrent à la joie la plus vive.

Le détachement russe s'avancait, comme pour prendre part à l'allégresse générale. Tout à coup l'officier fait un signe, sans doute convenu d'avance. Les Russes cernent le groupe désarmé des Polonais et les chargent, la baïonnette en avant. Cinquante-cinq furent massacrés ; le reste parvint à s'échapper.

15 avril. — LETTRE DE L'ARCHEVÊQUE DE VARSOVIE
A L'EMPEREUR.

Cette date est marquée par un des témoignages qui caractérisent, avec le plus d'éloquence et d'autorité, la conduite des Russes en Pologne et la malheureuse situation du pays.

Dès la fin du mois de mars, les Polonais, qui, dans un esprit de conciliation et d'abnégation,

avaient consenti, une année auparavant, à siéger au conseil d'État, avaient, pour la plupart, donné leur démission. L'archevêque de Varsovie, M^{gr} Felinski, quoique membre de droit de l'assemblée, avait suivi cet exemple. Sa démission fut refusée par le grand-duc. Il l'adressa directement à l'Empereur en l'accompagnant de la lettre suivante :

« Sire, ce fut toujours la mission de l'Église de porter la voix aux puissants de ce monde, dans les moments de grands malheurs et de calamités publiques. C'est au nom de ce privilège et de ce devoir qu'en ma qualité de premier pasteur du royaume de Pologne, j'ose m'adresser à Votre Majesté, pour lui exposer les besoins pressants de mon troupeau. *Le sang coule à grands flots*, et la répression, au lieu d'intimider les esprits, n'en fait qu'augmenter l'exaspération. Je supplie Votre Majesté, au nom de la charité chrétienne et au nom des intérêts des deux pays, de mettre fin à cette guerre d'extermination. *Les institutions octroyées par Votre Majesté sont insuffisantes pour assurer le bonheur du pays*; la Pologne ne se contentera pas d'une autonomie administrative, elle a besoin d'une vie politique.

« Sire, prenez d'une main forte l'initiative dans la question polonaise; faites, de la Pologne, une nation indépendante, unie à la Russie seulement par le lien de votre auguste dynastie :

c'est la seule solution qui soit capable d'arrêter l'effusion du sang et de poser une base solide à la pacification définitive.

« Le temps presse. Chaque jour perdu creuse davantage l'abîme entre le trône et la nation. N'attendez pas, Sire, l'issue définitive du combat; il y a plus de vraie grandeur dans la clémence qui recule devant le carnage que dans une victoire *qui dépeuple un royaume*. Une grande parole, digne de la magnanimité d'un grand souverain, suffit pour nous sauver. Nous l'attendons de la bouche de Votre Majesté.

« J'ose espérer que le monarque qui a délivré du servage, malgré tant d'obstacles, vingt millions de ses sujets pour en faire des citoyens libres, ne reculera pas devant la tâche également glorieuse de faire le bonheur d'une nation si cruellement éprouvée. Sire, c'est la Providence qui vous a confié ce peuple, c'est elle qui vous soutiendra, c'est encore elle qui vous réserve une couronne de gloire éternelle, si vous arrêtez une fois pour toujours le flot de sang et de larmes qui coule depuis si longtemps en Pologne.

« Pardonnez, Sire, la franchise de mon langage; mais le moment est solennel. Pardonnez à un pasteur qui, témoin de malheurs immenses, ose intercéder pour son troupeau.

« En déposant au pied du trône mon humble mais fervente supplique, je suis heureux de pouvoir me dire,

« De Votre Majesté, le plus fidèle et le plus obéissant sujet,

« † SIGISMOND-FÉLIX,

« Archevêque de Varsovie.

« Varsovie, 15 avril 1863. »

16 avril. — BOIS DE NATOLIN.

Voici, quant à la manière dont les Russes traitent les blessés sur le champ de bataille, un témoignage qui ne peut assurément être mis sur la même ligne que le précédent, mais qui a néanmoins aussi une incontestable valeur; c'est celui d'un propriétaire fermier, d'*origine allemande*, possédant des biens dans les environs de Natolin.

Il a déclaré que le 16 avril, parcourant ses bois, à la suite d'une rencontre qui avait eu lieu entre les Russes et les insurgés, dans les environs, il trouva trois cadavres d'insurgés, liés fortement et couverts chacun de douze à seize blessures.

« Jusque-là, dit ce propriétaire, je considérais tous ces bruits de cruautés russes comme des nouvelles exagérées; mais, à la vue de ces cadavres affreusement mutilés, liés avec de fortes

cordes, et presque nus, je dus me convaincre forcément que tout ce que l'on disait sur les barbaries des Russes n'était que la pure vérité. »

17 avril. — GRABOWIEC.

Le major Ridiger, déjà connu comme ayant présidé à plusieurs scènes de carnage, notamment à Szydlowiec, pénétra le 17 avril dans la ville de Grabowiec, où il croyait rencontrer un détachement d'insurgés.

N'ayant pu trouver ce qu'il cherchait, il se vengea sur les habitants. Sept des plus inoffensifs, et dans le nombre une femme, furent massacrés sans pitié et sans la moindre forme de procès. Le bourgmestre et un conseiller municipal furent grièvement blessés et transportés dans l'état le plus alarmant à l'hôpital voisin de Sienzo.

Ceux-là du moins s'étaient rendus coupables d'un crime que les Russes pardonnent rarement : ils avaient pris la défense des malheureux qu'on égorgeait.

18 avril. — LE JEUNE SIEMIENSKI.

A une lieue du village de Kosymin, pala-

tinat de Plock et district de Mlawa, stationnait un détachement de cent hommes, réunis par M. Severin Siemienski, fils unique du poète Lucien Siemienski, rédacteur littéraire du *Czas* de Cracovie, et l'un des hommes les plus éclairés de cette ville d'artistes et de savants. Le jeune Lucien, ce héros de dix-huit ans, à peine guéri d'une blessure qu'il avait reçue à Radzanowo, et qui l'avait traversé de part en part, avait réuni, dans les châteaux voisins, ce petit groupe d'insurgés, presque tous jeunes comme lui, et ils avaient déjà livré quelques brillantes escarmouches.

Il se trouvait, en ce moment, avec ses deux camarades, Witkowski et Ojrzanowski, dans le château de Kosymin, pour y prendre quelque repos, après plusieurs jours de combats. Un colon allemand ayant averti de leur présence les Cosaques stationnant dans les environs, ceux-ci se hâtèrent d'assaillir le château.

Siemienski et ses deux frères d'armes, sans avoir eu le temps de s'habiller, saisirent leurs revolvers et se présentèrent sur le seuil. Exercés au tir, ils tuèrent plusieurs assaillants; mais, après une longue résistance, les cartouches venant à leur manquer, ils refusèrent de se rendre et furent massacrés sur place.

Il est presque inutile d'ajouter que le château, avec tout ce qu'il contenait, devint la proie des Cosaques.

Les Russes n'ont peut-être fait, dans cette circonstance, qu'user des droits de la guerre contre des ennemis qu'il eût été plus généreux d'épargner, mais qui du moins vendaient chèrement leurs vies. On nous saura gré toutefois d'avoir recueilli ce fait, car les noms de ceux qui meurent ainsi appartiennent à l'histoire.

Severin Siemienski s'était fait remarquer, non-seulement par un bouillant courage, qualité commune à tous les jeunes volontaires polonais, mais encore par des qualités qui donnaient à sa famille et à ses amis les plus belles espérances.

A la première nouvelle de l'insurrection, il avait quitté Paris, et, les ressources lui ayant manqué à mi-chemin, il fit le reste de la route à pied.

Même jour. — UN NOUVEAU DOCUMENT OFFICIEL.

On s'irritait depuis longtemps, à Varsovie, des indiscretions qui livraient aux journaux de Posen et de Cracovie quelques-uns des rapports adressés au chef du gouvernement par les gouverneurs des provinces, et qui devenaient ainsi des témoignages officiels et irrécusables des atrocités commises par les Russes. Nous avons nous-même publié plusieurs de ces rapports, dans notre premier volume.

Le comte Keller, directeur de la commission de l'intérieur, fut chargé de recommander à ces fonctionnaires un peu plus de discrétion dans les rapports qu'ils adressent à l'autorité, et surtout la plus grande surveillance pour empêcher que ces rapports fussent, en aucun cas, livrés à la publicité.

La façon dont un des ministres du grand-duc parle de faits qui ont soulevé l'indignation de l'Europe est tout à fait caractéristique.

« Dans les rapports déposés à la chancellerie sur les opérations de l'armée, depuis le commencement de la révolte, dit-il, les gouverneurs civils exposent *sévèrement* et *avec beaucoup de partialité* les *punitions* infligées aux villes et villages convaincus d'avoir donné asile aux rebelles. Ils n'omettent aucun de ces *détails insignifiants* qui sont la conséquence INÉVITABLE de la guerre, dans un pays révolté. Tout au contraire, ils présentent les faits commis par les rebelles, qu'ils qualifient de *détachements d'insurgés*, avec une telle partialité, qu'il semble que tous ceux qui ont été pendus ou fusillés l'ont été par les troupes russes, tandis que le plus souvent ces morts violentes sont le fait des rebelles.

« Dans les rapports sur les combats de l'armée avec les rebelles, les gouverneurs civils, par opposition au *Journal officiel*, qui publie les pertes des rebelles par centaines de tués, di-

sent toujours que, sur les champs de bataille, on a trouvé cinq ou six corps d'insurgés, en ajoutant inévitablement « complètement nus... »

« Dans les rapports des bourgmestres et des chefs de districts, les incendies et les cas de mort, à la suite des rencontres des troupes avec les rebelles, sont dépeints *sous de fortes couleurs* et publiés dans le *Czas* de Cracovie, qui les présente à l'Europe comme des faits et des preuves irrécusables de la barbarie russe. Il ressort de là clairement que le journal en question a des correspondants dans les bureaux des gouverneurs civils.

« J'ai donc l'honneur de vous inviter, monsieur le gouverneur civil, à prendre des mesures, pour qu'à l'avenir les infractions indiquées et l'envoi aux feuilles étrangères des rapports et des nouvelles provenant de vos bureaux, n'aient lieu sous aucun prétexte, etc. »

Nos lecteurs savent ce qu'il faut entendre par ces *détails insignifiants*, sur lesquels cette circulaire reproche aux bourgmestres et gouverneurs civils de trop insister. Les bourreaux russes auraient voulu étouffer jusqu'aux gémissements de leurs victimes! Qu'ils meurent, mais qu'ils se taisent, et surtout qu'on n'en parle plus!

19 avril. — MADAME BROMIRSKA.

Les arrêtés récents de Mourawiew ont prouvé que les femmes ne devaient pas prétendre trouver, dans la faiblesse de leur sexe, une protection contre les sévérités des lois de la guerre, telles que les entendent les Russes. Le fait qu'on va lire démontre qu'il en était déjà ainsi avant que ce général fût devenu l'auxiliaire et l'émule du comte Berg.

Le 19 avril, vers cinq heures du matin, un détachement russe, flanqué de Cosaques, sous les ordres du colonel Krywonosow, envahit le village de Lazy, dans le district de Lowiez, pour y chercher des insurgés. Il commença par cerner la demeure du propriétaire et par se préparer à la prendre d'assaut. Ce domaine appartient à M^{me} Caroline Bromirska, née comtesse Zboïnska, et veuve depuis plusieurs années. Vu l'heure matinale, cette dame était encore au lit, souffrante d'ailleurs, et ne s'attendant guère à une pareille visite.

Les soldats, après avoir enfoncé la porte à coups de crosse, se répandirent dans toute l'habitation, et, sous la conduite d'un officier qui les précédait le sabre à la main, ils pénétrèrent jusque dans la chambre de la propriétaire. Loin de respecter une femme couchée et malade, ces sauvages la maltraitèrent avec la bar-

barie la plus révoltante. Des Cosaques la frappèrent à plusieurs reprises de leur *nahajk*, sorte de fouet, et un hussard la blessa au visage et au cou avec son sabre.

Un officier, il est probablement nécessaire de le rappeler, assistait à cet ignoble et sauvage exploit.

La maison fut ensuite mise au pillage et sacagée de fond en comble. Tout ce qui avait quelque valeur fut emporté : montres, bijoux, argent, argenterie, etc. En se retirant, les Russes mirent le feu à la forêt voisine et se dirigèrent vers la commune de Brochow, où se trouve le domaine de Famulki.

Là recommencèrent les mêmes scènes de violence. Deux fermiers, Szymonski et Brzozowski, furent presque assommés à coups de bâton, parce qu'ils ne pouvaient dire de quel côté étaient les insurgés.

20 avril. — UNE EXÉCUTION MILITAIRE A KOWNO.

L'un des plus riches propriétaires de Samogitie, M. Vincent Biallozor, avait été arrêté comme trésorier des insurgés. Quoique l'accusation ne pût être prouvée, une commission militaire le condamna à être fusillé, et la sentence fut exécutée le 20 avril, à Kowno. Un village appartenant à sa sœur fut incendié, à la même époque, par les troupes russes.

21 *avril*. — LES FRAIS DE LA GUERRE.

Un ordre du grand-duc, en date de ce jour, met à la charge du royaume de Pologne tous les frais résultant de l'entretien d'une armée de cent mille hommes sur le pied de guerre, ainsi que toutes les dépenses extraordinaires de rations, de marche et d'armement, tant que durera l'insurrection.

Ordre est donné, en outre, à l'administration de tout préparer pour la perception d'une contribution de guerre, qui devra peser particulièrement sur les villes, quoique les campagnes n'en soient pas exemptées.

Ainsi la Russie n'est pas assez riche pour payer ses conquêtes. Elle ne se contente pas d'enlever aux Polonais leurs libertés, de verser leur sang. Elle veut encore les ruiner. — Pour ceux qui prennent part à la lutte ou seulement en sont soupçonnés, les confiscations; pour les autres, les contributions de guerre.

22 *avril*. — LES FRÈRES STROJNOWSKI. — RÔLE
DES PRÊTRES DANS L'INSURRECTION.

La suppression du catholicisme est un des principaux objets que se proposent les Russes en Pologne. Non contents d'asservir les corps,

ils veulent aussi plier les âmes à leur joug.

L'enseignement religieux est proscrit dans les écoles, en même temps que la langue polonaise, et les perquisitions les plus sévères ont lieu fréquemment, pour veiller à la stricte exécution de ces règlements. Être catholique ou suspect d'attachement au catholicisme est un titre tout particulier à la proscription.

Les frères Strojnowski, ayant été arrêtés à Grodno sous une inculpation de complot politique reconnue fausse, allaient être relâchés, lorsqu'on apprit que, fils d'un père schismatique, ils suivaient la religion catholique. Cette découverte les a fait maintenir en état d'arrestation.

Cette haine des Russes pour la religion et le clergé catholiques est d'ailleurs bien justifiée par les preuves nombreuses de courage et de patriotisme données par un grand nombre de prêtres polonais depuis le commencement de l'insurrection.

A cette date du 22 avril, un service funèbre fut célébré, dans toutes les églises de Varsovie, pour les morts du combat de Rabice (voir page 48). L'autorité n'avait pas voulu permettre d'abord qu'on priât publiquement pour ces tristes victimes. L'archevêque, M^{sr} Felinski, déclara qu'il se passerait de la permission de l'administration pour une cérémonie purement religieuse.

Il a maintenu énergiquement ses droits, et le service a eu lieu. « Faisons, a-t-il dit à cette occasion, notre devoir sans crainte, partout et toujours ! Le royaume éternel nous attend là haut, et la Pologne nous regarde sur la terre ! »

Le 16 avril, l'abbé Michel Zoltowski, aumônier d'un détachement commandé par Lelewel, neveu du célèbre historien, mort dans l'exil, il y a quelques années, avait été frappé, au milieu d'un combat, en pleine poitrine.

Dès cette époque enfin, les prisons regorgeaient de prêtres.

Plus tard nous verrons le clergé soumis encore à de plus dures épreuves. Rien ne lui sera épargné : comme son divin Maître, il subira sa passion jusqu'au bout, jusqu'au supplice et à l'ignominie d'un nouveau Calvaire. Mais dès à présent qu'il nous soit permis de rendre hommage à l'héroïsme dont un grand nombre de ses membres a fait preuve.

Leur charité et leur dévouement sont inépuisables. Ils bénissent les combattants à leur départ pour la lutte, au pied de la croix, dans les églises des villages, au milieu de leurs femmes et de leurs enfants à genoux et tout en larmes.

Ils se mettent en campagne avec eux, marchent à leur tête, la croix à la main, et les jours de bataille ils se multiplient, avec un courage admirable, pour encourager les combattants, soigner les blessés et donner aux mourants les secours de la religion. Plusieurs ont trouvé la

mort dans l'accomplissement de ce saint ministère. Au nom, cité plus haut, de l'abbé Zoltowski, on peut joindre ceux des abbés Benevuto, Orłowski, etc., saints et vaillants martyrs.

Le récit suivant achèvera de donner une idée de la part que prennent les prêtres à l'insurrection et de l'influence qu'exerce leur présence au milieu des insurgés.

« Un détachement polonais, commandé par Grylinski, livra un combat aux Russes près de Lubinia, et les repoussa avec de grandes pertes. Le valeureux général Czakowski, accouru sur le lieu du combat, acheva de les mettre en pleine déroute.

« Après cette éclatante victoire, le détachement forma le carré autour de son chef, qu'il félicita avec expansion sur son habileté et son courage, couronnés d'un si beau succès. En ce moment l'abbé Symanski, naguère aumônier du corps de Langiewicz et attaché en la même qualité au détachement commandé par Czakowski, rappela aux combattants que le moment était arrivé d'adresser à Dieu la prière dont les Polonais ont l'habitude les jours de bataille. Tous se mirent à genoux, le général en tête.

« L'impression de cette scène fut grande sur tous les assistants. Ils se relevèrent le cœur retrempé par l'amour et la foi.

« Après la prière, Symanski adressa à la petite armée dont il était entouré une allocution

pleine de feu pour la féliciter de son courage et l'exhorter à lutter avec persévérance pour la patrie et la foi. Tous les cœurs étaient profondément émus, et, quand le prêtre cessa de parler, des larmes coulèrent de tous les yeux. Jamais scène plus touchante ne s'offrit à l'imagination d'un poète ou d'un peintre. »

23 avril. — ARRESTATION DE PADLEWSKI.

Livré par un traître, Sigismond Padlewski fut arrêté ce jour-là, au moment où il se rendait en voiture à la frontière prussienne, pour y recevoir un corps de volontaires venant du duché de Posen. Enfermé d'abord dans la citadelle de Modlin, nous verrons plus tard quel sort lui était réservé.

L'espèce de trêve établie par le manifeste d'amnistie ne permettait pas alors les exécutions sommaires que nous verrons plus tard se succéder jour par jour.

Il s'en fallait d'ailleurs que cette trêve fût toujours religieusement observée par les autorités russes.

A cette même date, un certain Knezkowski, maçon de Wloclawek, fatigué de la vie des camps, voulut profiter de l'amnistie pour retourner dans sa famille. Le commandant de cette ville, le colonel Schildner, n'eut pas plu-

tôt appris son retour qu'il le fit arrêter et lui fit administrer cent coups de verges.

Le même personnage ayant mis la main, peu de jours auparavant, sur quelques paysans du district de Lipno, voulut savoir d'eux où étaient les insurgés et, sur leur refus de rien révéler, leur fit donner à chacun cinquante coups de bâton.

Voilà comment en général les autorités russes entendaient en Pologne la trêve du czar.

24 avril. — WITTGENSTEIN ET BRUNNER
A POSEN.

Voici un fait qui prouve quelle confiance les Russes avaient eux-mêmes dans la prétendue amnistie du 12 avril :

Dès le 24, on signale la présence, à Posen, de deux officiers russes, le prince Wittgenstein et le général Brunner, venus dans cette ville pour concerter, avec le commandant des troupes prussiennes, des mesures énergiques de répression contre les insurgés dont le nombre s'accroissait chaque jour.

Le même jour, cinquante blessés, au moins, étaient achevés par les Russes à la suite d'un combat soutenu par les insurgés près de Wola.

25 avril. — LA PROCESSION DE SAINT-MARC.

La fête de saint Marc est, dans tout le monde catholique, célébrée par des processions destinées à appeler les bénédictions de Dieu sur les fruits de la terre.

En 1862, elles avaient eu lieu, comme par le passé, à Varsovie, en vertu d'une autorisation du général Luders. Cette année, l'archevêque et les curés de la ville furent informés, la veille, par une circulaire de la police, que les processions ne pourraient avoir lieu. M^{sr} Felinski fit savoir aussitôt que l'autorisation donnée l'année dernière, émanait de la direction des cultes, qui seule avait pouvoir pour la révoquer, et que, par conséquent, les processions se feraient non-obstant les défenses de la police, qui n'avait point à s'immiscer dans une telle affaire.

Les processions eurent lieu en effet dans le plus grand ordre; mais elles étaient à peine terminées qu'on arrêtait, au nom du grand-duc, tous les prêtres qui avaient officié, et l'archevêque était mis aux arrêts dans son palais.

Cet ordre était si inconcevable, en présence du calme et du recueillement dont la cérémonie avait offert le spectacle, qu'on se hâta de le révoquer.

26 avril. — LES RUSSES A INOWROCLAW,
EN PRUSSE.

Cette date restera célèbre, dans les fastes de l'insurrection polonaise, à cause de l'hospitalité donnée aux troupes russes par les Prussiens, à Inowroclaw.

Quatre cents hommes d'infanterie et cent Cosaques furent obligés, pour échapper à la poursuite d'un corps d'insurgés, commandé par un vaillant chef sorti des rangs de l'armée française, Yung de Blankenheim, de passer la frontière et de se réfugier dans la Pologne prussienne. Ils y furent reçus comme des troupes alliées, et pourvus de vivres et de logements.

Il faut rendre aux autorités prussiennes cette justice, qu'elles eurent le bon goût de n'en loger aucun chez les Polonais, de sorte que toute la charge, résultant de leur séjour, retomba sur la population allemande.

Quelques habitants réclamèrent, alléguant, non sans raison, qu'ils ne pouvaient être tenus de loger des troupes étrangères. On leur répondit par l'exhibition d'un ordre du cabinet du roi, prescrivant en secret l'exécution d'une convention dont l'existence avait été niée honteusement par les ministres prussiens, à la face de l'Europe.

27 avril. — D.-M. ORLOWSKI.

C'est une douloureuse tâche que celle de compter un à un ces actes de cruauté inouïe qui remplissent presque chaque page de ce livre. Au milieu de ces récits, on est heureux de rencontrer quelque date où l'admiration pour une noble victime se mêle à l'horreur qu'inspire une telle guerre.

Le 27 avril eurent lieu à Cracovie les funérailles de Dominique Maryan Orłowski, mort des blessures qu'il avait reçues dans un combat à Szklary.

Orłowski était un jeune homme de vingt-quatre ans, novice dans l'ordre des capucins. Il avait quitté son couvent pour entrer dans les rangs de l'insurrection. Blessé grièvement et transporté dans l'hôpital provisoire établi à l'hôtel de Saxe, il y resta plusieurs jours entre la vie et la mort, soigné par les dames les plus riches et les plus nobles de la ville, devenues sœurs de charité auprès de leurs frères blessés.

Nous serions injuste de laisser passer cette occasion de rendre justice aux dames polonaises de Cracovie, et au sentiment de charité patriotique dont elles n'ont pas cessé de donner, depuis six mois, des preuves éclatantes : — au

chevet des malades, dans les prisons quand on les y a laissées pénétrer; au sein des pauvres familles que l'insurrection a privées de leurs soutiens.

L'état de Dominique Orlovski ne laissait aucun espoir. Plusieurs fois l'héroïque soldat de la cause nationale demanda la grâce d'être de nouveau admis dans l'ordre qu'il avait quitté. Peu de temps avant de mourir, il obtint cette faveur et rendit le dernier soupir avec calme, revêtu de la robe de capucin, avec laquelle il a été enterré.

Son convoi a été suivi d'une foule immense. Tout le clergé de la ville, toutes les communautés religieuses y assistaient, et le cercueil était porté alternativement par des laïques et des religieux.

28 avril. — UNE REVANCHE PRISE A TEMPS.

Attaqué par des forces très-supérieures, dans la partie méridionale du palatinat de Kalisch, un détachement d'insurgés avait été obligé de se disperser et de battre en retraite, après un brillant combat de quelques heures. Les Russes vainqueurs se préparaient, selon leur coutume, à se jeter sur les blessés et à les dépouiller, après les avoir achevés, lorsqu'une nouvelle bande, commandée par Lütich, tombe sur eux à l'improviste et les met en déroute.

Parmi les malheureux blessés qui échappèrent ainsi à la mort, plusieurs avaient déjà été l'objet de sévices et de mutilations.

29 *avril*. NOWY-DWOR. — NOWOGRODEK.

Le château de Nowy-Dwor, en Lithuanie, fut attaqué, le 29 au matin, par une bande d'infanterie russe et de Cosaques. Après avoir égorgé deux domestiques et maltraité l'intendant, les Moscovites en étaient au pillage, à l'incendie, lorsqu'ils furent surpris par un détachement de Polonais, commandés par Narbut. Lâches autant que cruels, ils ne cherchèrent pas même à se défendre, et prirent aussitôt la fuite; mais quinze de ces pillards restèrent sur le carreau.

Le même jour, un corps d'insurgés fut entouré près de Nowogrodek par les Russes.

Quoique mal armés, et ayant à lutter contre des forces dix fois plus nombreuses et appuyées par de l'artillerie, les Polonais réussirent à se frayer un passage à travers les rangs ennemis. Les Russes se vengèrent sur les blessés que les patriotes ne purent emporter. Ils les massacrèrent tous sans pitié.

Dans le nombre se trouvait un respectable ecclésiastique, l'abbé Laszkiewicz.

30 avril. — ORDRE DU JOUR D'UN CHEF D'INSURGÉS. — SYMPTOMES D'AMNISTIE.

L'esprit qui dès lors animait et qui n'a pas cessé d'animer l'insurrection est tout entier dans l'ordre du jour suivant, d'un chef de bande du palatinat de Kalisch, que nous trouvons dans une correspondance du 30 avril :

« Soldats! mal habillés et inexpérimentés, vous avez combattu hier et remporté la victoire sur une armée régulière. Pendant huit heures, vous êtes restés sous le feu de l'infanterie et des canons russes, sans céder un seul pouce de terrain. Les chasseurs ont soutenu le combat en héros; l'attaque des faucheurs, sous le commandement de Ganier d'Abin, a décidé de la victoire et forcé les Russes à une retraite précipitée.

« Dès que j'aurai reçu les rapports détaillés, je publierai les noms de ceux qui, parmi les braves, ont été les plus braves; mais déjà je puis dire que l'honneur de cette journée revient au major Strzelecki.

« Signé, E. TACZANOWSKI,

« Chef d'un détachement de la force armée nationale. »

C'est ainsi que les patriotes polonais répondaient à des paroles dérisoires d'amnistie, à de vaines promesses qui déjà, au dehors comme au dedans, ne trompaient plus personne.

Il eût été bien difficile d'ailleurs, en présence des faits de chaque jour, d'accorder le moindre crédit aux paroles du manifeste impérial. On préparait ouvertement, dès la fin d'avril, un plan de séquestre à appliquer à tous les biens des familles ayant des membres dans l'insurrection et présenté comme mesure complémentaire de l'état de siège.

« Ces préparatifs, dit une correspondance adressée, vers cette époque, de Varsovie au *Journal des Débats*, se produisant ostensiblement, conjointement avec l'amnistie, semblent démontrer le peu de valeur réelle que le gouvernement lui-même attache à cette concession apparente, *vraie décoration d'opéra, destinée à tromper la vue de ceux qui regardent de loin.*

« Indépendamment des détenus qu'on a expédiés d'ici en Sibérie et en Russie, depuis l'apparition du manifeste, beaucoup de personnes ont été incarcérées en province. A Kurov (gouvernement de Lublin), le lendemain même du jour où le manifeste avait été lu publiquement, on s'est emparé de six bourgeois de la ville, rentrés chez eux après s'être cachés, pendant quelque temps, pour échapper au recrutement. »

Une correspondance adressée de Cracovie à un autre journal, *la Patrie*, s'exprime de même.

« Les arrestations sont de plus en plus fréquentes à Varsovie, y lit-on; les restaurants, les cafés, les rues et les églises sont les théâtres ordinaires de ces exploits, accomplis sans aucuns motifs, sans provocations, sur le simple caprice d'un espion ou d'un soldat. *C'est une proscription permanente* qui date du 17 janvier et qui se poursuit sans relâche. »

Tels étaient les signes par lesquels se manifestaient, sous le masque trompeur des concessions et de l'amnistie, les véritables intentions du gouvernement russe.

The correspondence between the French
and the British in 1793, especially the
17th of September, is of great interest.

The French Revolution was a great event
in the history of the world. It was a
great event in the history of the world.
It was a great event in the history of
the world. It was a great event in the
history of the world. It was a great
event in the history of the world.

The French Revolution was a great event
in the history of the world. It was a
great event in the history of the world.
It was a great event in the history of
the world. It was a great event in the
history of the world. It was a great
event in the history of the world.

III

MASSACRES DE LIVONIE.

Nous croyons devoir réunir sous ce titre, et dans un chapitre spécial, une série de faits qui se sont passés dans la même province, dans l'espace de trois semaines environ, et qui forment, au milieu de ce drame à la fois héroïque et terrible, un lamentable épisode.

Déjà, dans le premier volume de ces *Éphémérides* (page 185), nous avons dit un mot des scènes épouvantables dont la Livonie a été le théâtre. Nous avons signalé, après un journal anglais, le *Morning-Post*, une partie des horreurs commises, dans la propriété du comte Stanislas Moll et l'odieux traitement infligé à sa jeune femme.

Avant d'entrer dans de plus grands détails, il ne sera pas sans intérêt de connaître quelle était, en Lithuanie et dans les autres provinces polonaises, la véritable disposition des esprits

dès le début de l'insurrection. Un rapport, écrit dans les derniers jours de mars, donne à cet égard de précieux renseignements.

« Pour la masse des citoyens, dit ce rapport, la nouvelle de l'explosion de l'insurrection dans le royaume de Pologne éclata comme la foudre, et le sentiment général y répondit par un vif enthousiasme. Sauf les personnes déjà engagées dans l'action, rien n'était préparé matériellement pour entamer une résistance immédiate, et le peu qui avait été déjà fait dans ce sens l'avait été au prix des difficultés les plus grandes. Quoique surprise, la haute société fut, il faut l'avouer, des premières à se mettre au diapason de la masse, et, dès le premier jour, les préparatifs marchèrent avec une grande rapidité.

« Les fonctionnaires moscovites qui jouissaient paisiblement de leurs revenus et de leurs richesses, furent véritablement consternés quand leur parvint la grande nouvelle. Le pays est rempli de fonctionnaires russes en retraite auxquels le gouvernement a donné des biens confisqués; leur panique fut telle qu'elle réagit puissamment sur les fonctionnaires en activité.

« L'autorité militaire, qui prenait sourdement ses mesures pour le grand coup de filet, fut déconcertée et épouvantée.

« Quand parvinrent les nouvelles d'Augustowo et de Kowno, la terreur des Moscovites fut telle que, si nous avions eu des moyens matériels

puissants, il suffisait d'un effort pour leur expulsion.

« La propagande incendiaire entreprise, depuis plus de trois années, parmi nos paysans fut alors considérée comme la ressource unique, et le gouvernement russe voulut agir à la fois par les excitants religieux et matériels.

« Sur un ordre venu de Saint-Pétersbourg, se forma à Minsk un comité à la tête duquel fut placé l'évêque Holubowicz, renégat, parjure à la foi de ses pères, à son pays comme à sa religion... On lui adjoignit MM. Sz..., S..., Kry... et divers autres dignitaires orthodoxes, qui ont indignement vendu leur religion, leurs pauvres frères paysans et la patrie... Mais les paysans surent résister.

.
« Les arrestations furent alors organisées en masse comme moyen *préventif*; mais le plus souvent ceux qu'on arrêtait étaient des citoyens paisibles; on a même saisi des femmes, des enfants et des jeunes filles qu'on entassait dans les prisons *criminelles* avec des voleurs et des condamnés; — cruautés inutiles. Beaucoup de jeunes gens furent aussi pris et aussi beaucoup de maisons fouillées; mais tout cela a été conduit avec une telle maladresse qu'on n'a rien découvert.

« Quoiqu'il restât beaucoup à faire, on ne pouvait durer ainsi. Outre que le danger croisait chaque jour, les persécutions devenaient

trop absurdes, trop folles pour qu'on pût contenir tous les sentiments de douleur et de vengeance. Dans beaucoup d'endroits, sous prétexte de perquisition, de recherches d'armes ou d'insurgés, les troupes se livraient à des excès horribles ; la garde surtout s'est montrée *sauvage*...

« Le comité Holubowicz répandait force proclamations parmi les paysans, et cela au moyen de ses émissaires et des popes. On essayait de soulever le peuple contre la noblesse et les propriétaires, de le pousser aux dénonciations, aux troubles. Le gouvernement, de son côté, publiait un tarif de récompenses et des promesses d'impunité ; il faisait appel aux passions les plus brutales.

« On envoya en même temps à tous les popes le texte circulaire d'un discours qu'ils avaient à prononcer pour faire signer, par les paysans, une *Adresse* au czar. Ce discours a été lu dans les églises, et on avait soin, au moment de cette lecture, de faire sortir tout ce qui n'était pas paysan, même les fonctionnaires civils.....

« En résumé, il fallait se résigner à se voir enlever tout espoir de salut et à être victimes d'une épouvantable oppression, ou bien écouter la voix du patriotisme et du désespoir. Sans doute nos moyens n'étaient pas en rapport avec une telle lutte ; mais retarder davantage, c'eût été compromettre notre sainte cause, et tous l'ont compris...

« Nous avons donc couru aux armes... Grâce

au patriotisme, à l'énergie, au dévouement de notre peuple, à notre union, *il est certain que nous tiendrons*, que nous pourrons nous organiser et nous développer en combattant, et cela *quoi qu'il arrive....* Jusqu'au dernier homme nous lutterons, et, Dieu aidant, nous saurons mourir et nous saurons vaincre.

« Dieu sauve la Pologne! »

Le discours circulaire recommandé aux popes, et le projet d'adresse à faire signer par eux aux paysans, méritent d'être connus. Voici ce que les popes devaient débiter en chaire avec le plus d'onction et de persuasion qu'il leur serait possible :

« Je vous félicite, mes frères, du fond de mon cœur, du plus grand bonheur que l'homme puisse atteindre ici-bas ; je vous félicite d'acquérir cette liberté que vous octroie notre glorieux bienfaiteur le czar et père plein d'humanité, Alexandre II. Vous n'aviez jamais cette liberté, vous faisiez ce que l'on vous ordonnait et où l'on vous l'ordonnait, quoique vos sillons vous fournissent une médiocre moisson. Vous étiez à peine des hommes et traités rarement comme tels, et maintenant, ô miracle ! vous êtes libres ! Je vous en félicite derechef. Savez-vous, mes frères, à qui vous devez cette liberté ? Je vous ai cité le nom glorieux de votre sauveur. Comment payerez-vous cet amour pater-

nel qu'il a montré pour vous? Il ne vous demande que votre amour et vos prières. Tombe donc à genoux, âme orthodoxe; fais le signe de la croix et implore Dieu d'envoyer tout le bien possible à ton sauveur, à ton Moïse, et enseigne cette prière à ta postérité. Il y a encore un moyen de remercier votre sauveur. Son âme est en peine, à cause de la révolte de vos anciens maîtres, les Polonais qui veulent séparer votre pays de la Russie orthodoxe, vous soustraire à la protection du czar, et vous soumettre à votre ancien joug. Ils l'ont déjà « demandé au czar, » en affirmant que vous vouliez vous séparer de la Russie et appartenir à la Pologne. Je vois votre indignation en présence de cette calomnie que l'on vous a imputée devant votre sauveur. Mais votre père, comment saura-t-il que c'est une calomnie? Que faire? direz-vous. Vous écrirez une adresse où vous déclarerez que vous désirez vivre sous le sceptre du czar et de ses successeurs, formant avec la Russie, à laquelle vous lient les liens du sang, une seule famille, et n'ayant rien de commun avec la Pologne et les seigneurs polonais. »

Voici le texte du projet d'adresse joint à ce prône officiel :

« Nous, soussignés, devant Dieu tout-puissant et juste, dans son sanctuaire, au jour solennel

de notre affranchissement, nous jurons à notre très-miséricordieux sauveur, au puissant czar et empereur Alexandre Nikolaiewitz, que les méchants nous ont calomniés en affirmant que nous voulons être Polonais, tandis que nous et notre postérité nous désirons vivre et mourir sous le sceptre du glorieux Alexandre II et de ses successeurs, dans une union indissoluble avec la Russie, qui nous est attachée par les liens du sang et de la foi, et nous ne voulons ainsi rien de commun avec la Pologne et les Polonais. »

Dans cet appel fait au concours des popes, il est aisé de reconnaître une application grossière du plan de M. Pogodine ; mais peu de paysans y furent pris. Presque tous refusèrent leurs signatures aux adresses de fidélité et leur concours aux répressions et aux vengeances russes. Les autorités résolurent alors d'appliquer à ces populations indociles un régime de terreur, comme on n'en vit en aucun temps et dans aucun pays.

Ces cruautés, systématiquement poursuivies pendant plusieurs semaines, ont commencé dans les derniers jours d'avril et se sont prolongées jusque vers le milieu de mai. Elles rappellent les plus mauvais jours du règne d'Ivan IV, surnommé le Fléau de la Livonie.

Il ne faut pas s'étonner, d'ailleurs, si dans cette province et dans les autres parties de la Lithuanie, la répression a eu un caractère particulier de violence et d'acharnement. Dans ces

provinces, l'insurrection était un éclatant démenti donné aux prétentions du gouvernement de Saint-Pétersbourg, qui, nous l'avons déjà dit, veut absolument qu'elles soient russes d'origine et de nationalité. On a donc voulu étouffer, à tout prix, cette revendication du titre de Polonais, et les ordres les plus impitoyables ont été donnés à cet effet. Le pays a pu se croire ramené à l'année 1581, cette année de sanglante mémoire, où la Livonie vit tous ses enfants torturés, massacrés par Ivan, et fut tellement poussée au désespoir qu'elle se souleva avec le roi de Pologne, Étienne Batory, contre Moscou! L'intervention du pape Grégoire XIII put seule arrêter et arrêta en effet sa marche; mais, du moins, les Moscovites furent obligés d'évacuer presque entièrement la Livonie.

C'est à cette occasion que, vers l'an 1600, l'archevêque de Riga, Hildebrand, voulut qu'on célébrât à l'avenir la fête de la Sainte-Croix avec le même pompe que celle de Pâques, et qu'on y chantât le *Te Deum* en ajoutant, comme porte le rituel de Riga, de 1613 : *Gratias omnes red-damus Domino Deo, qui nos liberavit de Rutenica potestate.*

Ces paroles et ces faits mémorables reviennent naturellement à la mémoire, puisque les temps cruels d'Ivan le Terrible semblent eux-mêmes revenus.

Pour cette œuvre de destruction et d'extermi-

nation, les Russes, après avoir inutilement fait appel aux paysans, ont trouvé de fervents auxiliaires dans les vieux croyants ou raskolniks, secte de puritains moscovites qui compte beaucoup de coreligionnaires dans l'empire.

Une colonie de quelques milliers de ces sectaires, établie près de Dunabourg, trouva jadis, dans le gouvernement polonais, une protection contre les persécutions des czars, et, après que la Livonie fut absorbée dans l'empire russe, elle fut protégée encore par les populations compactes contre les vexations du Gouvernement. C'est cette poignée de raskolniks que le pouvoir a choisie pour en faire l'instrument de ses fureurs contre les Polonais de la Livonie.

Des émissaires déguisés se sont répandus au milieu d'eux, leur ont fait entendre que les Polonais se proposaient d'incendier leurs chaumières et d'exterminer leurs familles. Ces malheureux ont facilement prêté l'oreille à ces sinistres conseils, et, l'appât du vol et du pillage aidant, ils se sont mis en campagne.

Leur premier exploit fut le pillage, à Wyzki, de la propriété du comte Stanislas Moll, à la suite d'une tentative faite pour enlever un convoi d'armes, sur la route de Dunabourg à Wilna.

Une bande de ces misérables, conduite par des soldats russes, se jeta sur le château situé à trois lieues de Dunabourg. Elle l'envahit au milieu de la nuit, pendant que le propriétaire, ses deux frères et quelques-uns de ses amis dor-

maient tranquillement dans leurs lits. Ils furent tous saisis, garrottés et traînés, au milieu des plus mauvais traitements, à la station voisine du chemin de fer, pour être transportés à Dunabourg par les soins des autorités moscovites.

La comtesse Moll, enceinte de quelques mois, toute meurtrie des coups de crosse dont ces sauvages l'avaient frappée, obtient d'eux, par ses prières et au moyen d'une somme d'argent, qu'on la laisse s'enfuir. Elle se réfugie dans la chaumière d'un paysan letton, où elle met au monde un enfant mort. Comme elle n'était pas en sûreté si près de sa demeure, on prend le parti de la revêtir d'habits de paysanne et de la transporter sur une charrette à Dunabourg.

La vue de cette malheureuse femme presque mourante émut le chef de station, qui la fit accompagner jusqu'à Wilna, où elle put à peine arriver vivante.

Le personnel du château ne fut pas plus épargné que les maîtres. Tous les domestiques qu'on put rencontrer furent frappés, garrottés et mis en prison. Les prêtres de l'Église catholique eurent à subir les mêmes traitements et le même sort.

Le château vide de ses habitants, la bande des raskolniks, aidée par un détachement de soldats qui étaient accourus de la station de Dubno, le livra au pillage. L'argenterie, les bijoux, l'argent et les billets de banque furent enlevés, ainsi que les bestiaux, les chevaux et tous les

objets qui pouvaient être transportés facilement. Le reste, meubles, glaces, tableaux précieux, statues, objets d'art de toute sorte, fut brisé et mis en pièces. Après deux jours de pillage, ces dignes imitateurs des soldats moscovites mirent le feu aux bâtiments dévastés. Le château et ses dépendances, les granges remplies de blé, l'église même, devinrent la proie des flammes. Afin de faciliter l'incendie, on avait eu soin de porter dans plusieurs endroits des tas de paille.

L'abbé Kensmin, vicaire de la paroisse de Wyszki, fut arraché de l'autel pendant qu'il célébrait la sainte messe, et, revêtu encore de ses habits sacerdotaux, il fut garrotté, frappé et traîné à Dunabourg, en compagnie de son curé, le vénérable chanoine Sandro, vieillard sexagénaire, également garrotté et maltraité.

Deux autres propriétés appartenant au comte et à la comtesse Moll, Solowyszki et Wasilowo, furent également saccagées et mises au pillage. Mais ce n'était là que le prélude des scènes dont la Livonie allait être le théâtre.

Voici la liste des principales propriétés qui eurent le même sort :

Le même jour, 26 avril ;

1° Dubno, appartenant à M. Urbain Benislawski. Le propriétaire lui-même, frappé et garrotté, fut conduit à Dunabourg ; ses filles, Louise, Hélène et Eugénie, à l'aide d'une forte rançon, parvinrent à gagner les bois et ensuite à se réfugier dans la même ville.

2° Abelmujza, appartenant au comte Stanislas Zyberg Plater.

Le 27 avril :

3° Ostaszewo, appartenant à M. Klaczkowski.

Dans ce dernier endroit, six courageux jeunes gens, les uns élèves de l'Université et les autres sortis d'établissements militaires, se défendirent à outrance à coups de pistolet (seules armes qu'ils eussent) et en lançant des briques par la fenêtre sur les assaillants. Ceux-ci ne pouvant pas, malgré leur nombre, se rendre maîtres de la maison, y mirent le feu. Quatre de ces jeunes gens se rendirent ; les deux autres se couchèrent sur le toit pour y attendre la mort. Bientôt enveloppés par les flammes, ils perdirent connaissance et vinrent expirer au milieu de la cour dans d'affreuses convulsions. Les quatre autres furent remis entre les mains de l'autorité.

4° Dagda.

5° Willanow.

6° Zabory, propriété de la famille Bujnicki.

M. Boleslas Bujnicki, juge de paix, frappé sans miséricorde, au point d'en être méconnaissable, fut laissé pour mort. M. Sigismond Bujnicki, et quelques autres jeunes gens, parmi lesquels un officier du génie, furent pris dans un bois où ils s'étaient réfugiés, liés, frappés et remis entre les mains des autorités. L'abbé Pluza, traité de même, fut écroué à Dunabourg.

7° Zubry, appartenant au comte Eugène Plater ;

8° Staromysl, propriété de M. Kibort;

9° Ludwiampol, appartenant à M. le comte Casimir Plater;

Le propriétaire fut battu et grièvement blessé, ainsi que quelques employés de l'administration domaniale.

Le 28 avril, furent brûlés ou pillés :

10° Konstantinowo, propriété d'un Allemand, le docteur Ewerk.

Le vieil Ewerk fut frappé et laissé mourant sur le terrain. Les pillards, voulant arracher une bague au jeune Ewerk, lui cassèrent le doigt.

11° Banduny, appartenant aussi à un Allemand, M. R. Tysenholt. Le propriétaire, lié et garrotté, fut conduit à Kraslaw, où il fut remis aux mains des autorités.

12° Okra, appartenant aussi à M. A. Tizenholt.

13° Birzy, propriété de M. Schrodgers.

14° Dubniaki, appartenant à M. Petricki.

15° Heronimowo, appartenant à M^{me} Oskierko.

Après le pillage et la dévastation complète de cette propriété, M^{me} Oskierko, maltraitée, battue, fut ensuite attachée à un arbre et passa ainsi toute la nuit. Quelques personnes qui se trouvaient chez elle, le curé Grochowski, entre autres, et M. le juge de paix Alexis Bohomolec, subirent le même sort et furent trainés ensuite à la station de Ruszony.

16° Kamienec, appartenant à M. Reütt.

17° Gornewyszki, au comte Jean Moll.

A Solowyszki, une servante, qui tenta de défendre la propriété de sa maîtresse, fut égorgée.

« Partout où les bandes des vieux croyants ont passé, dit un récit attesté par plusieurs témoins oculaires, il ne reste, dans toute l'acception du mot, que des monceaux de décombres et de cendres. Les femmes de ces barbares arrivent, avec des sacs, dans lesquels elles enfouissent pêle-mêle tout ce qui leur tombe sous la main : blé, bijoux, linge, tout y passe ; — ce qu'on ne peut emporter est brisé ou brûlé. — Les citoyens les plus paisibles, des vieillards sans défense, les femmes, les enfants, rien n'est respecté. Quelques propriétaires cependant ont été sauvés par le dévouement courageux de nos paysans catholiques. »

Sur ces entrefaites, M. Ogolin, gouverneur de Vitepsk, arriva à Dunabourg, et les citoyens vinrent aussitôt se plaindre des horreurs sans nom auxquelles le pays était en proie. Ce haut fonctionnaire n'hésita pas à répondre, avec le plus grand sang-froid, que le gouvernement avait été forcé de se servir des vieux croyants pour suppléer aux forces militaires qui lui manquaient.

Toutefois, comme cette jacquerie allait beaucoup trop loin et avait pénétré dans le gouvernement russe de Pskoff, le cabinet de Pétersbourg s' alarma du danger qui le menaçait, et

le comte Schuwaloff, général aide de camp de l'empereur, fut envoyé sur les lieux sous prétexte d'y faire une enquête et de punir les coupables.

Arrivé à Dunabourg, et pendant que le district était livré au pillage, le commissaire de Sa Majesté, soi-disant expédié pour faire prompt justice et arrêter le fléau dévastateur, *but à la santé des pillards* et s'occupa des procès-verbaux des prisonniers qui remplissaient la citadelle. Il se décida pourtant à se rendre à Wasitowo, où il avait fait rassembler les bandes incendiaires des colons russes, et voici en quels termes il les harangua :

« Mes enfants,

« L'empereur remercie ceux d'entre vous qui ont exécuté ses ordres, et désapprouve ceux qui ont agi arbitrairement : les premiers recevront trois roubles de récompense par tête ; les seconds seront punis. — Vous n'avez pas le droit d'incendier, de tuer et de piller. — *Vous êtes autorisés seulement à fouiller les maisons pour y trouver les armes qu'on y cache, à lier et livrer aux autorités tout individu, quel que soit son rang, son âge ou son sexe, que vous soupçonnez d'avoir des rapports avec les insurgés.* »

Même scène à Ostaszewo, où les primes de trois roubles furent aussi distribuées, tandis

qu'il n'était nullement question d'enquête ni de punition des coupables.

« En attendant, continue le récit que nous avons déjà cité, les bandes, encouragées par les procédés du général Schuwaloff, parcouraient le pays et traînaient devant l'aide de camp du czar des vieillards, des femmes, des prêtres, des enfants, garrottés, meurtris, ensanglantés. Cet homme, plus hideux encore, dans son cynisme officiel, que ces pauvres insensés dont le gouvernement russe se fait une arme qui ne manquera pas de lui être fatale, recevait ironiquement, le bonnet sur l'oreille, les prisonniers, et sans égard ni à l'âge, ni au sexe, ni à l'état d'épuisement de ces malheureux, les faisait diriger à pied sur Dunabourg. »

Le massacre et le pillage continuaient cependant sans que rien fût entrepris ou même tenté pour y mettre fin.

De nombreuses arrestations s'opéraient en même temps sur tous les points. Le 2 mai, vingt-six personnes, saisies, soit chez elles, soit dans les rues, soit même à la campagne, étaient enfermées dans la prison de Rzezzyca. La plupart étaient des employés ou des magistrats municipaux coupables de démission ; dans le nombre se trouvaient deux juges de district, un ancien chef de police et plusieurs jeunes volontaires de bonnes familles. Ces malheu-

reux, les fers aux pieds, enchaînés deux à deux comme des malfaiteurs, durent également se rendre à pied jusqu'à Dunabourg, où ils furent incarcérés.

Mais, loin d'arrêter le mouvement national, ces violences ne firent, cette fois encore, que servir la cause de l'insurrection. En quelques jours toute la population jeune et valide eut pris les armes. Le lieu de ralliement était la forêt de Juchowicze, à l'extrémité du pays. Là des étudiants, de jeunes officiers et des cadets arrivés de Saint-Pétersbourg, eurent bientôt formé le noyau d'une bande redoutable.

En présence de ces manifestations éclatantes du sentiment national, l'embaras des gouverneurs devient extrême. Celui de Wittebsk prie, supplie, menace la noblesse livonienne pour obtenir une adresse de dévouement à l'empereur et une protestation contre toute pensée de réunion à la Pologne. A cette condition, il promet aux Livoniens la sécurité d'abord, puis le respect de leurs propriétés et tous les honneurs qu'ils peuvent désirer.

Malgré ces promesses, les scènes de pillage et d'incendie se renouvelaient chaque jour. Les maisons qui avaient échappé à la dévastation n'échappaient pas aux visites domiciliaires des Cosaques, aux perquisitions non moins funestes des troupes. Aux habitants qui ne se soumettaient pas, on imposait une garnison, sous prétexte de les protéger, mais en réalité pour les

surveiller, les intimider et faire croire ensuite aux bonnes dispositions du pays.

Ces promesses dérisoires, au milieu des scènes de pillage et de violence qui se renouveauient chaque jour, ne pouvaient tromper personne. Dans les premiers jours de mai, un mouvement insurrectionnel éclata à Liewerez. Deux bandes, l'une de mille hommes déjà, l'autre de deux cents, s'étaient rapidement formées dans les grands bois qui couvrent cette contrée.

A cette nouvelle, les mesures de précaution et de rigueur redoublèrent. Les routes, les chemins furent soumis à la surveillance la plus active. « Toute communication est interdite, lisons-nous dans une lettre écrite de Witebsk, à cette époque; il est impossible de rien recevoir ni de rien transmettre. » Des peines furent en même temps prononcées contre un certain nombre de personnes précédemment arrêtées. Plusieurs furent condamnées aux fers et incorporées dans des compagnies de forçats; en même temps, le pillage et le massacre ne se ralentissaient pas. Dans les districts de Rzeczyca, de Lucyn et de Dryssa, plus de cinquante propriétés furent dévastées en quelques jours, et les habitants traités avec une cruauté sans exemple. Le comte Plater-Zyberg fut tué dans son château à coups de hache.

« Les raskolniks, dit une lettre de Wilna, se sont, depuis longtemps, rendus célèbres par

leur férocité; mais il semble qu'ils tiennent encore à surpasser leur réputation. Voici quelques faits dont l'exactitude ne saurait être mise en doute :

« Un vieillard de soixante-quinze ans, M. Pierre Brzozdowski, curé de Bugmujza, après avoir subi les traitements les plus odieux, fut garotté, dos à dos, avec un autre vieillard du même âge, qu'il était obligé de porter, et il fut retenu ainsi toute une nuit. Le lendemain, on l'exposa aux huées de plusieurs hordes de bandits, dans une charrette qui le conduisit à Rzezzyca, où il resta plusieurs jours en prison, et finit par tomber malade. Le curé d'Andzelmujza, l'abbé Andrekus, fut traité à peu près de même.

« Mais ce qu'endura M. Wilamowski, de Volhynie, ne saurait vraiment se décrire. On lui arracha un à un les poils de la barbe, on lui cracha au visage, et, après l'avoir garrotté, frappé, insulté de toutes manières, on lui fit essuyer, de la part de la canaille, les outrages les plus vils et les plus dégoûtants.

« L'église d'Ossun a été dévastée de fond en comble. On n'y a rien laissé de quelque valeur, après quoi on l'a profanée par d'odieux sacrilèges : l'ostensoir, les calices, les ciboires, ont été enlevés, le saint-sacrement foulé aux pieds, les saintes hosties salies et jetées au vent, tous les ornements d'église arrachés, et les choses les plus saintes tournées en la plus horrible dérision. »

Les mêmes scènes se passaient à Kamianec, dans la chapelle de M. Reutt et dans quelques autres sanctuaires.

Des soldats accompagnaient et aidaient les raskolniks dans ces épouvantables et sacrilèges exécutions. On en a vu revenir à Dunabourg chargés de butin, et, comme il n'a été fait aucune enquête sur l'origine de ces dépouilles, il est évident que, si le gouvernement n'a pas ordonné les pillages dont elles proviennent, il a du moins résolu de les encourager en fermant les yeux.

« Ainsi, continue la même lettre, un officier supérieur, le colonel Ozierow, étale chez lui la riche et belle argenterie de la famille Moll, dont le château a été pillé sous ses yeux par une bande de raskolniks et de soldats. Il prétend l'avoir achetée à des paysans.

« Chez d'autres, on trouve des chevaux de prix, des meubles de luxe, des coffrets, des bagues, etc., etc. »

Un grand nombre de faits de ce genre ayant été dénoncés par des personnes dignes de foi, il fallut faire au moins un simulacre d'enquête, et la complicité d'agents de l'administration a été officiellement établie. On peut citer particulièrement un nommé Dymontawiez, juge de district, nommé par le gouvernement, qui allait,

de village en village, soulever les paysans contre les propriétaires, en leur promettant le pillage et l'impunité.

Le commandant de la forteresse de Dunabourg, autrefois capitaine de gendarmerie à Varsovie, envoyait des soldats et des Cosaques dans les villages, pour les protéger, prétendait-il, mais en réalité pour exciter les raskolniks contre les insurgés ou ceux qu'on soupçonnait devoir l'être, et préparer ainsi les massacres.

Les malheureux qu'on entassait dans les prisons avaient, en outre, à subir des privations de toutes sortes. « Il leur est défendu, dit une lettre de Dunabourg du 7 mai, de recevoir la visite de leurs parents, même les plus proches. Ils n'ont pas de lit, mais seulement de la paille; pour toute nourriture, une quantité de pain à peine suffisante pour se soutenir. Chaque prisonnier a bien droit à 20 kopeks par jour, mais, comme il n'y a ni cuisiniers, ni provisions pour 400 personnes, ils meurent de faim malgré la solde. Nous avons essayé inutilement de leur faire passer quelques soulagements; tout se perd et se dissipe entre les mains de ceux qui les gardent et qui n'ont pas assez pour eux-mêmes. »

On se fatigue à raconter de telles atrocités; il faut pourtant que l'Europe les connaisse et apprenne par là ce qu'elle peut attendre de la Russie. Citons encore quelques faits :

Dans le district de Rzezycza, deux habitants honorables, MM. Jean et Casimir Winlakowski, furent si fortement liés l'un à l'autre que le sang leur jaillissait des ongles, et il leur fallut, dans cet état, assister au pillage de leur terre de Przemył.

M. Ignace Sobanski, du même district, n'a pas été plus épargné, malgré ses soixante-dix ans. Enlevé de chez lui, après le pillage de Bug-mujza, il fut frappé, garrotté, puis attaché dos à dos avec le vicaire Sudynit, et jeté dans une charrette pour être emprisonné à Rzezica.

Son parent M. Justin Sobanski, âgé de soixante ans, fut conduit de la même manière à la forteresse de Dunabourg, après la dévastation de son château de Pacholki.

Comment expliquer ces rigueurs inouïes? qui les ordonne? dans quel but? Interrogé sur ce point à Dunabourg, le gouverneur Ogolin a répondu : « Tout dépend de vous, messieurs; faites une adresse à l'empereur, et vous serez libres. Dites-lui *que vous n'êtes pas Polonais, que vous ne voulez pas l'être*, et vous aurez la tranquillité. » Voilà, nous l'avions déjà dit, le secret de ces infâmes persécutions. La Livonie est mise à la torture, et le tourmenteur ne s'arrêtera que si elle avoue qu'elle est russe.

Mais la Livonie, comme toutes les provinces de l'ancienne Pologne, veut rester polonaise et catholique.

Un dernier fait clôra cette série d'atrocités,

et achèvera de caractériser le système de terreur appliqué à la Livonie et à la Samogitie.

Le 9 ou le 10 mai, l'église succursale d'Abelmujza fut pillée et profanée. On enleva tout ce qu'il était possible de prendre, les ciboires, les calices; le saint-sacrement fut indignement foulé aux pieds.

« Ces profanations, écrit à ce sujet un homme dont la bonne foi ni les lumières ne peuvent être mises en doute, ces profanations ne sont pas des actes accidentels ou isolés; elles tiennent à un système. On provoque ainsi la noblesse, qui ne peut, sans se déshonorer aux yeux du pays, laisser insulter sa foi; on la met aux prises avec les raskolniks, qui, sûrs de l'impunité, se livrent à de terribles représailles.

« La terreur russe s'est fait ainsi des auxiliaires de ces fanatiques, et elle se ménage le droit de dire que c'est le pays lui-même qui se venge ainsi de ceux qui veulent l'entraîner dans le mouvement polonais. »

Mais cet épisode, qui nous a paru mériter un chapitre à part, est maintenant suffisamment connu. Toutefois, avant de reprendre les pages sanglantes de nos *Éphémérides*, on nous saura gré de transcrire ici le premier document émané du comité national des provinces de Lithuanie. La date du 3 mai le rattache directement aux faits que nous venons de raconter.

GOUVERNEMENT NATIONAL.

COMITÉ DIRECTEUR DES PROVINCES DE LITHUANIE.

« Vu le manifeste et l'ukase du czar de Russie, en date du 31 mars (13 avril) 1863, dans lesquels le czar promet de faire grâce aux Polonais combattant pour l'indépendance de la patrie, s'ils déposent les armes avant le 13 mai de l'année courante ;

« Considérant que des milliers de Polonais, qui n'ont pas pris les armes, sont journellement emprisonnés dans les citadelles, déportés en Sibérie ou enrégimentés dans l'armée du Caucase ;

« Considérant que les troupes russes *massacrent les personnes inoffensives* ; que, par conséquent, en déposant les armes, on ne ferait qu'augmenter le nombre des victimes ;

« Considérant que la guerre avec l'envahisseur moscovite n'a pas été engagée dans le but d'obtenir certaines concessions du czar, mais dans le but unique de reconquérir l'indépendance de toute la Pologne dans les frontières qu'elle avait avant les partages ;

« En réponse au manifeste et à l'ukase du czar, le comité directeur des provinces lithuaniennes et ruthènes publie ce qui suit :

« LA LUTTE NATIONALE DURERA SUR TOUS LES POINTS DE LA LITHUANIE ET DE LA RUTHÉNIE TANT.

QU'ON N'EN AURA PAS EXPULSÉ LE DERNIER SOLDAT
MOSCOVITE, OU TANT QUE BATTRA UN SEUL CŒUR
GÉNÉREUX.

« Vilna, 3 mai 1863. »

L. S.

ON ON N'EST PAS LE SEUL...
MONTRE, DE TANT QUE...
SÉRIÉMENT.

« Vingt et un... »

11

IV

M A I

1^{er} mai. — YUNG DE BLANKENHEIM ET ALEXANDRE
WASILEWSKI.

Deux morts glorieuses! deux pertes vivement senties par tous les amis de la cause polonaise! deux noms qui seront à jamais chers à la Pologne!

Nous avons déjà dit un mot tout à l'heure du jeune Yung de Blankenheim, à l'occasion de la retraite forcée des Russes sur le territoire prussien à Inowroclaw. Ce jeune et brillant officier, élève de notre école militaire, servait dans l'armée française, lorsque le bruit de l'insurrection polonaise vint faire battre tous les cœurs chevaleresques. Il donna sa démission et courut en Pologne, où il fut bientôt chargé du commandement d'un corps à la tête duquel il fit su-

bir plusieurs échecs aux Russes, et dont les rangs se grossirent rapidement d'un certain nombre de volontaires attirés par sa réputation de bravoure et d'habileté.

Dans le même corps servaient plusieurs autres officiers français et un ancien officier de l'armée polonaise pendant la guerre de l'indépendance, en 1831, Alexandre Wasilewski, à qui avait été décerné, dans cette héroïque troupe, le grade de major.

Le 1^{er} mai, ce corps se trouva, près de Brdow, en présence de forces très-supérieures, et fut attaqué de plusieurs côtés à la fois. Après plusieurs traits de bravoure qui excitent l'admiration des Russes eux-mêmes, l'intrépide chef est frappé, à la tête des siens, et mis hors de combat. Alexandre Wasilewski prend le commandement, et bientôt après tombe lui-même, mortellement atteint d'une balle.

Ces deux morts donnent aux Russes une victoire qui, malgré l'inégalité du nombre et des armes, était jusque-là restée douteuse.

Yung de Blankenheim n'avait été que blessé. Les journaux russes racontent que, dans cet état, il fut sommé de déposer les armes, et que, sur son refus, il tomba percé de plusieurs baïonnettes. « Ce fait, dit un récit attesté par plusieurs témoins oculaires, est complètement inexact.

« Nous pouvons affirmer que la première blessure de Yung n'était pas mortelle, et que,

sans sommation, il a été massacré, alors qu'on pouvait épargner sa vie et le faire prisonnier.

« Son cadavre était percé de huit balles; il avait sur le corps trente-quatre coups de baïonnette, les doigts des mains coupés, et le visage défiguré par des coups de sabre. »

Cette mort a causé en France de vifs regrets. Les anciens camarades de Yung de Blankenheim ont fait célébrer, à Bordeaux, pour le repos de son âme, un service funèbre, et toutes les classes de la population se sont associées à ce pieux hommage rendu à la mémoire d'un héros, martyr d'une noble cause.

Un écrivain qui, depuis longtemps, a dévoué sa plume à la défense des droits des peuples, M. Anatole de la Forge, l'historien et l'ami de Manin, a consacré, au jeune sous-lieutenant mort pour la Pologne, une notice dont voici les traits principaux :

« Léon Yunck, comte de Blankenheim, était né le 3 décembre 1837, à Chaumont, dans le département de la Haute-Marne. Ses états de service ne sont pas longs, mais plus d'un général les envierait.

« Entré à l'école de Saint-Cyr le 18 janvier 1855, Léon Yunck fut nommé sous-lieutenant au 88^e d'infanterie de ligne le 1^{er} octobre 1856, et, le 3 avril 1863, il donnait sa démission afin de pouvoir se mettre à la disposition du comité central de Varsovie.

« Au mois de septembre dernier, l'auteur de ces lignes rencontrait chez le général Daumas, à Bordeaux, Léon Yunck de Blankenheim. Il n'était pas difficile de deviner en lui les qualités qui devaient signaler sa trop courte carrière. *C'est un officier d'avenir*, nous disait le général en parlant du jeune homme. Il a donné raison à l'opinion de son juge...

« La campagne militaire et la mort de Léon Yunck de Blankenheim appartiennent déjà à l'histoire. Elle placera son nom à côté des noms les plus respectés des défenseurs du principe des nationalités. »

Deux autres officiers français, MM. Buffet et Roux-Chaussé, sont tombés sur le même champ de bataille.

Le jeune Libelt, fils d'un écrivain célèbre de la Pologne, eut aussi, dans cette fatale journée, le sort qu'avait eu, quelques semaines auparavant, Severin Siemienski. Le sang des fils a coulé pour la cause que les pères défendent de leur intelligence et de leur plume. Charles Libelt n'avait été que légèrement blessé. Il fut achevé à coups de crosse.

2 mai. — FRANÇAIS ARRÊTÉS EN PRUSSE.

A la suite du fatal combat de Brdow, plusieurs Français, parmi lesquels nous pouvons

nommer MM. l'Espinasse et Laurens, dont les réclamations ont été rendues publiques, ne connaissant pas le pays et séparés du corps principal des insurgés qu'ils cherchaient, tombèrent sur un avant-poste prussien qui gardait la frontière. Ils furent immédiatement arrêtés, désarmés et conduits de brigade en brigade, comme des malfaiteurs, jusqu'à Strzelno.

« Pendant ce trajet, écrit un de ces captifs, les Prussiens n'ont cessé de nous accabler des injures les plus grossières. Un uhlan qui nous escortait a menacé même l'un de nous de le tuer avec sa lance, parce qu'il réclamait de l'eau pour étancher sa soif.

« A Strzelno, l'autorité prussienne, après nous avoir fait promener dans toutes les rues, entourés de soldats et suivis par une foule immense, répondit à nos réclamations par la voix d'un officier supérieur :

« Vous êtes des Français, et vous dites que « l'on vous montre comme des bêtes curieuses : c'est vrai, et vous resterez là sur la place, « car il est bon qu'on vous voie. »

3 mai. — INSTRUCTIONS DONNÉES AU CLERGÉ
GRÉCO-RUSSE.

Nous trouvons à cette date des instructions données au clergé gréco-russe, dans les provin-

ces lithuaniennes. Étrangers au pays, les popes se sont de tout temps montrés fort ardents dans leur propagande anticatholique et antipolonaise. On leur recommande, depuis le début de l'insurrection, d'exciter les paysans contre les nobles, et on a vu qu'ils n'avaient pas été sourds à cet appel. Les traces de leur fanatisme et de leurs passions vindicatives se retrouvent en effet dans la plupart des violences et des pillages commis par les raskolnicks.

Leur conduite a causé tant de satisfaction à Saint-Pétersbourg qu'une souscription fut ouverte publiquement, dans les premiers jours du mois de mai, pour leur donner les moyens de rendre leur propagande encore plus efficace. En tête de la liste des souscripteurs figure le nom du grand-duc héritier, Nicolas Alexandrowich : puis viennent ceux des ministres, des hauts fonctionnaires, des plus grandes dames de la cour. Rien n'a été négligé de ce qui pouvait donner à cette œuvre, pour l'encouragement du meurtre et du brigandage, tout l'éclat d'une manifestation nationale.

La Russie n'aura donc rien négligé pour faire de cette guerre antichrétienne une guerre de religion. Tous les prétextes sont bons quand il s'agit de faire couler le sang polonais. Le spectacle du présent et l'histoire du passé devraient cependant avoir appris aux Russes que ce sang est une rosée qui a toujours rendu le sol de la Pologne plus fertile en patriotes et en héros.

Un ordre du 3 mai soumet le bourg de Bronok à une contribution extraordinaire, en vertu de l'autorisation, donnée aux gouverneurs militaires, d'imposer exceptionnellement les villes « plus favorables aux insurgés qu'aux Russes. »

Un ukase de la même date livre les femmes *insurgées* aux tribunaux militaires, pour être condamnées à la confiscation, au knout, aux travaux forcés.

Mais que faut-il entendre par femmes *insurgées* ? Une lettre de Wilna va nous l'apprendre :

« Soigner des blessés, préparer même des médicaments, c'est prendre part à l'insurrection. Il n'y a personne, ni femme, ni enfant qu'on ne puisse accuser et persécuter à ce titre. Une maison où l'on fait ou recueille de la charpie peut être dévastée et pillée.

« Un pharmacien, M. Smit, a été arrêté et mis en prison parce qu'on a trouvé sur un insurgé *une fiole provenant de sa pharmacie.* »

4 mai. — EXÉCUTION A KALISCH. — UN RAPPORT
RUSSE.

Deux Polonais, un soldat et un sous-officier, faisant partie de la garnison de Kalisch, furent soupçonnés de se préparer à rejoindre les insurgés.

Traduits devant un conseil de guerre, ils furent condamnés et exécutés le 4 mai. Ce n'est là que le prélude de ce que nous avons à raconter pour le mois de juin.

Dans cette sanglante chronique, comme dans les plus sombres drames de Shakspeare, le grotesque se mêle parfois à l'odieux et vient encore ajouter à l'horreur du spectacle ou du récit.

Le 4 mai, le *Sankpetersburskie Wiedomosti* publiait un rapport du colonel Alhazow, exposant pourquoi il n'avait pu atteindre un corps d'insurgés qu'il était chargé de poursuivre.

Voici comment, au dire de ce colonel, les insurgés lui avaient échappé :

« 1° Ils effaçaient leurs traces avec leurs vestes.

« 2° Ils ont traversé et retraversé plusieurs fois l'Ula.

« 3° Ils se sauvent à *reculons* pour déguiser leurs traces. »

C'est à n'y pas croire. Le rapport est cependant officiel et publié tout au long dans les journaux du gouvernement.

5 mai. — CROIX ET RÉCOMPENSES.

Des croix et des récompenses aux officiers

qui s'étaient distingués en Livonie ! des encouragements surtout !

Une distribution de ce genre eut lieu le 5 mai à Wilna, et, parmi ceux qui s'étaient distingués dans les scènes que nous avons racontées, se trouvèrent deux officiers de la garde impériale.

Le même jour arrivaient, dans la même ville, trente-huit chariots de meubles et de butin. Le tout fut vendu aux enchères, et l'argent distribué aux soldats.

6 mai. — LES PERSÉCUTIONS REDOUBLENT CONTRE
LES PRÊTRES CATHOLIQUES.

Nous avons déjà eu plus d'une fois occasion de rendre hommage au patriotisme et à l'ardente charité du clergé catholique. Une lettre de Samogitie, du 6 mai, nous en fournit un nouvel exemple.

« Partout où se montre un détachement, dit cette lettre, on est certain de voir marcher à sa tête un prêtre la croix à la main.

« Le P. Mackiewicz est un type de ce clergé, fidèle tout ensemble à la religion et à la patrie. Il s'est joint à un corps de neuf cents hommes, dont il est le véritable chef. Les jours de combat, il se multiplie sur le champ de bataille,

pour encourager les combattants, consoler, panser les blessés et ouvrir le ciel aux mourants. Si les Russes sont repoussés, il reprend ses habits sacerdotaux, et célèbre sur le lieu même du combat une messe d'actions de grâce, et chante le *Te Deum* avec ses compagnons d'armes.

« Aussi les persécutions contre le clergé deviennent-elles chaque jour plus actives et plus sévères. Un grand nombre de prêtres ont été arrêtés, jetés en prison ou déportés, sans jugement, aux confins de la Russie. »

Le mois de juin et l'administration du général Mourawiew ne s'en tiendront pas là ; mais, en attendant, il nous a paru important de mettre sous les yeux du lecteur une liste des ecclésiastiques qui déjà, au 6 mai, avaient eu à subir les rigueurs de la persécution russe. Voici du moins les noms de quelques-uns :

L'abbé Karabanowicz, déporté à Perm ;

MM. Golkiwicz, curé de Sandynyki ; Janicowicz, administrateur de l'évêché de Szydlow ; Piotrowicz, curé de Dusiaty ; Szreders, curé de Betygolo ; Jossewicz, curé de Eyragolo ; Kayro, aumônier du collège de Kowno ; Szatynski, aumônier du collège de Mitawa ; Trzeciak, curé de Hluksza, enlevés de leurs demeures et transportés au loin, dans des lieux encore inconnus ;

MM. Rozga, curé de Szedniki ; Montrowicz,

curé de Poniewiez, transportés à Tambow, aux confins de la Grande Russie.

MM. Sinilgiewicz, curé de Ponatery; Knikopowicz, curé d'Uszpol; Jakowicz, curé de Sonkocky, et Wojszwillo, curé de Papielany, incarcérés et confondus dans les prisons, avec les derniers des malfaiteurs.

La détention, l'exil, étaient accompagnés, pour ces martyrs, des plus odieuses tortures. Leurs gardiens se faisaient leurs bourreaux. Ils étaient injuriés, frappés. On en a vu, par les chemins, attachés à la queue des chevaux des Cosaques et trainés ainsi jusqu'aux cachots où les attendaient de nouvelles souffrances.

7 mai. — RAPPORTS OFFICIELS.

Quelques relations officielles trouveront ici leur place. Ce sont des témoignages que nous sommes bien aises de pouvoir produire de temps en temps à l'appui de nos récits :

*Rapport du maire de la commune de Jagodine
au gouvernement civil de Radom.*

Le 7 mai, à quatre heures du matin, un détachement d'insurgés, fort de 300 hommes, arriva dans le village de Grzybowa-Gora. Peu de temps après vint un détachement de troupes impé-

riales russes, composé d'infanterie et de Cosaques. Après une lutte longue et acharnée, les insurgés regagnèrent les bois. Les soldats russes envahirent alors les maisons des paysans, et commencèrent à piller et à massacrer des gens inoffensifs. Leurs deux premières victimes furent Paul Mech et Onufre Piontek, le premier blessé légèrement à la tête d'un coup de feu, et l'autre atteint au pied par une balle.

Anna Galek, femme d'Ignace, fut frappée de plusieurs coups de baïonnette; une de ses blessures, à la poitrine, est assez grave. Enfin Françoise, femme d'Adam Plus, frappée à coups de crosse, eut toutes les dents brisées, et la poitrine et la tête tout à fait meurtries. Ces deux pauvres femmes furent ainsi maltraitées, au moment où elles demandaient grâce à genoux. Après ces scènes de carnage, les soldats russes mirent le feu à quatre maisons habitées, à cinq étables et à quatre granges.

Signé, NOWAKOWSKI.

Rapport du bourgmestre de Grabowiec au gouvernement civil de Radom.

Vers midi, un détachement de troupes russes, commandé par le major Rudgier, arriva dans la ville de Grabowiec et tua sept personnes, notamment: Mathieu Majchrzyk, soldat russe retiré; Antoine Witeski, sergent de ville; Casi-

mir Skrzypczyk, Thomas Skrzypczyk, Julien Jasinski, bourgeois de la ville, et Pierre Wiczorek, ouvrier.

Ont été grièvement blessés : le bourgmestre Ignace Oginski, le conseiller municipal Plucisz, et une israélite, M^{me} Dobe Medlowna; des coups de feu furent tirés sur des personnes inoffensives, dans les rues et dans la chancellerie du magistrat. On ignore ce qui a pu donner lieu à ces assassinats; toutes les victimes étaient des personnes paisibles, et aucune arme à feu ne se trouvait dans la ville.

Signé, I. OGINSKI.

Un troisième rapport rend compte d'assassinats commis par des soldats russes au village de Wielka-Niebieska. Il est adressé au chef du district de Zamosc par le maire de Ruskiepiaski.

Deux domestiques d'un petit propriétaire, M. Jean Tscherner, — Anna Mazurkowna et Agnès Klimowna, furent assommées pendant la nuit par ces misérables, qui s'enfuirent, enlevant tout ce qu'ils purent.

8 mai. — COMMENT S'EXÉCUTENT LES PROMESSES
RUSSES.

Un ordre du grand-duc, publié dans le *Journal officiel*, porte que les jeunes gens mineurs, pris

les armes à la main, seront rendus à leurs parents. La majorité, suivant la loi polonaise, est à vingt-un ans, et rien, dans l'avis précité, n'indiquait aucune exception, aucune modification.

Cependant le gouverneur civil de Plock apprend, dans les premiers jours de mai, que le commandant de la citadelle de Modlin a présenté au conseil de guerre, pour être incorporés dans l'armée, vingt-quatre jeunes gens, la plupart mineurs.

Ce gouverneur croit de son devoir de réclamer et d'invoquer, en faveur de ceux de ces malheureux qui n'ont pas vingt-un ans, la décision du grand-duc. Le chef militaire répond à cette réclamation que, par une autre décision, restée secrète et communiquée seulement aux autorités militaires, la majorité, pour ce cas tout spécial, avait été abaissée de quatre années, et fixée à dix-sept ans.

Cette réponse est du 8 mai, et la même chose se passait à la même époque dans le gouvernement de Lublin.

Même jour. — LA FORÊT D'IGNACEWO.

Nous avons, pour les faits qui vont suivre, le témoignage d'un médecin français, le docteur Waille, demeurant à Paris, rue Doudeauville, n° 10.

M. Waille avait été appelé en Prusse, et fut

instruit, à Berlin, qu'un Français, M. Deodat Lejars, enrôlé dans les zouaves de la Mort, avait été grièvement blessé; il voulut le voir et obtint, avec beaucoup de peine, l'autorisation de se rendre à la frontière polonaise. Appelé pour donner ses soins à plusieurs blessés, il n'hésita pas à la franchir et se trouva bientôt au centre de l'insurrection. Il assistait au combat où l'héroïque Yung de Blankenheim fut tué.

« Après cette triste affaire, dit-il dans une lettre publiée par le journal le *Siècle* du 2 juin, je me disposais à partir pour la France, quand je rencontrai une autre colonne de patriotes, commandée par Taczanowski.

« C'était le 8 mai, jour de la Saint-Nicolas, à l'entrée de la forêt d'Ignacwo : un combat était imminent. Je fis halte; je campai avec la colonne et attendis le dénoûment.

« Entre onze heures et midi, les Russes, au nombre de 8,000, dont 600 cavaliers, et soutenus par six pièces de canon, ont attaqué la colonne polonaise, forte seulement de 850 à 900 hommes, et qui néanmoins les a tenus en échec pendant trois heures et demie.

« Contre des forces aussi supérieures le résultat ne pouvait être douteux. En ce qui me concerne dans cette occasion, je n'ai pu donner mes soins à ces héroïques soldats, *les Moscovites s'emparant de tous les blessés, QU'ILS BRULAIENT EN TAS AVEC DE LA PAILLE ET DES BRANCHES DE SAPIN.* »

9 mai. — DOLENGA (COLONEL SIERAKOWSKI).

Encore une date fatale pour la cause nationale ! Le 9 mai, l'un des chefs de l'insurrection lithuanienne, connu sous le nom de Dolenga, après avoir courageusement soutenu, à Madejki, un combat de plusieurs heures contre des forces supérieures, fut blessé et fait prisonnier.

La position qu'occupait cet insurgé et ses rapports antérieurs avec le gouvernement russe donnaient à cet événement un intérêt tout particulier.

Dolenga n'était pas son vrai nom. Il s'appelait Sierakowski, et il avait un grade éminent dans l'armée russe.

Sorti de l'académie d'état-major général en 1859, il consacra tout son temps et ses éminentes facultés à l'étude d'un nouveau code militaire russe. Il se proposa principalement, pour but de ses efforts, l'abolition des peines corporelles et leur remplacement par des pénalités moins outrageantes.

Il savait bien que la tâche qu'il entreprenait était des plus ardues ; les officiers supérieurs russes, habitués au système alors en vigueur, ne pouvaient manquer de se révolter contre cette innovation. Loin de se décourager, Sierakowski entreprit de convaincre ces personnages eux-mêmes de la défectuosité de leur système. Il

composa à cet effet des tables comparatives des lois pénales militaires des principaux États de l'Europe, depuis le commencement du dix-huitième siècle jusqu'à nos jours, et les accompagna d'études sur la statistique criminelle.

Il eut ainsi la satisfaction de convertir à ses idées beaucoup de personnes haut placées et influentes, entre autres, le général Soukhozanet, alors ministre de la guerre, qui, voulant lui donner les moyens d'étudier la question à fond, le chargea de représenter la Russie au congrès statistique international qui se rassemblait à Londres.

Le général Milutine, qui succéda au général Soukhozanet comme ministre de la guerre, prêta aussi beaucoup d'attention aux travaux de Sierakowski. Les comptes rendus de son voyage à Londres furent trouvés dignes d'être présentés à l'empereur Alexandre, et, dans l'été de 1862, le nouveau ministre le chargea de faire une tournée en Algérie pour approfondir l'organisation des prisons militaires. Il s'acquitta de cette tâche avec beaucoup de succès, et à la complète satisfaction du gouvernement qui l'avait envoyé.

Dans ce voyage, il fut personnellement connu du gouverneur général de l'Algérie, le maréchal Pélissier, duc de Malakoff.

Les travaux de Sierakowski ne furent pas stériles, et c'est à lui qu'il faut attribuer la diminution considérable des châtimens corporels

ordonnés par l'ukase du 17 avril 1863, au moment même où sa conscience et son patriotisme lui faisaient un devoir de quitter l'épaulette russe pour mettre son épée au service de son pays.

Ainsi Sierakowski fut le principal champion d'une réforme qui n'est pas moins glorieuse que celle de l'émancipation des paysans. Quel compte lui tiendront de ses services ceux dont il est devenu le prisonnier, percé de balles, dans la néfaste journée du 9 mai ? A cette question, le 27 juin répondra.

10 mai. — LE COMITÉ CENTRAL S'ÉRIGE EN
GOUVERNEMENT NATIONAL.

Le délai fixé par le manifeste du 12 avril allait expirer. Pas un Polonais n'avait mis bas les armes en vue de l'amnistie offerte par le czar. Quoique aucun relâchement ne se fût manifesté dans le régime de terreur appliqué à la Pologne et aux provinces polonaises annexées, on annonçait, pour le 13 mai, un redoublement d'efforts militaires, et en même temps de sévérités et de rigueurs contre tout ce qui sympathisait avec l'insurrection. Quoique la chose parût difficile, la suite a bien fait voir que la terreur russe n'avait pas dit son dernier mot.

La nation, de son côté, se préparait à une résistance énergique, et, le 10 mai, le comité cen-

tral, qui, depuis la fin de la dictature de Langiewicz, avait dirigé seul l'insurrection, rendait le décret suivant :

« Le comité central, comme gouvernement national provisoire, considérant que la question de l'indépendance de la Pologne est entrée, depuis trois mois, dans une phase de lutte ouverte avec l'envahisseur; que sous l'étendard de l'insurrection nationale sont réunies actuellement toutes les nuances de la nation polonaise, sans distinction, de classe et de croyance; que l'insurrection s'organisant sous la pression d'un ennemi plus fort, non-seulement ne s'est pas laissé étouffer, mais au contraire s'est développée pendant une guerre de trois mois, et a fourni des ressources qui permettent de continuer la lutte avec les Moscovites ;

« Considérant que la nation entière, répondant à l'appel du comité central, dépose sur l'autel de la patrie son sang et sa fortune, et donne par cela même une sanction sublime à son autorité, en la reconnaissant volontairement ;

« Le comité central, comme gouvernement national provisoire, a décrété et décrète par la présente :

« Art. 1^{er}. La dénomination jusqu'alors employée de *Comité central*, comme gouvernement national provisoire, est supprimée.

« Art. 2. Le comité central, à partir du présent décret, prend la dénomination de *Gouver-*

nement national, comme conforme à la nature de ses actes, et c'est sous ce titre qu'il rendra désormais toutes ses décisions.

« Art. 3. Ce changement de dénomination n'entraîne nullement le changement des principes, qui restent les mêmes dans toute leur intégrité et notamment :

« a) La conquête et la garantie d'une complète indépendance pour la Pologne, la Lithuanie et la Ruthénie ;

« b) L'émancipation des paysans de la Pologne, de la Lithuanie et de la Ruthénie, d'après le décret du 22 janvier de l'année courante ;

« c) L'égalité devant la loi de tous les habitants de la Pologne, de la Lithuanie et de la Ruthénie, sans distinction de classes et de croyances ;

« d) La garantie aux nations sœurs de la Lithuanie et de la Ruthénie réunies à la Pologne, du développement le plus étendu de leur nationalité et de leur langue ;

« e) La reconnaissance de la Lithuanie et de la Ruthénie comme des parties complètement identiques au royaume et constituant avec lui une partie intégrante de la Pologne ;

« f) La défense des principes et des traditions nationales, sans préjuger telle ou telle forme de gouvernement pour l'avenir, car c'est à la nation seule, après qu'elle aura recouvré son indépendance, qu'appartient le droit de statuer à ce sujet.

« Art. 4. Le sceau du gouvernement national

portera les armes des trois parties qui constituent une Pologne une et indivisible; l'aigle, le cavalier et l'archange saint Michel, réunis sur le même écusson, avec la couronne royale des Jagellons et l'exergue : « Gouvernement national (en haut). Liberté, égalité, indépendance (en bas). »

Même jour. — DEUX BLESSÉS, L'UN RUSSE,
L'AUTRE POLONAIS.

Le fait suivant mérite d'être cité comme offrant un caractère particulier de barbarie.

Après le combat de Szakwicie, Jablonowski, recueillant ses blessés, trouva parmi eux un Russe, qu'il fit soigner avec les siens. Peu après, forcé de changer de camp et ne pouvant faire transporter tous ses blessés, il laissa un d'eux grièvement atteint, à côté du Russe auquel il avait sauvé la vie. En partant, il eut soin de déposer près d'eux des breuvages et de la nourriture, dans l'espérance que les Russes prendraient soin de ces deux hommes. Un détachement arriva bientôt, en effet; mais, malgré les prières du blessé russe, le malheureux Polonais fut massacré sous ses yeux!

11 mai. — LE CHAMP DE CARNAGE D'IGNACEWO.

La lettre du docteur Waille (8 mai, page 119) nous a appris comment furent traités les blessés du corps de Taczanowski, après le combat d'Ignacewo. En s'éloignant de ce champ de carnage, les Russes avaient défendu aux paysans d'inhumér les cadavres de leurs victimes : « Nous reviendrons, leur avaient-ils dit, et, si vous avez contrevenu à cet ordre, vous le payerez cher. »

L'enterrement ne put donc avoir lieu que trois jours après, le 11 mai. Quand les habitants des communes voisines se réunirent pour y procéder, ils trouvèrent, à côté des corps de ceux qui étaient tombés en combattant, des cadavres liés à des arbres, entourés de paille et en partie carbonisés, — ceux des malheureux blessés que le docteur Waille avait vus brûler vifs. C'est à la garde impériale que revient l'honneur de ces exécutions.

Ces tristes obsèques étaient un spectacle poignant. Les femmes sanglotaient ; les hommes même pleuraient, mais plus d'un jurait, entre ses pleurs, de prendre la place de ceux qui étaient morts pour la cause nationale et de les venger.

12 mai. — LA CLÉMENCE RUSSE.

Voici un nouvel acte de *clémence russe*, qui marque dignement le dernier jour du délai assigné à l'offre d'amnistie.

Le jeune Stanislas Zaluski, neveu du vénérable général comte Joseph Zaluski, l'un des vétérans de l'armée napoléonienne, avait été grièvement blessé dans un des combats livrés aux environs d'Olkusz. Sa sœur aînée, la comtesse Zelinska, se rendit aussitôt dans cette ville pour obtenir l'élargissement du prisonnier, et pour l'emmener avec elle à Cracovie. Le général Schachowskoï lui répondit qu'il ne pouvait pas accorder, de son chef, ce qu'elle désirait, mais qu'il demanderait par le télégraphe une autorisation spéciale au grand-duc. La réponse, transmise à la comtesse Zelinska le 12 mai, était conçue en ces termes :

« La translation dans sa famille du blessé Zaluski est interdite par ordre supérieur.

« Signé, Le lieutenant général MINKEWITZ. »

Même jour. — EN VOLHYNIE.

La Volhynie est aussi une province polonaise ;

l'insurrection n'avait pas tardé à y pénétrer, et elle y avait rencontré de nombreux partisans. Elle ne pouvait donc manquer d'avoir aussi sa part des pillages et des atrocités qui signalent partout le passage des Russes, depuis le commencement de la lutte. En voici un faible échantillon.

Une patrouille de 200 hommes, sortie de Zytomir, arrive à Radnow, petit hameau situé dans une espèce de presqu'île que forment la Slucz et l'Horyn. On avait annoncé la présence, dans ce hameau, de deux patriotes revenus au foyer paternel, et qui avaient droit encore au bénéfice de l'amnistie, puisqu'ils avaient déposé les armes avant le délai fatal. Mais l'amnistie n'a pas une seule fois arrêté les Russes en pareil cas.

Le hameau de Radnow compte trente cabanes au plus, et les Russes étaient deux cents. Mais, dans ces trente cabanes, il pouvait y avoir des hommes résolus, et les Russes sont prudents. Les trente cabanes sont cernées avec toutes sortes de précautions, puis fouillées; mais ceux que l'on cherche n'y sont pas. Avertis à temps, ils ont mis à profit la prudence des Russes et se sont sauvés à la faveur des marais.

Furieux de sa déconvenue, le capitaine qui commande la patrouille fait ranger les habitants sur deux lignes : les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre, — soixante-huit en tout.

On fait mettre à genoux ces malheureux, qu'on a eu soin de garrotter, et, tandis qu'une partie de la patrouille les tient en joue, le reste pille leurs habitations. Les soldats les dépouillent ensuite eux-mêmes et leur appliquent à tous la bastonnade, sans distinction d'âge ni de sexe. Enfin, comme il faut du sang pour faire croire à une lutte, *onze jeunes gens sont massacrés et HACHÉS EN MORCEAUX*. Puis le feu est mis au hameau, et les Russes s'éloignent en tirant quelques coups de fusil.

13 MAI.

Nous touchons enfin à la date fatale. Le gouvernement national l'annonce aux Polonais par la proclamation suivante :

« Concitoyens, le délai fixé par le czar pour déposer les armes est expiré hier. Aucun Polonais n'a déposé les armes, aucun ne s'est placé sous la protection russe. La lutte commencée le 22 janvier n'a pas cessé un seul instant. L'amnistie s'est évanouie comme un son vide et trompeur, et la nation a repoussé avec le même mépris et la grâce et les menaces du czar.

« Nous ne voulons pas de grâce, car nous combattons pour nos droits violés et pour notre indépendance, qui nous a été traîtreusement arrachée. Nous ne craignons aucune menace :

nos pères nous ont appris à combattre et à mourir pour la patrie. Il n'existe pas d'ailleurs de menace si terrible ou de si atroce cruauté qui puisse nous effrayer; le joug moscovite seul nous effraye. Pour secouer ce joug honteux, le mot d'ordre de l'insurrection a été donné le 22 janvier. La lutte avec l'ennemi a commencé, et aujourd'hui on n'entend dans toute la Pologne qu'un cri : Aux armes !

« Concitoyens, continuons donc à combattre comme jusqu'ici. Ce n'est qu'avec les armes qu'on acquiert la liberté, ce n'est qu'avec le sang qu'on achète l'indépendance de la patrie. Loin de nous tout arrangement avec la Russie; il n'y a que des traîtres et des misérables qui puissent y penser. Malheur à eux ! Malheur à tous ceux qui cherchent à détruire l'union de la nation !

« Tous les braves Polonais veulent combattre sans repos jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Jusqu'à ce que l'aigle blanc ait repris tout son éclat, au nom de Dieu, en avant ! Avec ce mot d'ordre, courez au combat ! Entourez l'ennemi du mur de vos poitrines ! que les armes puissent accomplir l'œuvre de l'affranchissement, que les ruines sanglantes de nos habitations incendiées deviennent le tombeau des cohortes russes ! Il faut que la Pologne soit libre, et elle le sera ! »

Ces nobles et patriotiques accents ne pou-

vaient manquer d'avoir de l'écho dans tous les pays civilisés, et surtout en France. La diplomatie préparait une nouvelle démarche auprès du gouvernement russe. Mais les âmes généreuses s'indignaient de tant de lenteurs et de formes. Et en même temps que le gouvernement national faisait appel au patriotisme de tous les Polonais, des voix éloquents en appelaient à l'honneur et à la sympathie active des peuples.

Un historien célèbre, qui à plus d'un titre mérite aussi le nom d'historien national, M. Henri Martin, écrivait, ce même 13 mai, dans le *Siècle* :

« Toute chance de transaction pacifique, de concessions acceptables, est absolument perdue, ou plutôt n'a jamais existé, comme le prévoyait quiconque avait connaissance du fond des choses.

.....
« La lutte inégale, meurtrière, destructive, entre l'insurrection polonaise et les hordes moscovites, se prolonge cependant ; chaque jour de nouveaux champs de cette région de douleur se ravagent et se dépeuplent ; chaque jour des villes précieuses sont sacrifiées ; c'est le *sel de la terre* qui s'épuise, la fleur de l'Europe orientale qui se moissonne !

« Lutte inégale non pas seulement par les armes, par l'organisation, par les ressources matérielles, mais encore parce que là, en dépit de l'égalité théorique des hommes, l'inégalité de

fait entre la valeur des pertes respectives, entre la qualité des hommes qui périssent, est incalculable. D'un côté, le soldat qui meurt est un chiffre qui se remplace par un autre chiffre pris au hasard dans une masse confuse de créatures humaines, au plus bas degré de développement et presque à l'état brut ; de l'autre côté, c'est l'élite morale et intellectuelle d'une population admirable, des hommes dans le sens le plus élevé, le plus complet du mot ; chacun de ces jeunes héros qui tombe laisse un vide que bien des années ne rempliront pas.

« Ceci seul suffirait certes bien à appeler une prompte intervention, puisque l'intervention est inévitable, à moins que la France ne se résigne à rétrograder, de la guerre d'Italie et de la guerre d'Orient, jusqu'aux jours de 1840 et de 1831. »

Si ces paroles n'ont pas encore entièrement porté leurs fruits, elles n'ont pas été perdues non plus ; nous en avons la confiance.

Mais reprenons le récit des faits.

13 mai. — MORT DE NARBUTT.

Nous avons eu déjà plus d'une fois, dans ce volume, l'occasion d'écrire le nom de Narbutt, le noble et vaillant chef de l'insurrection lithuanienne.

Il était parvenu à former un noyau de volon-

taires dont la force s'accroissait chaque jour, et avait établi son camp dans une forêt, sur les bords d'une rivière. Il fut trahi par un garde forestier nommé Tolochko, Polonais de naissance, qui servait quelque temps auparavant dans l'armée russe.

Cet espion conduisit le colonel Timoficev auprès du camp de Narbutt, et tous deux, déguisés en pêcheurs, purent à leur aise en étudier la position. L'attaque eut lieu presque aussitôt.

Quoique surpris et très-inférieurs sous le rapport du nombre et des armes, les insurgés soutinrent vaillamment le choc. « On ne peut se faire une idée, — dit un journal officiel russe, *l'Invalide*, — on ne peut se faire une idée de leur excitation pendant la lutte. Chacun d'eux marchait intrépidement à la mort et semblait attendre qu'une balle vînt le frapper. » Onze furent tués autour de leur vaillant chef et en le défendant. Mais Narbutt tomba lui-même, frappé de plusieurs balles. Il fallut céder au nombre et se disperser.

L'admiration pour tant de bravoure disposa, cette fois, les vainqueurs à la pitié; les blessés furent épargnés, et le lendemain, quand arrivèrent sur le champ de bataille plusieurs dames polonaises voilées et vêtues de deuil, elles furent reçues avec quelques-uns des égards dus à leur sexe et à leur douleur.

« Parmi elles, dit le journal que nous avons déjà cité, *l'Invalide russe*, se trouvaient deux sœurs de Narbutt qui venaient réclamer le corps de leur frère. La plus jeune, ne pouvant maîtriser sa douleur, se mit à pleurer ; l'aînée cherchait à l'apaiser en lui disant : « N'as-tu pas « honte de pleurer devant les Russes ? »

« Un de nous demanda à une autre dame : « Vous aviez probablement aussi un frère ici ? « — Tous ceux qui combattent pour la Pologne « sont mes frères, » répondit-elle. Elles s'occupèrent ensuite à panser les blessés et à ensevelir les morts. »

Narbutt fut enterré le lendemain, avec les onze braves morts à ses côtés et en le défendant. Voici, sur cette triste cérémonie et sur la vie du jeune champion de la Lithuanie, quelques détails que nous empruntons au *Monde* du 24 mai :

« Fils du célèbre historien du même nom, ayant perdu son père de bonne heure, Narbutt fut élevé par sa mère dans l'amour de la religion et de la patrie.

« A peine sorti de l'Université, son patriotisme trop expansif lui attira les rigueurs du pouvoir. Il fut mis en prison à Wilna, et, après deux ans passés dans les fers, il fut envoyé pour servir comme soldat dans l'armée du Caucase. C'est là qu'il acquit cette expérience de la guerre

de partisans qui l'a rendu si redoutable aux Russes, pendant sa courte et glorieuse carrière de chef de l'insurrection en Lithuanie. Dans la guerre de Crimée, à laquelle son régiment fut appelé, il reçut une balle dans la jambe, à Kars. Cette blessure le rendit à sa patrie. Après la guerre, il lui fut permis de retourner dans ses foyers.

« Il se maria, et resta dans ses domaines, aimé et respecté de tous, attendant le jour où il lui serait permis de combattre pour l'indépendance de son pays.

« Dès que l'insurrection eut éclaté dans le royaume de Pologne, il n'hésita pas un seul instant. Malgré la douleur que lui causait la perte récente de son unique enfant, il répondit à l'appel de la patrie. Le 8 février, à la tête de sept compagnons d'armes, il donna le signal de l'insurrection en Lithuanie.

« C'était le moment où l'administration russe, redoutant le patriotisme des Lithuaniens, encertrait les prisons de Wilna de suspects. Cette circonstance ne contribua pas peu à grossir rapidement les rangs de l'insurrection. Propriétaires et paysans aimaient mieux mourir en combattant pour leur pays, que d'aller pourrir dans les casemates des citadelles, ou périr sous le knout et les rigueurs d'un climat glacé en Sibérie.

« La petite bande des sept, grossie d'un bon nombre de volontaires, reçut le premier bap-

tème du feu à Rudniki. Ce début fut heureux : les Russes furent repoussés.

« De ce jour, Narbutt commença cette guerre habilement conduite, dont toute la tactique consistait à attirer l'ennemi, en paraissant fuir devant lui, jusque dans des forêts ou des marais peu praticables; et lorsqu'il ne songeait qu'à se tirer des difficultés de la route, sans redouter un adversaire qu'il croyait bien loin, à tomber sur lui à l'improviste, pour le couper et le disperser. Ce système, suivi pendant deux mois, a toujours réussi au vaillant et habile chef. Les Russes le redoutaient et le regardaient comme invincible. Les soldats prétendaient qu'il était sorcier. Toutes les forces des villes de Wilna et de Grodno furent dirigées contre lui. Le jour de Pâques, sa tête fut mise à prix. Mais le même jour Narbutt répondait, à ces menaces en faisant éprouver aux Moscovites un sanglant échec.

« Enfin l'ennemi, à bout de ressources, tenta d'obtenir par la trahison un succès qu'il n'espérait plus de son habileté. Nous avons déjà dit comment Narbutt avait été livré par un garde forestier gagné à prix d'argent. Investi à l'improviste de tous les côtés, il réussit cependant à se frayer un chemin à travers les Russes, et, malgré une blessure au pied, il commandait avec énergie, porté par ses compagnons d'armes, et allait échapper à l'ennemi, grâce à son intrépidité et à sa connaissance des lieux, quand

une balle est venue le frapper au cœur. Il expira en prononçant ces mots d'une voix ferme encore : « Mon Dieu, je meurs pour ma patrie ! »

« Quelques jours après, dans la petite église en bois de Dubiczany, étaient rangés douze cercueils, dont un, plus élevé que les autres, était couvert d'un crêpe funèbre. Le colonel russe avait permis ces obsèques, cédant aux supplications des sœurs de l'infortuné chef, ou plutôt voulant bien convaincre les habitants du pays de la mort de son redoutable adversaire, afin de les décourager. L'église et ses alentours étaient remplis d'une foule éplorée que cinq prêtres ne pouvaient réussir à consoler. C'était un deuil universel.

« Narbutt avait à peine trente-trois ans. Il était d'une taille au-dessous de la moyenne, d'une physionomie régulière et agréable ; il avait le front élevé et marqué déjà des rudes traces des soucis et des fatigues d'une vie agitée. Sa parole était tranquille ; mais, dans les circonstances décisives, elle prenait un accent grave et solennel, qui agissait comme un courant électrique sur ceux qui l'entouraient. Obéi et respecté de ses compagnons d'armes, comme l'aurait été un général blanchi dans le commandement, il était aimé de tous comme un frère. Aussi son souvenir fera longtemps couler des larmes des yeux de ceux qui l'ont connu. »

14 mai. — VIOLENCES CONTRE CEUX QUI ENTERRENT
LES MORTS.

Le fait suivant est attesté par un rapport du maire de la commune de Miniszewo au chef du district de Radom :

« Le 14 mai, le lendemain de la bataille de Roznizew, dit ce rapport, sur l'invitation qui m'en a été faite par le maire de Roznizew, j'envoyai sur le lieu du combat des hommes munis de pelles, dans le but de rechercher les morts, polonais et russes, et de les enterrer. Nous étions déjà à la besogne, lorsque nous fûmes salués par un feu bien nourri de carabines, venant des troupes impériales russes qui se trouvaient dans les bois. Un des travailleurs, Januszkoski, fut grièvement blessé; on lui enleva une montre de 45 roubles; les autres, effrayés par les balles qui ne cessaient de pleuvoir, abandonnèrent les cadavres russes et polonais sur des chariots, et s'enfoncèrent dans l'épaisseur de la forêt.

« Signé, KOSTECKI. »

Le même jour, le général Toll, un des officiers russes qui se sont le plus signalés par leurs cruautés contre les Polonais, ayant occupé la

petite ville d'Ostrow avec deux compagnies d'infanterie et une centaine de Cosaques, fit appeler un propriétaire israélite nommé Berek, et le dialogue suivant s'établit entre eux :

— Tu possèdes une maison ici ?

— Oui, général.

— Et dans cette maison demeure un tailleur !

— Oui, général.

— Que fait ce tailleur ? s'écria le général en levant les poings.

— Il vit de son travail.

— Tu mens ! il confectionne des uniformes pour les insurgés.

— Je ne l'ai pas vu ; je ne puis donc rien dire à cet égard, répondit froidement l'Israélite polonais.

Eh bien ! pour t'apprendre à savoir désormais ce que font tes locataires, tu recevras deux cents coups de fouet.

Les Cosaques exécutèrent ponctuellement l'ordre du général. Le malheureux Berek fut transporté ensuite dans son lit, où il expira deux heures plus tard.

15 mai. — UN EXPLOIT DE COSAQUES. — EXCITATIONS
ADRESSÉES AUX PAYSANS.

Le 15 mai, des garçons de ferme du village de Reszki, envoyés dans la forêt pour chercher du bois, furent arrêtés pendant le trajet et atta-

qués par des Cosaques faisant partie d'un détachement de troupes envoyé de Plock en reconnaissance. Les Cosaques tirèrent sur eux et les rouèrent de coups. L'un d'eux, Stanislas Czuchala, fut tué sur place par ces barbares; un autre fut grièvement blessé; les deux autres ne durent leur salut qu'à la fuite. Les Cosaques s'emparèrent alors de trois chariots et de huit chevaux qui avaient été abandonnés par les garçons de ferme, et regagnèrent le détachement en traînant à leur suite ce soi-disant butin pris sur des insurgés.

Nous avons déjà plusieurs fois signalé les excitations adressées aux paysans contre les propriétaires. Cet odieux système, dont nous avons vu les effets en Livonie, semble devenu, pour un moment, l'arme principale des Russes, surtout dans les provinces annexées. Toutes les correspondances du milieu du mois de mai signalent les efforts tentés par les gouverneurs pour organiser une de ces jacqueries comme celle dont la Gallicie a offert le spectacle en 1846. Si ces efforts avaient partout réussi, toute l'ancienne Pologne n'eût été, en quelques semaines, suivant une expression de M. Henri Martin, qu'une vaste Gallicie.

Ainsi, dans le cercle de Zytomir, le gouverneur général, prince Drucki-Sokolnieki, convoque un jour tous les chefs des communes rurales, fait appel à leur dévouement et les charge

d'arrêter tous les individus suspects. Il prome 25 roubles par tête de prisonnier, mort ou vivant, et, pour renchérir sur le gouvernement national, qui promet la propriété foncière aux paysans, il leur donne à entendre qu'il sera fait, quand l'insurrection sera vaincue, un partage général de tous les biens.

Les poignées de mains, les accolades plus ou moins fraternelles, sont prodiguées à l'appui de ces belles promesses. L'eau-de-vie est versée à profusion et achève de gagner ces nouveaux auxiliaires de la terreur russe, qui, sous les yeux mêmes du prince, s'organisent en bandes dévouées, pillent et massacrent au nom du czar, et font prisonniers tous ceux qui ne se joignent pas à eux.

Du 10 au 20 mai, le cercle de Zytomir fut le théâtre d'un grand nombre de scènes de ce genre.

En Ukraine, le général Annenkoff procède de la même façon. Un riche propriétaire de cette province lui fit visite à Kiew, vers le 15 mai. On parla de ce qui se passait dans le royaume de Pologne.

Le général déplorait hautement la mesure qu'avait prise le czar d'envoyer sa *garde impériale* pour combattre « ces quelques bandes de *brigands*, » disait-il d'un air dédaigneux. « A quoi bon fatiguer cette belle troupe, quand on a un moyen plus simple et *infaillible* d'étouffer

le mouvement? Pourquoi ne fait-on pas là-bas ce que je compte faire ici, au premier symptôme de révolte parmi les propriétaires? — Tenez, monsieur le comte, ajouta-t-il en se tournant vers le gentilhomme polonais, voilà mes moyens de défense. » Et, soulevant le tapis de la table devant laquelle il était assis, le général ouvrit un tiroir où était rangée une douzaine de couteaux de chasse à double tranchant : « Quelques milliers de ces couteaux placés entre les mains des paysans de l'Ukraine, dit-il, et je me fais fort de n'avoir, dans l'espace de quinze jours, ni insurrection, ni propriétaires polonais dans la province. »

Cette conversation est attestée par celui même qui fut l'interlocuteur du général, un vrai gentilhomme, dont la parole n'a jamais été mise en doute.

Voici d'ailleurs ce qu'on lisait à la même époque dans un journal de Vienne :

« Dans l'Ukraine, le gouverneur de la province, le général Annenkoff, après avoir eu recours à tous les expédients possibles, a réussi enfin, dans les districts de Wasilkow et de Kiew, à rassembler parmi la population vagabonde les éléments nécessaires pour former quelques bandes de brigands, qui ont attaqué plusieurs propriétés isolées.

« Une dame qui arrive de Kiew raconte qu'à la suite de cette mesure du gouverneur, cinq

châteaux ont été détruits, et il a péri de quatre-vingts à cent personnes. »

L'énergique résistance de quelques propriétaires, parmi lesquels il est juste de citer MM. Podhorski et le comte Branicki, a seule empêché ce brigandage officiel de s'étendre à toute la province.

Bien différent est le langage que parle, à la même date, aux paysans le gouvernement national. Il s'applique avant tout à leur faire comprendre le véritable objet de la lutte engagée; il leur recommande le respect de la propriété, en leur garantissant celle des biens jusqu'ici possédés par eux à titre emphytéotique.

Sa voix a été entendue, ses conseils n'ont pas été stériles, et si quelques misérables ont prêté l'oreille aux suggestions des autorités russes, et se sont armés des couteaux à double tranchant que leur mettait entre les mains le général Annenkoff, le plus grand nombre est resté tranquille, et s'est montré plus favorable qu'hostile au mouvement national.

16 mai. — LE DOMAINE DE LODZ.

La pièce suivante nous a paru mériter d'être reproduite en entier, surtout à raison du caractère de celui de qui elle émane. C'est un rapport

au tribunal de Nowo' Alexandrow (gouvernement de Kowno), chargé de la tutelle des orphelins mineurs de la noblesse, par un des membres de ce tribunal :

« Le 3/15 mai, une colonne formée de deux compagnies d'infanterie et d'une sotnia de Cosaques suivait la route qui longe le domaine de Lodz, se dirigeant sur la petite ville de Soloki. La première de ces compagnies était sous les ordres du colonel de la garde Poltoratzki, actuellement chef militaire du chemin de fer entre Wilna et Dunabourg ; le capitaine Schichkine commandait l'autre.

« Pendant le passage de la colonne, deux Cosaques sortirent des rangs, firent le tour de la ferme et rejoignirent le détachement. Le lendemain, 4/16 mai, après midi, au moment où les garçons de ferme et le gérant du domaine revenaient des champs pour prendre leur repas et se reposer, les mêmes troupes s'en retournaient à Doukschty. La compagnie du capitaine Schichkine, précédée de quelques Cosaques, ouvrait la marche ; une heure plus tard, arrivait la compagnie du colonel Poltoratzki, suivie de Cosaques aussi, et d'une quantité de chariots requis dans la contrée.

« Alors un des Cosaques arrivés dans la cour du château demanda à Pierre Gajewski, et au cocher qui s'y trouvait aussi, où était le propriétaire. Ils lui répondirent que la propriété appar-

tenait à un mineur, qui n'y demeurait pas; qu'elle était régie par M. Barthous, qui s'y trouvait alors, mais qui reposait dans sa chambre.

« Le Cosaque criant à tue-tête, le gérant éveillé parut au balcon et lui demanda ce qu'il désirait. Le Cosaque ordonna de faire atteler immédiatement. Comme le briska du gérant était endommagé, et que les chariots se trouvaient aux champs, Barthous répondit qu'il avait des chevaux, mais pas de voiture disponible pour le moment. Afin de lui prouver la vérité de ce qu'il affirmait, il le conduisit à l'écurie. Le Cosaque se mit à crier : « Tu mens, rebelle ; je vais te faire entendre raison ; » et il se mit à le rouer de coups. Des soldats arrivèrent, et les coups ne firent que redoubler ; enfin, meurtri et à demi mort, M. Barthous fut entraîné hors de la ferme et jeté sur un des chariots qui suivaient la colonne.

« Les soldats revinrent sur leurs pas. Les gens, au nombre de cinq, qui se trouvaient dans la cour, craignant le sort de Barthous, se réfugièrent dans les étables et virent de là les Cosaques à cheval se diriger vers la maison occupée par les valets de ferme et située dans le jardin ; arrivés devant la maison, l'un d'eux tira un coup de feu, un autre sonna du cor : à ce signal, la compagnie d'infanterie qui tenait les devants rebroussa chemin et cerna toute la propriété.

« Au même instant les soldats mirent le feu à plusieurs bâtiments, et les valets de ferme,

ainsi que les femmes chassées par l'incendie, furent assaillis par une décharge de mousqueterie, au moment où ils se réunissaient dans la cour. Quelques-uns tombèrent roides morts, d'autres furent blessés. Le feu ayant gagné les étables, les gens qui s'y étaient réfugiés tentèrent de s'évader; mais le cocher Jourka, percé de trois balles au moment où il sortait, trouva la mort dans les flammes.

« Un certain Tcherniawski, sur lequel on tira plusieurs fois, échappa par miracle, le reste fut massacré; huit personnes furent emmenées comme prisonniers de guerre. On ne sait ce qu'est devenu un autre journalier, Pierre Tcherwinski; on présume qu'il a été tué ou qu'il a péri dans un lac en fuyant. Les soldats, en massacrant les femmes et leurs enfants, criaient : « Faites main basse sur les rebelles, tuez-les jusqu'au dernier! »

« A la vue de ces atrocités, la femme du gé-rant Barthous s'évanouit en tenant un de ses enfants dans ses bras. L'un des soldats voulut la tuer d'un coup de feu; il la visait déjà, quand un autre le retint en disant : « Laisse-la, elle crè-
« vera sans cela. » Ils essayèrent alors de mettre le feu au château et à la brasserie, mais ils n'y réussirent pas, et c'est tout ce qui resta de la propriété. Voyant crouler les toits des bâtiments incendiés, la colonne se retira, laissant les morts et les blessés, et emmenant ses prisonniers.

« Ont été tués : le charron Joseph Kroukowski, le cocher Jourka, le pâtre Thomas Bikoulicki, les domestiques Joseph Petkel, Rosalie Urbanowich et Rosalie Pletonschek.

« Les blessés sont : le jardinier Matthieu Porel; la femme du charron, Anne Kroukowska; les journaliers Vincent Bialkowski, Michel Witkowski, Suzanne Josephowitch et Jeanne Strazdow.

« Le détachement a emmené avec lui le gérant de la propriété, Casimir Barthous; le chef de la commune, soldat en retraite, Silvestre Stoukane; le majordome Michel Makinowitch, et les journaliers Boudrewitch, Michel Glusky, les deux frères Witkiewitch, Georges Zeukewitch et Adam Penelisse. On ne sait pas encore ce qu'est devenu Pierre Tcherniewski.

« Ce 4/16 mai 1863.

« *Signé*, MORLOWSKI. »

17 mai. — OUVRIERS ALLEMANDS PRIS POUR DES
INSURGÉS.

Le gouvernement russe, à Varsovie, avait résolu de faire abattre plusieurs maisons dans le faubourg de Cracovie, pour y construire des casernes. Parmi ces maisons se trouvaient des monuments historiques, des vestiges de l'ancienne

grandeur de la Pologne, qu'on n'était pas fâché de faire disparaître. Le gouvernement national s'y est opposé, et a publié la défense la plus formelle aux marchands, spéculateurs et banquiers de Varsovie de se présenter à la mise à l'enchère de ces bâtiments.

Au jour désigné, personne, en effet, ne s'est présenté.

Alors, comme on ne trouvait pas d'acheteurs dans le pays, on résolut de faire venir des entrepreneurs et des ouvriers de la Prusse. Aussitôt une caravane de près de 200 émigrants, une sorte de bande noire, recrutée à la hâte, quitta la frontière prussienne et, par Kalisch et Lowicz, se dirigea vers Varsovie. Ces gens sans patrie allaient généralement à pied, suivis de chariots où ils emportaient leurs dieux pénates et leur avoir. Arrivés à la hauteur de Konin, ils campèrent économiquement dans une plaine pour y passer la nuit.

Un détachement russe était dans les environs. Croyant avoir affaire à un camp d'insurgés, le chef, précédé de 300 Cosaques, s'approcha à une demi-portée de fusil du camp non gardé, et commanda le feu. Aux cris et aux gémissements de ces malheureux sans défense, il reconnut son erreur. Des femmes, des enfants gisaient à terre fusillés par ses soldats; au lieu de les secourir, il prit bravement la fuite pour éviter toute responsabilité.

Heureusement un groupe d'insurgés se trou-

vait à proximité; aux coups de feu, il s'empessa d'accourir, et, comme les Cosaques avaient disparu, il put donner ses soins aux blessés, qu'il abrita dans un village voisin, enterrer les morts et dresser un procès-verbal qui fut envoyé au gouvernement national de Varsovie. Les survivants n'eurent garde de continuer leur voyage, et reprirent le chemin de la Prusse, en maudissant un pays où l'on ne pouvait camper en plein air, sans être traités en ennemis. Grâce à cet événement, les maisons du faubourg de Cracovie sont encore debout.

18 mai. — ENCORE UN RAPPORT OFFICIEL.

La pièce qu'on va lire est le procès-verbal d'une enquête que le maire de Mientkie, M. Winnicki, avait été chargé de faire sur les excès commis dans la commune voisine de Tuczapy :

« Conformément à l'ordre que j'avais reçu le 23 mai, je me rendis au village de Nabroz, où M. Chrzanowski, propriétaire et maire de la commune de Tuczapy, blessé dans cette affaire, me dicta le rapport suivant :

« Le 18 mai, à sept heures du soir, une bande d'insurgés, poursuivie par les troupes impériales, arriva dans le village de Tuczapy. Quelques

temps après, elle se retira dans les bois. Le lendemain, la lutte s'engagea, dans la forêt, entre les Russes et les Polonais ; elle dura depuis midi jusqu'à sept heures du soir. Les Russes se rendirent ensuite à Tuczapy, en passant par le village de Molozow. Une perquisition minutieuse fut faite dans le château. Un soldat creva l'œil au propriétaire et lui demanda où était son argent, menaçant de mettre le feu s'il ne s'exécutait pas sur-le-champ. Le propriétaire épouvanté profita du moment où les soldats étaient occupés au pillage, pour prendre la fuite et sauver ainsi sa vie. Tout ce qui ne put être emporté fut littéralement brisé ; les soldats s'emparèrent d'environ 400 roubles. Pendant que ces scènes se passaient au château, l'habitation de M. Stopczynski était pillée et devenait la proie des flammes.

« Les soldats blessèrent, entre autres personnes, le jardinier et un ouvrier mécanicien. La nuit étant venue, quelques soldats restèrent dans le village, les autres campèrent au dehors. Le lendemain une double attaque fut dirigée contre le château, l'on emporta tout ce qui n'avait pu être emporté la veille ; plusieurs chaumières furent incendiées.

« Pendant ce temps, dix blessés insurgés avaient été amenés par huit hommes sans armes dans la ferme de Molosow, chez M. Kwiatkowski, où s'étaient ensuite rendus, pour secourir les blessés, Kolominski, soldat en congé de

la garde de Pétersbourg, et Morawski, distilla-
teur, tous deux mariés et pères de famille. Ces
vingt personnes furent massacrées par les Cosa-
ques et l'infanterie et ensevelies dans le jardin,
après avoir été complètement dépouillées de
leurs vêtements. Un officier, ému à la vue de
ces massacres horribles, fit sortir M. Kwiat-
kowski, sa femme et sa fille, et les préserva
ainsi d'une mort certaine. L'habitation de
M. Kwiatkowski fut saccagée complètement; les
soldats s'emparèrent de dix chevaux, représen-
tant une valeur de 2,000 francs. La maison du
forestier Kuczynski fut aussi pillée. Ces deux
familles sont dans une position des plus déplo-
rables.

« La troupe incendia en outre la ferme de
Molosow; deux insurgés blessés qui s'y trou-
vaient furent brûlés vifs. La perte est évaluée à
15,000 roubles. La femme du propriétaire de
Tuczapy, M^{me} Chrzanowska, n'a heureusement
reçu aucune blessure, quoique plusieurs balles
aient été tirées dans la chambre où elle se trou-
vait.

« Les dégâts causés à Tuczapy, y compris les
fermes incendiées et l'argent volé, s'élèvent à
18,000 roubles. Jusqu'à présent une épaisse fu-
mée s'échappe des maisons et fermes incen-
diées; j'ai fait jeter de l'eau et j'ai placé une
garde auprès de ces ruines fumantes.

« *Signé, WINNICKI.* »

19 mai. — EXÉCUTION DE PADLEWSKI.

Nous entrons dans une nouvelle série de faits. Nous trouverons peu de dates désormais qui ne soient marquées par une ou plusieurs exécutions.

Sigismond Padlewski était depuis près d'un mois prisonnier à Plock, et condamné à mort lorsqu'arriva l'ordre d'exécution revêtu de la signature du grand-duc. Deux jours auparavant, le général Semeka avait fait venir chez lui le prisonnier et lui avait promis le pardon, avec un brillant avenir dans l'armée moscovite, s'il voulait se rendre au camp des insurgés et les engager à déposer les armes.

Padlewski se leva avec indignation en disant que cette proposition, si elle était sérieuse, était pour lui un outrage. Il déclara que l'insurrection, répandue aujourd'hui sur tout le vaste territoire de l'ancienne Pologne, ne pouvait se terminer que par le rétablissement de l'indépendance nationale ou par l'extermination entière de tous les Polonais. Il ajouta enfin que si l'empereur, ce qu'il ne croyait pas, lui faisait grâce, il considérerait encore comme un devoir sacré pour lui de rejoindre les insurgés.

Le général russe fit alors reconduire Pad-

lewski dans sa prison, où aucun de ses parents n'a été admis à le voir.

Le confesseur qu'il avait demandé ne fut autorisé à pénétrer auprès de lui que deux heures avant l'exécution, et il fallut de vives instances pour que l'officier chargé de faire exécuter la sentence permit au vénérable ecclésiastique d'apporter la sainte hostie au prisonnier. Padlewski était encore à genoux aux pieds de son confesseur quand les soldats entrèrent violemment en criant : Assez ! assez ! L'héroïque jeune homme les suivit aussitôt et demanda pour toute grâce à être exécuté sans qu'on lui bandât les yeux.

Arrivé sur le lieu de son supplice : « Il est pénible, » dit-il, « de mourir à vingt-sept ans ; mais la consolation d'avoir bien mérité de la patrie soutient le courage et rend glorieux le moment suprême. »

Il tomba percé de douze balles sans qu'aucune l'eût atteint à la tête ou à la poitrine. Sur l'ordre de l'officier, un soldat courut vers le supplicié et lui déchargea son fusil à bout portant. Padlewski tomba dans le fossé, encore vivant.

Son père, vieux soldat de la cause nationale en 1831, a aussitôt pris les armes pour le venger, et s'est distingué dans plusieurs combats contre les Russes.

20 mai. — DERNIÈRES ORDONNANCES DU GÉNÉRAL
NAZIMOFF.

Le général Nazimoff allait bientôt quitter les provinces occidentales, où devait le remplacer le général Mourawiew II. Voici une des dernières ordonnances qu'il ait fait publier dans le *Courrier de Wilna*. Cette pièce a été reproduite ici par le *Moniteur* :

« Tout bourgeois qui s'éloignera de 30 verstes (31 kilomètres environ) du lieu ordinaire de son habitation sans être muni d'un permis spécial, délivré par l'autorité militaire, sera incorporé, pour six mois ou un an, dans les compagnies disciplinaires chargées de l'entretien des routes et communications.

« Tout individu de la classe nobiliaire, coupable du même délit, sera puni d'un emprisonnement de six mois à un an, et d'une amende de 50 à 100 roubles.

« Les jugements sur ces délits seront rendus, soit par la police, soit par les conseils de guerre. »

Le même jour, les Russes, poursuivis par les détachements vainqueurs d'Oksinski et de Lütich, mettaient le feu, pour assurer leur fuite,

à la ville de Koniecpol et massacraient une partie des habitants.

21 mai. — UN TRANSPORT DE RECRUES
ET DE PRISONNIERS.

Le récit suivant est extrait d'une lettre écrite par un insurgé qui faisait partie d'un transport de recrues et de prisonniers, conduit de Demblin à Varsovie :

« Nous voici arrivés à Varsovie, et Dieu sait où l'on va de là nous conduire. Notre détachement a essayé, il est vrai, de nous délivrer, mais, trop inférieur en nombre (80 hommes environ), il a payé cette tentative par la mort de quelques braves. Voici comment les choses se sont passées.

« A quelques verstes de Stara Wies, sur la route de Lublin à Varsovie, au moment où le transport, escorté de 800 soldats russes, pénétrait dans une clairière, une fusillade assez rapprochée se fit entendre. Une portion de l'escorte nous entoura d'un double rang, tandis que le reste faisait feu contre la poignée d'insurgés qui attaquait le convoi. La lutte ne pouvait pas durer longtemps. Les nôtres se retirèrent en continuant à faire feu sur l'arrière-garde russe; aussi les coups devinrent de plus en plus rares.

« Notre position, pendant ce combat, était terrible ; les balles de nos frères nous sifflaient aux oreilles ; les baïonnettes russes, dirigées contre nos poitrines, étaient prêtes à nous percer au moindre mouvement ; mais notre plus grande douleur était de ne pas pouvoir prendre part au combat engagé par les nôtres.

« Après le combat, nous continuâmes notre route ; nous vîmes trois des nôtres grièvement blessés, couchés sur la route même. *Je voudrais que ceux qui ne croient pas à la barbarie des Russes eussent pu assister à l'horrible scène dont nous fûmes ALORSTÉMOINS.* Chaque soldat russe, *en passant près des blessés,* LES FRAPPAIT DE SA BAÏONNETTE OU A COUPS DE GROSSE, ou même faisait feu sur eux ; CHAQUE COSAQUE PERÇAIT DE SA LANCE CES MALHEUREUX ENCORE VIVANTS. Les officiers de la garde contemplaient tout cela avec un rire sardonique et se moquaient encore des rebelles.

« Nous arrivâmes à la ferme de M^{me} Dombrowska. Là on nous fit faire halte pour donner l'assaut à la maison, bien qu'elle ne renfermât aucun insurgé. Les Russes frappèrent et blessèrent tous les gens qui s'y trouvaient, entre autres la propriétaire et son enfant, et emmenèrent neuf de ses domestiques comme trophée de leur victoire. Vint ensuite le pillage, puis l'incendie. La population des campagnes était cachée dans les blés.

« Les Cosaques aperçurent dans un fossé une femme allaitant son enfant ; *ils les déchirèrent*

tous deux littéralement à coups de lance. Pendant que les bâtiments étaient la proie des flammes, les Russes ont tué un cabaretier qui se tenait sur le seuil de sa maison.

« Vous pouvez juger par les cruautés que je viens de raconter quelle doit être envers nous la conduite des officiers et des soldats russes. »

Même jour. — LETTRE D'UN OFFICIER RUSSE.

Une lettre d'un officier russe, publiée par *l'Invalide russe* du 4 juin, raconte le trait suivant :

« Dans une rencontre qui eut lieu le 9/21 mai, à Lukno, j'ai été témoin d'une scène affligeante. Je rencontrai, sur le champ de bataille, un Polonais blessé portant un costume qui annonçait une classe élevée. Il gisait à terre, paraissant beaucoup souffrir, et s'écria à notre vue :

— Un peu d'eau ! par pitié, un peu d'eau !

« Je dis à un soldat d'aller chercher un peu d'eau et de le faire boire.

« Le soldat obéit, et, se penchant vers le blessé, il lui dit :

— Avant de te donner à boire, je veux que tu me dises le nom du chef de ta bande.

« Le Polonais, au lieu de répondre, se soulève à demi et saisit le pistolet du soldat.

— Va-t'en au diable, Moscovite damné ! s'écrie-t-il en déchargeant l'arme.

« Le soldat parvint à la lui reprendre et le tua sur place. »

La même lettre donne quelques détails qui peignent la situation des Russes au milieu du pays.

« Nous avons, dit-elle, la plus grande peine à nous procurer un guide. Nous ne trouvons personne dans les villages par lesquels nous passons ; tous les habitants sont cachés. C'est là même la meilleure preuve qu'il existe une bande dans les environs.

« On arrive dans un village, on prend des informations, mais on reçoit partout la même réponse : « Que voulez-vous ? nous sommes « tranquilles ; les insurgés ne se sont pas montrés ici. »

« Les autorités elles-mêmes ne nous font pas d'autre réponse. Cependant il n'est pas douteux que les habitants savent très-bien où sont les insurgés, et qu'ils leur fournissent des provisions. Il est même à peu près sûr qu'à notre arrivée quelqu'un s'est déjà mis en route pour leur annoncer notre approche. »

Voilà comment les paysans répondent le plus souvent aux appels faits à leur fidélité et à leur dévouement.

22 mai. — LES RUSSES OBLIGÉS D'EN VENIR AUX
MANS AVEC LEURS AUXILIAIRES.

Un patriote nommé Ciechonski était parvenu à former un petit corps d'insurgés, six cents hommes environ, avec lesquels il occupait une partie de la forêt de Minkowice, près de Slawusta.

Contre ces hommes nouvellement enrôlés et mal-armés, les Russes n'osèrent se fier à eux-mêmes. Ils firent travailler le peuple des campagnes par des soldats déguisés en paysans et d'autres émissaires qui parvinrent à réunir en bandes les journaliers sans ouvrage, les anciens soldats, en un mot la population flottante, et à l'exciter par de larges libations d'eau-de-vie au meurtre et au pillage.

En outre, on avait mis en liberté, *par ordre de l'autorité militaire*, les criminels renfermés dans les prisons des villes voisines, à condition qu'ils recruteraient des bandes et se mettraient à la disposition des troupes. *Des soldats leur avaient été adjoints.*

Ainsi renforcés, ils attaquèrent, dans la nuit du 22 au 23, le corps de Ciechonski. Les insurgés étaient beaucoup moins nombreux que leurs ennemis ; ils succombèrent et perdirent à peu près la moitié de leurs hommes en morts,

blessés et prisonniers. Ciechonski lui-même fut tué.

Le combat fini, les prétendus paysans se précipitèrent sur les insurgés qui étaient tombés sur le champ de bataille ; les morts furent littéralement hachés, les blessés massacrés d'une manière affreuse. Les prisonniers, dépouillés de leurs vêtements, furent conduits tout nus, à pied, à Zytomir. Au jour, et l'œuvre d'extermination accomplie, les hordes recrutées par les Russes se jetèrent sur les propriétés voisines, pillèrent plusieurs châteaux et brûlèrent des villages entiers, sans épargner les amis du gouvernement plus que les patriotes.

Il fallut l'intervention de la troupe pour arrêter ces actes de brigandage.

23 mai. — BRODOWO. — ASSASSINATS.

Le 22 mai, un combat sanglant eut lieu près de Brodowo. Le lendemain, un propriétaire, M. Zlotni'cki, et deux ecclésiastiques, MM. Orzechowski et Sypniewski, se rendirent sur le champ de bataille pour porter des secours aux blessés.

Ils furent accostés en route par quatre Cosaques qui les fouillèrent et profanèrent les saintes hosties que portaient les deux prêtres, revêtus de leurs habits sacerdotaux.

Pendant ce temps, un cinquième Cosaque ar-

riva à bride abattue, et, sans proférer un mot, déchargea son pistolet à bout portant sur Zlotnicki et le tua du coup. Les ecclésiastiques ne durent leur salut qu'à un officier qui survint quelques instants après.

Voici quelques détails sur un autre assassinat commis, à la même date, par les soldats russes, sur le propriétaire du domaine de Grzymiszew, jeune homme de vingt-sept ans, riche, bienveillant, plein d'intelligence, âme dévouée, adoré des paysans, aimé et estimé de tous.

En traversant le village de Grzymiszew, pour aller attaquer le camp de Grochow, les troupes russes apprirent que le propriétaire, M. Pulawski, avait fait partie du détachement de Taczanowski, et qu'il s'était trouvé aux affaires de Pyzdry, Kolo et Ignacewo. Aussitôt ils mirent le village à sac, envahirent le château, le pillèrent et emmenèrent avec eux celui qu'ils considéraient toujours comme un insurgé.

A deux lieues du camp de Grochow, ils le dépouillèrent de ses vêtements, et l'abandonnèrent au milieu des champs, après l'avoir percé de quinze coups de baïonnette. Le malheureux jeune homme fut aperçu par une jeune fille, qui prévint les habitants du village le plus voisin. Ceux-ci transportèrent dans ses domaines de Grzymiszew M. Pulawski, qui a expiré le troisième jour, après des souffrances atroces.

24 mai. — QUÊTES CONFISQUÉES.

C'était le jour de la Pentecôte. La princesse Oginska, accompagnée d'une jeune personne de la ville, quêtait à l'église Saint-Jean, de Wilna, pour les orphelins. Une escouade d'agents de police pénétra dans l'église, arrêta les deux quêteuses et les conduisit au bureau de police. Quelques instants après, on les mit en liberté, mais l'argent qu'elles avaient recueilli fut confisqué, et le gouverneur général les fit remercier officiellement et publiquement, dans son journal le *Courrier de Wilna*, d'avoir quêté « pour les blessés russes et les paysans ruinés par l'insurrection. »

Le même jour, la princesse Weissenhoff quêtait à l'église du Saint-Esprit pour la restauration de l'autel. Elle fut également arrêtée au milieu de la messe, conduite à la police et relâchée après interrogatoire. Le produit de la quête fut aussi confisqué.

Nous trouvons, à la même date, dans une lettre de Samogitie, les détails qui suivent :

« Un officier russe, de la pire espèce, est chargé de traiter la contrée en pays ennemi. Il

remplit et dépasse même les espérances de son gouvernement par un luxe de rigueurs et de violences dont on ne saurait se faire une idée. A Skadwile, il a fait publiquement battre de verges M. Rudwicki. Il a fait arrêter et jeter en prison un des habitants les plus riches et les plus paisibles, M. Clewinski, les comtes Wolowicz et Slowachynski, etc. Il a fait dévaster et détruire le château de Rotok, appartenant à la famille Chszostowski, et celui de Helenow, propriété des Lopata.

« Pour peu que son séjour en Samogitie se prolonge, il ne restera plus debout aucune habitation de la noblesse, et tous les propriétaires seront entassés dans les prisons ou les casemates des forteresses. »

23 mai. — VIOLENCES ET PROFANATIONS.

Le 23, lundi de la Pentecôte, au moment où la messe se terminait, des soldats russes attaquèrent, sur la place du Marché, à Pultusk, une pauvre femme malade et se mirent à la frapper. L'abbé Léon Grzankowski sortait, à ce moment, de chez un changeur ; il voulut dire quelques mots en faveur de la pauvre femme, mais les soldats, peu habitués à être contrariés dans des actes de ce genre, et alléchés par la vue de l'argent que portait le prêtre, se ruèrent sur lui, lui firent

plusieurs blessures et s'emparèrent de sa bourse. Le bourgmestre envoya un sergent de ville pour rétablir l'ordre, mais l'agent de la force publique ne fut pas plus heureux et fut maltraité par les soldats. Le peuple qui sortait en foule de l'église parvint cependant à délivrer le prêtre de ses assassins.

Le lendemain, dans un des faubourgs de la ville, un soldat s'habilla avec les ornements sacerdotaux provenant de dépouilles rapportées de Frycze par des Cosaques. Revêtu de la chape, le goupillon à l'eau bénite d'une main, le calice de l'autre, ce soldat buvait de l'eau-de-vie à larges rasades dans le vase sacré, en même temps qu'il traitait de rebelles tous les passants, qu'il aspergeait, en leur demandant pourquoi ils n'allaient pas dans les bois. Il vendit ensuite le calice à une Russe qui habitait la ferme des Bénédictins; ceux-ci le rachetèrent immédiatement.

Le clergé et les habitants ayant porté plainte au chef militaire, pour cette attaque contre un prêtre et cette profanation des objets sacrés, le fonctionnaire russe feignit de ne pas y croire; il ordonna toutefois que l'on restituât au clergé les ornements ainsi profanés, mais, sauf le calice, ils avaient disparu, et il a été impossible de les retrouver.

26 mai. — MOURAWIEW « QUI FAIT PENDRE. »

Le général Nazimow, gouverneur de la Lithuanie et des provinces occidentales, avait assurément fait preuve de zèle. Les arrestations, les exils, les envois en Sibérie, n'avaient pas été épargnés sous son administration. L'organisation des massacres de Livonie devait le recommander tout particulièrement à la confiance du czar et de ses ministres. Cependant, le délai fixé pour l'amnistie passé, il ne fut pas jugé suffisant, et on lui donna le général Mourawiew pour successeur.

Ce Mourawiew est un proche parent du conspirateur de ce nom qui fut pendu, à l'avènement de l'empereur Nicolas. De là le surnom de Mourawiew le Pendu (Mourawiew Wisieletz), qui fut donné à cette famille. Un haut fonctionnaire, ayant un jour demandé au gouverneur actuel de Wilna s'il appartenait à la famille des pendus, en reçut cette réponse : « Je ne suis pas de ceux qu'on pend ; je suis de ceux qui font pendre les autres. »

A Swienciany, l'une des premières villes de son gouvernement où il se soit arrêté, on lui présenta un certain nombre d'insurgés faits prisonniers : *Naprasno, nie nadobno brat plen-*

nich, s'est-il écrié d'un ton significatif : « il est inutile de faire des prisonniers. »

Tous les hauts fonctionnaires sont allés le 26 mai rendre visite au nouveau gouverneur. Voici le langage qu'il leur a tenu : « Vous me connaissez déjà, il est donc superflu d'exposer longuement ce que j'exige de vous. Le serment de fidélité que vous avez prêté à l'empereur vous impose un dévouement complet au service de Sa Majesté. Quiconque ne se sent pas capable de donner sa vie pour l'empereur doit résigner ses fonctions. »

Le général a menacé ensuite de l'exil en Sibérie les maréchaux de la noblesse et les juges-arbitres qui, ayant donné leurs démissions, ne les retireraient pas. Il a en outre annoncé nettement sa résolution d'inonder le pays d'agents moscovites grassement rétribués, et d'envoyer en Sibérie, ou dans la province d'Orenbourg, tous les fonctionnaires catholiques et d'origine polonaise qui ne se conduiraient pas de façon à éloigner d'eux tout soupçon.

Une somme de 100,000 roubles (400,000 fr.) a été mise à sa disposition par le ministère des finances pour payer ses agents, et on assure en outre qu'il a obtenu de l'empereur l'autorisation de brûler, *au besoin*, toutes les forêts de la Lithuanie.

La suite de ces récits va nous montrer à l'œu-

vre le Mourawiew *qui fait pendre*, et chaque jour nous le fera apparaître digne de sa réputation et de la confiance mise en lui par ceux qui ont résolu de soumettre ou d'exterminer la Pologne.

Le général Berg avait enfin, dans les provinces lithuaniennes, un collègue digne de le seconder.

Même jour. — PRISONNIERS ASSASSINÉS.

Voici un rapport officiel du chef civil de la woïvodie de Minsk, sur la manière dont les Russes traitent les prisonniers :

« Le 26 mai, Paszkowski appartenant au détachement de Zaremba et placé en vedette, fut entouré par les Russes et fait prisonnier; on le dépouilla de ses habits, et, attaché tout nu à un arbre, il servit de cible aux soldats, qui, *après s'être exercés à tirer sur lui*, L'ACHEVÈRENT A COUPS DE CROSSE.

« Le même jour, quatre insurgés, se rendant au camp d'Ihumen, furent trahis par leur guide, ci-devant soldat au service de la Russie, et livrés aux Russes : ils furent tous massacrés; un épieu fut enfoncé dans la poitrine de l'un d'eux. »

Ces faits en rappellent un autre du même

genre que nous avons omis plus haut. Après le combat de Wladyki, l'officier russe Wolhow fit attacher douze prisonniers, restés entre ses mains, à une haie, après les avoir dépouillés de leurs vêtements, et là ils furent roués de coups jusqu'à en rendre l'âme.

27 mai. — NOUVEL EXPLOIT DU GÉNÉRAL TOLL.

Voici un nouvel exploit du général Toll, l'un des officiers russes dont il a déjà été parlé plus haut.

Un propriétaire polonais, ayant appris que son frère avait été tué dans un combat contre les Russes, alla prier le général Toll, à Czyzewo, de vouloir bien lui permettre de chercher le corps et de lui donner la sépulture. Le général y consentit ; mais défense fut faite au propriétaire de s'éloigner avant d'avoir assisté à une scène atroce.

Trois Polonais avaient été faits prisonniers pendant le combat. Ils furent amenés sur la place publique, entièrement enveloppés de paille enduite de goudron, à laquelle on mit le feu. Les troupes étaient rangées en bataille à l'entour, et un roulement de tambours étouffait les cris que ces malheureux poussaient, au milieu des horribles souffrances d'un supplice renouvelé des cruautés de Néron contre les premiers chrétiens.

« A présent, retournez chez vous, » dit le général au propriétaire qu'il avait forcé d'être témoin de cet odieux spectacle, et dont le récit est confirmé par le témoignage de plus de mille autres spectateurs indignés. — « Retournez chez vous, et dites aux Polonais que j'en ferai autant à tout insurgé qui me tombera entre les mains sur le champ de bataille. »

C'est ce même général Toll qui, rendant compte d'un combat qu'il avait livré aux insurgés, terminait ainsi son rapport, publié dans *le Moniteur* du 2 juin :

« La perte de l'ennemi est immense ; il eut cent quarante tués. De notre côté nous avons eu un tué et quatorze blessés. Il faut attribuer cette inégalité de pertes à l'exaspération de nos soldats. Ils se battirent avec un acharnement furieux et ne firent point de quartier ; *aussi n'avons-nous pas de prisonniers.* »

Sur ces *cent quarante tués*, combien n'étaient sans doute que blessés et avaient été massacrés après le combat !

28 mai. — TRAHISON ET BOUCHERIE D'UN CÔTÉ,
HÉROÏSME DE L'AUTRE.

Un ancien officier russe, nommé Szajecki,

qui avait passé aux insurgés, était devenu chef d'un détachement polonais.

Il reçut l'ordre, le 24 mai, de rallier avec son détachement un autre corps d'insurgés, qui se trouvait alors sous les ordres de Wojczynski, près de la ville de Sniadow. Ce misérable, qui s'était déjà entendu avec le gouverneur russe de Lomza, fit camper sa troupe, sans défiance et presque sans armes, dans une plaine où elle se trouva subitement entourée par les Russes.

Les malheureux jeunes gens, livrés ainsi sans combat, supplièrent vainement leurs ennemis de les épargner; les officiers russes ordonnèrent de passer impitoyablement tous les Polonais au fil de l'épée.

Alors commença une scène affreuse, qui dura depuis dix heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi. On donna la chasse aux insurgés, dans la plaine, comme à des bêtes fauves. On déshabillait ceux dont on se saisissait, puis on les lardait à coups de baïonnette et on leur arrachait les entrailles. Ceux qui n'étaient que légèrement blessés étaient attachés à la queue des chevaux et trainés ainsi jusqu'à ce qu'ils eussent rendu le dernier soupir. Le sol était couvert de têtes coupées, de cadavres horriblement mutilés. Les officiers russes eux-mêmes prirent part au carnage. Les capitaines Fitingoff, Archarytoff, et le lieutenant Zawistowski se sont particulièrement distingués par leur férocité.

Nous regrettons de ne pouvoir nommer également un gendarme de Lomza qui a sauvé trois insurgés que les Cosaques voulaient assassiner.

Le lendemain 29, on enterrait, dans le village de Rutki, cinquante-cinq insurgés ; six autres furent inhumés à Koulesze. Les jours suivants, on trouva, dans les broussailles ou dans les blés, quelques malheureux grièvement blessés, mais encore vivants. L'un d'eux portait la marque de dix-huit coups de baïonnette. On peut évaluer à cent le nombre des victimes de cet horrible guet-apens.

L'exploit sanglant du 28 mai a été célébré, dans l'église grecque de Lomza, comme une brillante victoire.

Nous sommes heureux de trouver, à la même date, un trait d'héroïsme qui rappelle celui des deux cents jeunes gens de Wengrow. (Voir au volume précédent, 6 février, page 57.) Nous reproduisons presque textuellement le récit d'un témoin oculaire :

« Un détachement de trois cents insurgés, sous les ordres de Vincent Koziell, parcourait, depuis quelque temps, le district de Wileyka en proclamant partout le décret du gouvernement national, qui assure aux paysans la propriété des terres qu'ils cultivent. L'effet de ces proclamations était excellent ; aussi les Russes résolu-

rent-ils d'anéantir à tout prix le petit corps de Koziell, et de forts détachements furent en conséquence expédiés de Minsk, de Wileyka et de Bouslaw.

« Les insurgés se trouvaient entre la rivière Illia et la digue de Stagewo, construite en 1812 par les soldats de la grande armée, lorsque, le 28 mai, ils se virent subitement cernés de tous côtés. Il ne leur restait qu'un passage étroit pour traverser la rivière, dans la direction des grandes forêts qu'on apercevait de loin. Pour qu'une partie au moins du détachement pût gagner ces forêts, il fallait occuper l'ennemi et attirer toute son attention sur un autre point.

« Koziell eut alors une de ces inspirations qui sont l'apanage des âmes héroïques ; « Frères, « dit-il, il faut que quelques-uns de nous se dévouent pour sauver les autres. Je demande « quarante cœurs généreux qui soient prêts à « mourir avec moi. » A l'instant, il se vit entouré de quatre-vingts jeunes gens qui se disputaient l'honneur d'un tel sacrifice.

« Alors, se démettant du commandement en chef qu'il confia à un autre officier, il fit prendre à son détachement le chemin des forêts, et, nouveau Léonidas, il resta avec ses quatre-vingts braves pour soutenir le choc d'un ennemi formidable. Deux heures après le départ des leurs, il traversa la rivière à son tour avec les débris de sa petite troupe, mais il rencontra, près du village de Wodyki, un corps russe de

près de quatre cents hommes avec qui il lui fallut engager une nouvelle lutte.

« Les décharges de mousqueterie faisaient arriver des Russes de tous côtés. Après un combat de près de cinq heures, il ne lui restait plus que quelques compagnons, la plupart blessés. Il voulut traverser une seconde fois l'Ilia, pour faire perdre plus sûrement à l'ennemi la trace des insurgés ; mais, atteint par une balle, en pleine poitrine, il tomba pour ne plus se relever. Tous ses compagnons eurent le même sort, mais le gros du détachement, sauvé par eux, put s'enfoncer dans les forêts où les Russes n'osèrent le poursuivre. »

29 mai. — SIONCZYN.

*Rapport du maire de Sionczyn sur les événements
accomplis le 29 mai dans sa commune.*

« Rutka, 30 mai 1863.

« Le 29 mai, à cinq heures de l'après-midi, un corps d'insurgés passa de la forêt de Zlotowski dans les bois de Grochowa et de Sionczyn. L'armée russe le poursuivit et l'atteignit près de Sionczyn ; un engagement eut lieu et les insurgés eurent vingt-trois tués et onze blessés. Je ne saurais vous donner le nombre des Russes tués

et blessés, car ils les enlevèrent immédiatement du champ de bataille.

« Après le combat, les Cosaques arrêtrèrent M. Adolphe Raczynski, régisseur du château, qui passait à cheval, revenant de Rutka et se rendant à Grochowa. Ce malheureux fut saisi et tué à coups de pique. Il n'avait pourtant pris aucune part à l'insurrection et s'occupait exclusivement d'agriculture et de la gestion de ses domaines. Il laisse une femme et des enfants.

« Les Russes, arrivés à Grochowa, mirent le feu à plusieurs bâtiments, les uns dépendant du château, les autres appartenant aux paysans. Une étable avec du bétail, une écurie, des chevaux et deux maisons devinrent la proie des flammes.

« Après le départ des Russes, nous avons pu nous rendre sur le champ de bataille afin de rendre aux morts les derniers devoirs. Nous avons constaté que, dans le nombre, deux avaient la moitié du corps brûlé. Une partie des blessés a été transportée dans le château de Sionczyn, l'autre dans celui de Biala Rutka.

« Tous ces faits ont été accomplis dans ma commune, et je m'empresse d'en informer Votre Excellence.

« Signé, ZARZYCKI,

« Maire de Sionczyn. »

30 mai. — MOURAWIEW ET LES MARÉCHAUX
DE LA NOBLESSE.

Le 30 mai, le nouveau gouverneur général des provinces occidentales fit mander chez lui M. Brochocki, maréchal de la noblesse du gouvernement de Wilna, et lui intima l'ordre de retirer sa démission, qu'il avait donnée, à la suite des mesures prises par le général Nazimow pour arrêter l'insurrection. Il le menaça de le faire fusiller s'il n'obéissait, et lui demanda en outre une liste des propriétaires dévoués au gouvernement. M. Brochocki, ayant répondu à toutes ces demandes par un refus péremptoire, fut immédiatement arrêté et conduit dans un cachot à la citadelle.

Le maréchal du district de Troki, M. Louis Zelinski, fut appelé ensuite, et Mourawiew lui ordonna de lui remettre une liste des propriétaires de son ressort animés de sentiments de loyauté. — Si par là, répondit le maréchal, vous entendez parler des honnêtes gens, je n'ai d'autre liste à donner que celle de tous les propriétaires du district; s'il s'agit, au contraire, d'hommes dévoués au gouvernement, je n'en connais pas un seul.

Cette courageuse réponse lui mérita l'honneur d'être également envoyé à la citadelle.

31 mai. — GROCHOWY.

Un camp d'insurgés s'était formé dans un bois, aux environs de Grochowy, et avait fait occuper ce village par un petit détachement. Les Russes surprirent cette espèce d'avant-garde et l'attaquèrent avec des forces six fois supérieures.

Après un combat acharné, les Polonais furent rejetés hors du village, dont les Russes restèrent maîtres. Ils y mirent le feu et se vengèrent, sur les habitants, par le renouvellement de ces atrocités que la plume se fatigue à raconter.

V

JUIN

Avec le mois de juin, la terreur russe, représentée à Varsovie par le général Berg, à Wilna et dans les provinces détachées de la Pologne, par Mourawiew « *qui pend*, » entre dans une nouvelle phase.

D'un autre côté, l'opinion publique, en Europe, s'émeut et se prononce de plus en plus en faveur de la Pologne. La diplomatie se voit obligée de marquer de plus en plus son intervention, encore si cauteleuse et si lente. La Russie voit se former l'orage autour d'elle et sent venir le moment où sa dignité et son intérêt lui commanderont également de couper court à toute immixtion du dehors, par quelque-une de ces réponses qui précipitent les événements. Elle a résolu de prévenir le péril en écrasant l'insurrection, en l'étouffant dans le sang ou en

la faisant reculer par la terreur. Les exécutions, les ordres draconiens, rempliront chaque page de nos tablettes du mois de juin.

La liste suivante des personnes exécutées dans ce seul mois, — liste probablement encore incomplète, — mérite d'être placée ici en forme de sommaire :

- 2 juin. Ciundziewicki, officier, fusillé à Minsk.
- 3 — L'abbé Stanislas Iszora, fusillé à Wilna.
- 4 — Kononowicz, fusillé à Warka.
 - Labencki, *id.*
 - Sadkowski, *id.*
- 5 — L'abbé Ziemiacki, fusillé à Wilna.
 - Albert Laskowicz, *id.*
- 8 — L'abbé Rozgo, fusillé à Dunabourg.
 - Le comte Léon Plaler, *id.*
- 9 — Boleslas Kolysko, pendu à Wilna.
- 10 — Vincent Bialozor, propriétaire, fusillé à Kowno.
- 12 — Le capucin Konarski, pendu à Varsovie.
 - Henri Abicht, *id.*
- 13 — Zielinski, fusillé à Minsk.
 - Baraniecki, *id.*
- 15 — Constantin Micewicz, fusillé à Siedlca.
 - Alexandre Czarniecki, *id.*
- 16 — Léon Frankowski, pendu à Lublin.
- 18 — Ancypa, émigré, fusillé à Mohylew.
 - Korsak, officier, *id.*
 - Les deux frères Macewicz, *id.*
- 20 — Bonkiewicz, artisan, pendu à Piotrkow.

- 22 juin. Lesniewski, fusillé à Wilna.
27 — Sierakowski (Dolenga), pendu à
Wilna.
30 — Michel Ciuchnia, paysan, fusillé à So-
kolki.

Vingt-six victimes, vingt-six martyrs de leur foi et de leur patriotisme ! Des officiers, des prêtres, des nobles, un artisan, des propriétaires, un paysan, des étudiants ! Tous les rangs sont confondus, toutes les classes sont représentées dans cette liste, qui appartient à la mort et à la gloire.

1^{er} juin. — LES LIEUTENANTS DE MOURAWIEW.

En attendant ses actes, qui ne nous feront pas défaut, nous avons raconté quelques traits du caractère de Mourawiew *qui pend*. Il est bon de faire connaître aussi ses principaux acolytes.

Il a pour lieutenants dans les provinces :

Diłowski, commandant à Witepsk, qui harangue en toute occasion les paysans pour les persuader de se débarrasser des propriétaires afin d'inaugurer « le règne de Dieu et le vrai bonheur ; »

Zabolotzki, le commandant de Minsk, qu'on appelle le « duc du Faubourg de Varsovie, » à

cause de ses exploits contre les femmes et les enfants, dans ce faubourg, le 27 février 1861, et qui, pour obéir à l'ordre de son supérieur Mourawiew de *purger le pays de Polonais*, a débuté par mettre à prix les têtes des rebelles dans son gouvernement ;

Trepow, le fameux colonel de gendarmerie de 1861, à Varsovie, congédié alors, comme Zablotzki, pour les excès un peu trop sanglants de son zèle, aujourd'hui nommé général et chargé d'organiser les milices de paysans dans l'Ukraine et la Volhynie ; on sait ce que cela veut dire ;

Toll, que nous connaissons déjà, le général de la guerre sans quartier, qui ne permet pas à ses soldats de s'embarasser de prisonniers, et que des témoins oculaires accusent d'avoir fait brûler vifs des blessés.

Nous arrêtons là cette énumération. Elle suffit pour montrer à quels hommes la Pologne est livrée par la clémence du czar.

2 juin. — CIUNDZIEWICKI.

Officier dans l'armée russe, Ciundziewicki avait donné sa démission et s'était joint à un corps d'insurgés. Pris et condamné à mort, il fut, malgré sa jeunesse, fusillé à Minsk, le 2 juin.

Pendant son exécution, un soldat d'origine russe, qui lui avait été donné au régiment pour

remplir auprès de lui les fonctions de domestique, était entré à l'église, et là, prosterné, il pleurait à chaudes larmes en priant pour le martyr. Cet attachement à son ancien maître lui valut la bastonnade.

Il a été bâtonné *jusqu'à en perdre connaissance.*

3 juin. — L'ABBÉ ISZORA.

Après l'officier, le prêtre! après le héros, le martyr!

L'abbé Iszora, jeune prêtre de moins de 30 ans, était vicaire de la paroisse de Zoludko, dans le district de Lida. Ayant lu à ses paroissiens, dans le courant de février, la proclamation du gouvernement national qui rendait les paysans propriétaires des terres qu'ils cultivent, il apprit qu'il allait être arrêté pour ce fait, et se retira dans un camp d'insurgés, dont il devint le chapelain.

Mais l'autorité russe, n'ayant pu saisir le coupable, prit, à sa place, le curé de la paroisse, vieillard infirme, entièrement innocent de la faute reprochée à son vicaire. Celui-ci, apprenant cette arrestation, quitta aussitôt le corps d'insurgés auquel il appartenait et vint, de son propre mouvement, se remettre aux mains des Russes.

C'était avant le 13 mai, et l'offre d'amnistie, contenue dans le manifeste du 12 avril, lui était pleinement applicable. Quoique son but, en se constituant prisonnier, n'eût pas été d'obtenir sa grâce, ni de profiter de l'amnistie, mais de faire rendre la liberté à son curé, détenu à cause de lui, il n'en devait pas moins, aux termes de l'ukase impérial, être gracié complètement et mis aussi en liberté.

Il n'en fut rien. Traduit devant une commission militaire, l'abbé Iszora fut condamné à la peine de mort, sans que, conformément aux lois canoniques reconnues en Russie et introduites dans le code criminel de l'Empire, l'autorité ecclésiastique eût été saisie et consultée.

L'exécution eut lieu à Wilna, le 3 juin, au faubourg Lukiszki, sur la place du Marché. Voici le récit qu'un témoin oculaire de son supplice a adressé au journal *le Monde* :

« Le doyen de Wilna fut averti de se rendre à la prison le 3 juin, à six heures du matin, pour confesser l'abbé Stanislas Iszora. Il le trouva enfermé dans une cellule, avec l'abbé Szyrwid, curé de Wasilew. Le jeune prêtre, à la vue du doyen, se leva précipitamment et se jeta au cou de son ancien professeur à l'Académie. Comprenant quel pouvait être le but de cette visite si matinale, il pria le doyen de s'occuper d'abord de l'abbé Szyrwid, vieillard avancé en âge : « Quant à moi, dit-il, je suis jeune, j'es-

père avoir le courage de souffrir, soutenu par l'espérance du bonheur prochain de ma patrie. » Le doyen lui ayant répondu qu'il n'était appelé que pour lui seul, il se disposa à se confesser, et reçut le sacrement de pénitence avec une ferveur remarquable.

« Le doyen ayant rempli sa mission, et ne pouvant penser qu'il s'agissait, pour le prisonnier, d'une exécution prochaine, se retira en lui promettant de revenir le voir. En traversant la cour de la prison, il rencontra un vieillard septuagénaire qui lui demanda s'il était vrai que l'abbé Iszora allait être fusillé. C'était son père, dont le cœur pressentait le sort de son malheureux fils. Le doyen lui répondit qu'il n'en savait absolument rien. Cette conversation de quelques instants avait attiré le général cosaque Szamszow. Il s'informa, auprès du doyen, s'il avait confessé et fait communier le prisonnier. « Je n'ai reçu aucun ordre pour le faire communier, lui dit celui-ci. » — « Hâtez-vous de le faire, répondit le général. » Le doyen rentra dans la cellule de l'abbé Iszora, et lui dit qu'il venait d'être averti de lui apporter la sainte communion. « Je me doute de ce qui va arriver, dit le jeune prêtre ; je suis prêt à boire le calice jusqu'à la lie. Dites-moi seulement si je dois mourir par une balle ou par la potence. Ne me cachez rien, je m'attends à tout. » Le doyen lui répondit avec émotion : « Je prends Dieu à témoin que je ne sais rien. Seulement, ne vous

préoccupez pas sans raison. Ne pensez qu'à vous préparer à recevoir Notre-Seigneur. » — « C'est ce que je vais faire, » repartit le prisonnier. Une demi-heure après, le doyen lui administrait la sainte communion, qu'il reçut avec une piété angélique.

« L'heure qui suivit se passa en conversation entre le jeune prêtre et son confesseur. L'abbé Iszora était plus tranquille que le doyen et cherchait à dissiper la tristesse qu'il remarquait en lui. Tout à coup la porte s'ouvre, et le gardien de la prison, en s'adressant au condamné, ne lui dit que ce seul mot : « Venez ! » Les deux prêtres se levèrent, et, avant de sortir, l'abbé Iszora glissa secrètement, dans la main de son confesseur, une somme de 16 roubles, toute sa fortune, pour être distribuée aux pauvres. Ils trouvèrent, dans la cour de la prison, une escorte nombreuse, au milieu de laquelle ils furent placés, et on se dirigea vers le faubourg où devait avoir lieu l'exécution. Le trajet dura plus d'une heure. Quiconque a vu Stanislas Iszora marchant à la mort, entouré de ses bourreaux, avec une sérénité de visage et une tranquillité d'esprit admirables, n'oubliera jamais ce touchant spectacle, et demandera à Dieu d'avoir, à sa dernière heure, la même foi et le même courage.

« Dans les rues et sur la place, le peuple s'agenouillait sur son passage et faisait entendre des sanglots étouffés. Avant de mourir, le jeune

martyr répondit, par une dernière bénédiction, aux sympathies de ses compatriotes, fit ses adieux au doyen, et le pria de célébrer le saint sacrifice à son intention. Celui-ci, les yeux baignés de larmes, l'embrassa avec effusion, et, lui présentant la croix à baiser : « Nous prions « pour vous, lui dit-il ; mais c'est plutôt à vous « de prier pour nous dans le ciel, où vous allez « entrer. » L'abbé Stanislas répondit en baisant la croix, la rendit à son confesseur en lui serrant la main une dernière fois, et se livra aux exécuteurs. Après la première décharge, restée sans résultat, le général Samszow, qui commandait les troupes, s'aperçut que les soldats composant le peloton avaient les yeux baignés de larmes. Il s'approcha d'eux pour les réprimander. Mais leur émotion le gagna, et, chose rare pour un Cosaque, il s'attendrit lui-même, et ne put que leur faire signe de tirer de nouveau. La seconde décharge frappa le martyr à la tête et à la poitrine. Il était mort.

« L'abbé Iszora était issu d'une famille noble, très-considérée en Lithuanie. Sur la limite du district de Wilna et du district de Wilkomir, près de la rivière Cesurka, dans un village riant, dont la population a conservé la simplicité de mœurs des anciens Lithuaniens, se trouve un vieux château, habité depuis trois siècles par la même famille. C'est le berceau de Stanislas Iszora. »

Il avait bien raison ce pape qui répondait au clergé polonais, lui demandant des reliques : « Avez-vous donc oublié que vous n'avez qu'à prendre, n'importe où, une poignée de terre dans votre patrie pour ramasser des reliques de vos martyrs? »

4 juin. — TROIS EXÉCUTIONS A WARKA. —
LES POPES.

Le lecteur n'attend pas que nous entrions dans le détail de toutes les exécutions qui ont eu lieu pendant ce mois. Il nous arrivera plus d'une fois de renvoyer à notre sommaire, comme en ce moment.

Nous trouvons d'ailleurs, à cette date, quelques détails sur la conduite des popes russes, devenus les plus actifs persécuteurs des catholiques, et les plus fervents auxiliaires de Mourawiew le Pendeur. Sans élever aucune discussion religieuse, il nous paraît intéressant de les placer en regard des preuves de charité et de dévouement données par le vrai clergé polonais.

A Nowosiolki, deux frères, l'un pope, l'autre diacre de l'église, s'emparèrent, avec le concours de quelques paysans, du château appartenant à M. Krupski, et s'y établirent après en avoir mis une partie au pillage.

Quelques-uns de ces prétendus ministres de Dieu ne respectent pas plus les personnes que les propriétés. Celui de Dukory, nommé Szpilewski, fit enchaîner et enfermer, pendant vingt-quatre heures, dans le clocher de son église, cinq jeunes gens, élèves du gymnase, qui avaient quitté l'insurrection et étaient revenus volontairement à leur village, exténués de fatigue et de faim. Comme ils demandaient de l'eau, le pope ordonna aux paysans qui les gardaient, de répondre à cette demande en leur crachant au visage.

Une femme catholique, ayant tenté de leur faire passer à boire et à manger, fut saisie par ordre du pope, et fouettée en pleine place publique.

Un journal cite, à la même date, un ordre donné par les autorités russes aux chefs de détachements chargés de poursuivre les insurgés. Par cet ordre, qui dépasse tout ce qu'il semble possible d'imaginer, il leur serait enjoint de tirer principalement sur les prêtres et les médecins, alors même qu'ils seraient occupés à remplir leur ministère auprès des blessés et des mourants.

Les ordonnances et arrêtés, parfaitement authentiques, que nous aurons à transcrire plus loin, rendent cet ordre au moins très-vraisemblable.

5 juin. — L'ABBÉ ZIEMACKI, M. LASKOWICZ ET
L'ABBÉ KORZENIEWSKI.

L'abbé Ziemacki, fusillé à Wilna le 5 juin, était un vieillard sexagénaire, curé de la paroisse de Wiewiorka.

M. Laskowicz, fusillé le même jour, était un jeune propriétaire du district, à peine âgé de vingt et un ans.

Le même jour également, l'abbé Korzeniewski, condamné à mort, pour avoir lu en chaire, comme l'abbé Iszora, la proclamation du gouvernement national aux paysans, mais dont la peine avait été commuée en celle de douze ans de déportation en Sibérie, fut conduit à pied, de la prison au chemin de fer, au milieu des risées de la soldatesque et revêtu de l'ignoble uniforme des Sibériens.

La grâce du czar est souvent plus cruelle que ce qu'il nomme sa justice.

6 juin. — COMMENT LES INSURGÉS TRAITENT LES
PRISONNIERS RUSSES.

Quelques journaux russes, ou dévoués à la Russie, ont essayé de représenter les atrocités,

les horreurs commises par les troupes impériales comme de simples représailles expliquées, sinon justifiées, par les cruautés dont les patriotes de leur côté se seraient rendus coupables. Ils ont transformé quelques actes de justice ou quelques vengeances isolées en un système de terreur opposé dans tout le pays à la terreur russe.

Voici comment, à la date du 6 juin, le correspondant d'un journal de Saint-Petersbourg, le *Sanpetersburskie-Wiedomosti*, racontait la manière dont un officier russe avait été traité par les insurgés :

« J'ai vu hier un officier russe qui a été prisonnier des insurgés campés dans les forêts, aux environs de Piotrkow. Le chef de la bande le traita avec une politesse exquise. Ce n'est que bien après que cet officier sut que ce chef était le comte Strojnowski.

« On lui avait donné pour prison une baraque pareille à celle du comte et servant de chancellerie. Il lui était défendu de sortir; mais, s'étant trouvé indisposé, il reçut aussitôt la permission de se promener : on lui adjoignit seulement un gardien pour l'accompagner. On lui a laissé ses habits et son argent intacts; on ne lui a pris que ses armes.

« Je ne sais pas, ajoute le correspondant de la feuille russe, si une telle conduite envers les prisonniers est partout la même, mais je puis

vous assurer qu'un certain Stamirowski, chef d'un petit détachement, qui se faisait remarquer par ses mauvais traitements envers les prisonniers russes, a été immédiatement destitué par le gouvernement national, comme compromettant et déshonorant l'insurrection. »

7 juin. — ADRESSES AU CZAR.

La première pensée du général Mourawiew, en arrivant dans les provinces occidentales, semble avoir été d'amener ou d'obliger la population à signer des adresses au czar. Ces adresses, à l'instar de celles qu'on fait signer dans un certain nombre de provinces russes, devaient exprimer un dévouement absolu à la personne et au gouvernement de l'empereur. Elles devaient surtout déclarer que le pays est russe, veut rester russe, et que du côté de la Russie est sa véritable nationalité.

L'effet qu'on attendait de ces manifestations est facile à comprendre. Mais toutes les démarches faites, pour obtenir ces adresses, ont complètement échoué. Ni promesses ni menaces n'ont pu déterminer, même parmi les paysans, un nombre de signatures qui, par son exigüité, ne fût pas la condamnation éclatante des prétentions de la Russie.

Rien n'avait été épargné cependant. Les popes s'étaient faits, dans les campagnes, les do-

ciles instruments de cette propagande et, pour agir sur les propriétaires, Mourawiew le Pendeur s'était adressé aux maréchaux de la noblesse. On sait déjà quel avait été le résultat de ses démarches.

Le général Dlotowski ne fut pas plus heureux, dans le gouvernement de Witepsk, quoiqu'il eût menacé de mort les récalcitrants. Il se contenta pourtant de les emprisonner, et, le 7 mai, tous les maréchaux furent conduits à la citadelle de Dunabourg.

8 juin. — LÉON PLATER. — L'ABBÉ ROZGO.

Nous avons raconté, dans la partie de ce livre consacrée aux massacres de Livonie, l'arrestation du comte Léon Plater.

Ce noble martyr de la cause polonaise n'avait encore que vingt-quatre ans. Il est d'une des meilleures familles du pays, fils d'un patriote qui, après la guerre de l'indépendance en 1831, a passé bien des années sur la terre de l'exil.

Élevé dans les principes d'un dévouement absolu à la patrie, il n'appartenait à aucune corporation, à aucune société secrète. Mais, quand l'insurrection s'étendit en Lithuanie, quand les organes de l'opinion européenne manifestèrent l'énergique sympathie de l'Occident pour la cause de la Pologne, le comte Plater crut, dans

sa conscience de patriote, que, pour tout jeune Polonais, le moment d'agir était venu. Il groupa autour de lui quelques camarades et ses serviteurs dévoués, pour rejoindre un détachement d'insurgés qui devait attaquer un convoi d'armes, passant près du bourg de Kraslaw. Cette entreprise échoua par suite du concours qu'un nombre considérable de raskolniks prêta aux troupes. Les Polonais furent battus, et le comte Plater resta prisonnier entre les mains des Russes.

Pendant l'instruction à laquelle cette affaire donna lieu, le comte Léon, pour sauver le chef de son détachement, qui était parvenu à échapper jusque-là à toutes les recherches des Russes, et pour alléger le sort de ses camarades d'infortune, s'attacha à prendre sur lui toute la responsabilité de ce soulèvement avorté; il s'en attribua l'initiative et ne demanda grâce que pour ceux qui l'avaient servi.

Cette noble conduite eût touché un autre gouvernement que celui dont Mourawiew le Pendeur est le digne représentant. Mais on n'a vu à Saint-Pétersbourg, dans cette affaire, que la vengeance satisfaite et la terreur qui suivrait le supplice d'une si noble victime. La sentence qui condamnait à mort le comte Léon Plater a été confirmée, et l'exécution a eu lieu le 8 juin, sur la place de la forteresse de Dunabourg.

On avait permis au condamné de revoir, avant sa mort, sa mère et ses sœurs. Les adieux furent

imposants par le calme et la résignation des femmes, aussi bien que par le courage simple et la foi vive du jeune homme. Le bonheur de voir ses deux frères, prisonniers comme lui dans la forteresse, lui fut refusé.

Après cette entrevue, le jeune martyr arriva sur le terrain de l'exécution, avec la simplicité du véritable courage. Il est mort le sourire de l'espérance sur les lèvres.

« Nous avons vu, écrit un témoin oculaire, nous avons vu ce fils chéri de la Lithuanie polonaise, ferme et courageux devant sa tombe, écouter, impassible, pendant un quart d'heure, la lecture de l'arrêt qui l'a condamné à mort, puis faire une prière pour recommander son âme à Dieu et embrasser son confesseur.

« Nous l'avons vu endosser lui-même son linceul et mené, les yeux bandés, par ses bourreaux. Rien ne trahissait, dans la démarche de cette noble victime de la barbarie moscovite, la moindre appréhension de la mort. »

Sa mère, vénérable par son âge et par ses vertus, a voulu être témoin de la mort de son fils. Elle l'a vu, calme et résignée, tomber sous les balles.

Rentrée dans sa maison, elle trouva ses petites-filles éplorées et inconsolables. Elle eut la force de chercher à leur donner du courage : « Imitiez-moi, mes enfants, leur disait-elle : je

ne pleure pas. Oh ! si mon fils eût tremblé devant les balles moscovites, je pleurerais. Mais je l'ai vu dans la prison, je l'ai vu sur la place du supplice, ferme et confiant en Dieu. J'ai prié avec lui, je l'ai béni, je l'ai vu mourir en homme de cœur et en chrétien. Ne pleurons pas la victoire du martyr ; imitons son courage et restons dignes de lui. »

C'est la mère des Gracques ennoblie et sanctifiée par le christianisme.

A l'occasion de cette mort, un journal a rappelé un souvenir historique qui s'y lie en effet tout naturellement. « Après l'année 1812, parmi les gentilshommes courlandais, compromis par leur coopération avec l'armée française, se trouvait le comte Michel Plater-Zyberg. La liste ayant été présentée à l'empereur Alexandre I^{er}, celui-ci effaça le nom du comte Plater en disant : « C'est un Polonais, sa conduite était toute naturelle. »

Le même jour et dans la même ville, l'abbé Rozgo a été également passé par les armes. Il est mort comme tous les martyrs de la cause à laquelle l'attachaient son patriotisme et sa foi.

9 juin. — BOLESLAS KOLYSKO.

Jusqu'ici les victimes de la justice de Mou-

rawiew avaient été passées par les armes. Il fallait bien qu'il méritât son surnom; et, le 9 juin, c'est par la corde qu'il fait périr Boleslas Kolysko, fait prisonnier à la tête d'un détachement d'insurgés, dans le gouvernement de Wittebsk.

Les circonstances dont cette exécution fut accompagnée excitèrent l'indignation générale. Quand le nœud fatal eut été placé au cou de ce vaillant chef, le siège sur lequel il était assis fut brusquement renversé, et le bourreau, amené de Russie, saisissant alors le patient par les pieds, le secoua si fortement que la corde se rompit et que Kolysko tomba par terre. Les soldats se précipitèrent sur lui et le tinrent sous leurs genoux jusqu'à ce qu'une autre corde lui eût été mise autour du cou. Le cadavre resta tout le jour attaché au gibet.

10 juin. — VINCENT BIALOZOR.

Le lendemain, nouvelle exécution à Kowno. Un des plus riches propriétaires de la Lithuanie, M. Bialozor, est fusillé, par ordre direct du général Mourawiew.

11 juin. — CALIXT UJEJSKI.

On plaint moins, après de tels récits, les bles-

sés que les soldats achèvent sur le champ de bataille, et l'on se sent moins d'horreur pour ces atrocités commises du moins dans l'ivresse de la lutte.

Le 11 juin, à la suite d'un combat livré par Lelewell, près du village de Korytnica, Calixt Ujejski fut chargé de protéger la retraite des patriotes. Blessé grièvement pendant qu'il accomplissait cette glorieuse mission, il fut achevé par les Russes, ainsi que plusieurs de ses camarades qui se trouvaient dans le même cas.

Voici comment ce fait est raconté dans le rapport du commandant Lelewell :

« Le nom de Calixte Ujejski, frère de notre célèbre poète national Kornell Ujejski, doit occuper, dans les fastes de notre insurrection, une place glorieuse. A peine âgé de vingt-cinq ans, à la première nouvelle de l'insurrection, il quitte l'Algérie, où il servait comme sous-officier dans la légion étrangère, pour exposer, sur l'autel de la patrie indépendante, toutes ses capacités et même sa vie. Ujejski, par sa bravoure et son talent militaire déployés dans les batailles précédentes, avait été décoré par moi, à la prière de tout le détachement, de l'ordre *Virtuti militari*, et la croix de cet ordre lui avait été offerte par un ancien soldat des armées polonaises. »

12 juin. — HENRI ABICHT. — LE PÈRE
KONARSKI.

Varsovie n'avait pas encore vu d'exécutions publiques. On parlait bien, non sans quelque apparence de vérité, de sentences de mort exécutées, la nuit, dans les fossés ou à l'intérieur de la citadelle. Mais les lauriers de Mourawiew le Pendeur empêchaient sans doute le général Berg de dormir. Il lui fallait aussi une de ces exécutions publiques auxquelles le supplice d'un prêtre ou d'un religieux catholique donnent, en Pologne, un relief particulier.

Le 12 juin, deux condamnés furent pendus devant la citadelle : Henri Abicht, jeune homme de vingt-sept ans, et le Père Konarski, de l'ordre des capucins.

Henri Abicht avait été employé des postes à Wilna jusqu'en 1857. Il fut alors destitué pour son patriotisme et émigra.

Il a été condamné comme agent du gouvernement national, et chargé de recueillir des souscriptions pour son compte.

Le Père Konarski, aussi fervent dans son patriotisme que dans sa foi religieuse, avait quitté son couvent, dès les premiers jours de l'insurrection, pour être le chapelain du corps de Langiewicz. Il n'avait pris part à aucun combat

et ne se montrait, sur le champ de bataille, que pour panser les blessés et consoler les mourants.

Arrêté dans ce pieux office et condamné à mort par un conseil de guerre, son exécution fut ordonnée directement par le grand-duc.

« Les portes de la citadelle s'ouvrirent, dit une relation de cette double exécution, donnée par un témoin oculaire, et l'on vit apparaître, sur une charrette, deux captifs habillés de blanc : le premier, un jeune homme à longs cheveux blonds et à figure germanique ; le second, homme de quarante ans à peu près, avec une longue barbe, et qu'on reconnaissait facilement pour un prêtre. La charrette se plaça tout près de la potence.

« Là, ils descendirent tous deux. Le jeune homme était pâle, mais ferme, et se plaça d'un pas résolu sur l'échafaud. On lui mit la corde au cou, et un instant après son corps flottait dans l'air. Le prêtre monta sur la planche fatale ; il regarda fièrement autour de lui, et ses lèvres semblaient murmurer une prière. L'exécution se fit immédiatement. Pendant ce temps toutes les églises catholiques de Varsovie sonnaient le glas funèbre. »

L'archevêque de Varsovie, Mgr Felinski avait été invité à dégrader le P. Konarski de son caractère religieux, avant le supplice. N'ayant eu

aucune connaissance de l'enquête ni des motifs de la condamnation, il refusa.

13 juin. — LES LIEUTENANTS ZIELINSKI ET
BARANIECKI.

Deux exécutions encore, annoncées par un ordre du jour du général Annenkoff, publié dans *le Télégraphe de Kiew*.

Le lieutenant Zielinski, Polonais d'origine, est fusillé pour avoir accepté le commandement d'une colonne d'insurgés dans le district de Taraszeza. Le lieutenant de sapeurs Baraniecki meurt du même supplice, pour avoir transmis à Zielinski l'ordre du gouvernement national.

Un grand nombre de personnes furent arrêtées comme compromises dans cette affaire, mais renvoyées devant les tribunaux ordinaires.

14 juin. — MONSEIGNEUR FELINSKI.

Nous avons reproduit plus haut la lettre par laquelle l'archevêque de Varsovie, en donnant sa démission de membre du conseil d'État, dénonçait à l'empereur la conduite de ceux qui le représentent en Pologne, et traçait, avec autant

de fermeté que de modération, le tableau des maux de ce pays. La condamnation à mort du P. Konarski, sans aucune participation de l'autorité ecclésiastique, et l'exécution de ce religieux ont été, de la part du prélat, le sujet d'une nouvelle protestation.

Cette conduite, digne à la fois d'un dignitaire de l'Église catholique et du fils d'une mère qui a souffert pour la cause polonaise, a causé au grand-duc et à son digne lieutenant, le comte Berg, un vif mécontentement. Il a été question un moment de traiter en criminel d'État cet archevêque, que l'empereur actuel choisissait lui-même, il y a dix-huit mois à peine, pour le mettre à la tête du diocèse de Varsovie, et qui n'a cessé de se montrer animé de l'esprit de charité et de conciliation.

On a reculé devant l'éclat d'un pareil scandale, et M^{gr} Felinski a été seulement éloigné de son diocèse. Il a dû quitter Varsovie le 14 juin, sous la conduite d'un colonel, et il est aujourd'hui interné à Jaroslaw, sans communication avec les ouailles dont la Providence l'a fait le pasteur.

Cette conduite d'un homme, d'un caractère aussi doux et aussi modéré que M^{gr} Felinski, est la plus éclatante condamnation du système appliqué à la Pologne par le gouvernement russe.

15 juin. — CONSTANTIN MICEWIEZ ET ALEXANDRE
CZARNECKI.

Le 15 juin, deux exécutions à Siedlce. Un propriétaire, M. Micewiez, et un réfugié, M. Alexandre Czarniecki, sont fusillés comme ayant pris part à l'insurrection.

16 juin. — LÉON FRANKOWSKI.

Léon Frankowski, pendu le 16 juin à Lublin, fut un des premiers chefs de l'insurrection.

Le corps formé par Frankowski, et dont il avait le commandement, fut battu par les Russes, au mois de mars, dans une rencontre près de Sandomir. Son cheval fut tué sous lui, et il reçut lui-même deux balles dans le ventre. Néanmoins il put se traîner jusqu'à la ville, distante de quatre lieues, et fut soigné à l'hôpital sans qu'on soupçonnât d'abord qui il était; mais un gendarme le reconnut.

Les Russes le firent alors transporter de Sandomir à Lublin, où on continua de le soigner. Mais, à peine guéri, il fut traduit devant un conseil de guerre qui le condamna à mort et pendu.

« J'ai assisté à l'exécution, écrit un correspondant d'un journal russe, le *Sank-Peterburskie Wiedomosti*, et je ne puis penser sans émotion à cet événement terrible.

« Le matin, avant le supplice, il se confessa et écrivit à sa mère; à quatre heures et demie, on le conduisit dans l'arrière-cour de la caserne, et on le fit rester là en attendant les ordres du chef militaire.

« J'eus alors tout le temps de contempler les traits de Frankowski; il avait la figure pâle, mais en même temps calme, et n'exprimant nullement la peur. Il était entouré de soldats, frappant du pied comme un homme qui attend quelque chose avec impatience. L'ordre arriva enfin. On conduisit le condamné hors de la ville.

« La potence était déjà dressée : trois compagnies d'infanterie faisaient cercle à l'entour, formées en carré; au milieu se tenait Frankowski, entouré de soldats. On commença à lui lire sa sentence. Il écouta cette lecture avec impassibilité, la tête découverte et baissée. Je le regardai dans les yeux, et, en pénétrant dans son âme, j'y vis une crainte instinctive de la mort. Mais il sut la dominer et la contraindre. Il était pourtant plus pâle qu'auparavant.

« La lecture de la sentence achevée, il se tourna vers le président du conseil de guerre et lui demanda, d'une voix ferme et tranquille : « Ne pourrait-on pas me condamner plutôt à être

« fusillé? » Le dernier mot fut prononcé lentement et avec un accent particulier. Lorsqu'on lui eut répondu que ce n'était plus à refaire, s'adressant à ceux qui l'entouraient, il leur dit : « Alors, adieu donc ! » Et s'avancant avec vivacité, il monta à grands pas sur l'échafaud élevé sous le gibet, il jeta à terre ses habits, gravit rapidement l'échelle et regarda en face les troupes rangées au-dessous de lui; à cet instant, il était très-pâle. Mais alors même, par un mouvement nerveux, aucune fibre de son visage ne trahit son anxiété. Il se tenait rigide comme un cadavre, le vent se jouait dans ses longs cheveux. On voulut le revêtir de la chemise fatale, il la repoussa : « C'est inutile, » dit-il. Les exécuteurs, soit par terreur, soit par inexpérience, ne purent lui passer le nœud fatal et prolongèrent douloureusement son agonie. D'une voix où se peignait une souffrance inexprimable, il leur dit alors : « Pourquoi me torturer ainsi? » Un instant après tout était fini. »

Frankowski était un vrai patriote dont tous les efforts tendaient vers un seul but : l'affranchissement de son pays. Ses deux frères ont été, comme lui, victimes de l'insurrection polonaise : l'un est mort sur le champ de bataille ; l'autre, moins heureux, a été transporté en Sibérie.

17 juin. — COMMENT SE FONT LES MANIFESTATIONS
RUSSES.

Nous avons raconté les tentatives faites par Mourawiew et quelques-uns de ses lieutenants pour faire signer des adresses de fidélité au czar et d'intime union avec la Russie. La lettre suivante, écrite de Kowno, est un nouveau chapitre à ajouter à l'histoire des manifestations russes en Lithuanie.

L'épisode est, en somme, plus comique que tragique; mais, au milieu des sombres récits dont nos pages sont remplies, on nous pardonnera de saisir une fois l'occasion de mêler, à l'exemple du drame moderne, le grotesque à l'horrible.

Nous transcrivons littéralement la lettre écrite de Kowno :

« Le nouveau gouverneur de Kowno, M. Engelhardt, tient à imiter le général Mourawiew. A peine arrivé, il réunit les principaux habitants de son gouvernement, et leur adressa fort sérieusement et avec une modération parfaite, l'allocution suivante :

« Messieurs, je viens prendre la direction du
« gouvernement de Kowno dans des conditions

« tout à fait anormales. Il est difficile de savoir
« à qui appartient cette province : est-ce aux
« Russes? est-ce aux rebelles? Je dis rebelles,
« et non pas Polonais, car les Polonais sont aussi
« Russes que nous (*sic*). Le pays ne peut rester
« dans cet état. Il faut qu'il en sorte, et je vous
« certifie que j'y parviendrai.

« Je ne veux pas faire de personnalités; je
« veux bien ignorer tout ce qui s'est passé ici et
« tout ce qui m'a été rapporté, cela ne me re-
« garde pas. On m'a raconté, entre autres choses,
« que le désordre en était venu à ce point que
« les employés remplissaient leurs fonctions en
« *czamarka* (costume national). Si cela s'était
« passé sous mon administration, *je les aurais*
« *indubitablement tous fait fusiller*. Je le répète,
« je ne fais pas de personnalités, mais, tant que
« je serai gouverneur, de telles énormités ne se
« renouvelleront pas. Ne vous attendez pas à des
« concessions quelconques de ma part; je rem-
« plirai strictement les devoirs que m'impose
« ma position, et je ne faiblirai jamais dans nos
« rapports mutuels; je suis prêt à vous rendre
« tous les services possibles; mais vous, de votre
« côté, obéissez strictement à S. M. l'empereur
« et au gouverneur général. »

« Des actes en tout conformes à ces paroles
ne tardèrent pas à les suivre, et cela dès le len-
demain.

« Le second jour de son arrivée, Engelhardt fit

une reconnaissance dans les environs avec un fort détachement de troupes. Mais, avant de partir pour cette expédition, il fit venir le directeur de la police et lui recommanda d'user de son *influence* auprès des juifs, afin que ceux-ci lui fissent à son retour une ovation. Il s'éloigna avec le doux espoir de retrouver à Kowno les honneurs réservés à un héros.

« Le directeur de police, se conformant aux ordres reçus, fit venir les anciens de la communauté israélite, leur exposa le désir du gouverneur et les engagea vivement à s'y conformer. Les juifs ne paraissant nullement convaincus de la nécessité d'une pareille démarche, et gardant un silence obstiné, la scène changea tout à coup. Aux paroles mielleuses, aux conseils doucereux succéda une tempête de menaces et d'imprécations. Les juifs, ne sachant comment conjurer l'orage, déposèrent entre les mains du directeur de la police une somme suffisante pour organiser une petite manifestation, en lui disant : « *Votre Excellence fera mieux que nous ce qui est nécessaire.* »

« Cette éloquence plut au directeur de police, qui n'insista pas davantage et s'occupa immédiatement de préparer la fête. Il fit apporter de grandes tables sur la place et servir des mets abondants pour les soldats. Tout autour, plusieurs agents de police et une vingtaine de gamins remplissaient les fonctions du chœur antique dans la comédie qui allait se jouer.

Arrive enfin le gouverneur. Jetant autour de lui un regard assuré, qui change d'expression à mesure qu'il parcourt la place déserte, il s'arrête enfin sur le petit groupe conduit par le directeur de police : « Où sont nos hôtes ? » demanda le général en s'adressant à ce dernier. Celui-ci articule une réponse dont on n'entend pas le premier mot. « Où sont ces coquins ? » s'écrie Engelhardt en faisant explosion ; « ce sont donc aussi des rebelles... »

« Puis, se tournant vers les soldats : « Ne touchez pas à ces vivres, mes enfants, jetez-les-moi au diable. C'est bon pour des chiens ! Avant tout, qu'on m'amène cette canaille. »

« A cette voix terrible, le troupeau timide des agents se disperse dans toutes les directions. On s'empare de trois juifs, qui sont garrottés, battus et conduits en prison. »

18 juin. — ANCYPA, KORSACK ET LES DEUX FRÈRES
MACEWICZ.

Nous revenons aux exécutions et, dans la seule ville de Mohilew, nous en trouvons quatre le même jour :

Un émigré, M. Ancyra, fusillé pour avoir pris part à l'insurrection et commandé un détachement de patriotes dans le gouvernement de Mohilew ;

Le sous-lieutenant Korsak et deux autres officiers, les frères Macewicz, fusillés également pour avoir quitté le service de la Russie et s'être joints aux insurgés.

Ces trois officiers étaient Polonais de naissance, et, par conséquent, leur crime était d'avoir abandonné le drapeau russe pour servir la cause de leur pays.

19 juin. — ORDONNANCES CONTRE LE DEUIL.

Ne pouvant obtenir de manifestations en faveur de son maître, Mourawiew le Pendeur veut au moins empêcher toute démonstration, même individuelle, ayant un caractère national. Comme on l'avait fait avant lui, il s'attaque aux vêtements, il interdit le deuil.

L'ordonnance suivante, adressée par lui, sous forme de circulaire, aux gouverneurs civils et aux chefs de districts, est trop significative pour que nous ne la reproduisions pas en entier. Elle peut, d'ailleurs, se passer de commentaires :

« Depuis le moment où les désordres ont éclaté dans cette province, un grand nombre d'habitants de la ville de Wilna, notamment des femmes, pour montrer leur sympathie au mouvement révolutionnaire du royaume de Pologne,

a commencé à porter le deuil, consistant surtout en robes noires avec ou sans pleureuses, chapeaux noirs avec plumes blanches et divers emblèmes révolutionnaires, tels que : boucles de métal avec les armes réunies de la Pologne et de la Lithuanie, des croix brisées surmontées d'une couronne d'épines, etc. Ces manifestations durent encore jusqu'à présent.

« Considérant que toute sympathie montrée à la révolte actuelle doit être punie par la loi à l'instar de toute participation directe à cette révolte, le gouverneur général de la province de Lithuanie a ordonné, par une décision du 19 juin, n^o 1,121, au gouverneur de Wilna, de publier l'ordonnance suivante :

« 1. Publier dans la ville de Wilna que les vêtements de deuil et, en général, les robes noires, chez les femmes, ne peuvent être tolérés.

« 2. Destituer immédiatement les fonctionnaires dont les femmes se montreront en robes noires.

« 3. Les femmes, sans égard à leur position sociale et à leur nationalité, qui se montreront publiquement en vêtements de deuil, seront punies une première fois d'une amende de 25 roubles, une seconde fois de 50 roubles ; après, elles seront arrêtées, et on procédera alors envers elles comme envers ceux qui participent à la révolte.

« 4. Dans le cas où des personnes ne paieraient pas l'amende fixée, vendre immédiate-

ment leurs immeubles pour en retirer la somme déterminée.

« 5. L'argent provenant de ces amendes sera employé pour venir en aide aux familles qui ont eu à souffrir des bandes de rebelles.

« 6. Les personnes *portant le deuil d'un proche parent sont obligées de fournir à la police l'acte de décès de ce parent*; dans ce seul cas, il leur sera permis de porter le deuil, mais seulement pendant le temps voulu par l'usage.

« 7. Tous les points ci-dessus désignés s'appliquent aussi aux hommes qui se montreraient publiquement en deuil ou qui porteraient une czamarka, une konfederatka, des bottes hautes ou autres emblèmes des rebelles.

« Faire connaître cette décision du chef de la province à toutes les autorités de police des districts, afin que celles-ci la portent à la connaissance de tous les habitants des villes qui font partie de leur circonscription, et leur ordonner en même temps de prendre toutes mesures pour mettre fin à toutes manifestations. La stricte exécution, sans en excepter personne, des dispositions ci-dessus est confiée aux chefs militaires des districts. Toutefois les chancelleries des administrations gouvernementales sont invitées à publier et à imprimer ces ordonnances. »

20 juin. — BONKIEWICZ.

Le chef militaire de Piotrkow, général Reden, a fait pendre dans cette ville, le 20 juin, un pelletier de Varsovie, nommé Bonkiewicz. Les circonstances qui ont amené cette exécution méritent d'être racontées.

Bonkiewicz s'était rendu à Radomsk dans l'intention de se marier. Étant sorti de chez lui après dix heures du soir, il fut arrêté par une patrouille. Les soldats lui adressèrent des injures, et l'officier qui les commandait se permit même de le souffleter. Cette insulte exaspéra Bonkiewicz, qui rendit à l'officier le soufflet qu'il en avait reçu. Il fut incarcéré à Radomsk pendant plusieurs semaines.

Le 18 juin, il fut amené à Piotrkow et conduit devant le général Reden. Il était à peine entré que l'officier de service lui donna un soufflet, que Bonkiewicz rendit aussitôt.

Un tumulte s'ensuivit; le général Reden accourut et s'emporta jusqu'à frapper à son tour le prisonnier. Bonkiewicz souffleta le général comme il avait souffleté l'officier de service. Tous les officiers présents, y compris le général, se jetèrent alors sur ce malheureux, le terrassèrent, le rouèrent de coups, puis le livrèrent aux Cosaques, qui lui administrèrent, par ordre, *quatre-vingts coups de bâton*.

Bonkiewicz, évanoui, fut ensuite reconduit dans son cachot, et le général signa immédiatement son arrêt de mort, qui fut exécuté le surlendemain.

Ce même Reden adressait, à la même époque, aux bourgmestres et aux maires des communes, un ordre rigoureux, dans lequel il les avertit qu'il les fera pendre ou passer par les armes, s'ils écoutent les décisions du gouvernement national.

24 juin. — NOUVELLES INSTRUCTIONS
DE MOURAWIEW.

Nous sommes obligés de nous borner à l'analyse d'une longue instruction adressée par le général Mourawiew, à cette date, aux autorités de Wilna, Kowno, Grodno, Vitebsk, Minsk et Mohylew, pour leur rappeler les exigences sévères de l'état de siège.

Le général ordonne le désarmement des propriétaires nobles, du clergé, et en général de toute la noblesse polonaise ; il doit être distribué des armes, au contraire, à ceux des paysans polonais qui se sont montrés favorables au gouvernement. Il décrète l'arrestation des propriétaires qui viendraient pécuniairement en aide aux insurgés, qui leur *donneraient asile* dans

leur maison, *ou même qui n'avertiraient pas les autorités moscovites de leur présence.* Les biens de ces propriétaires doivent être *confisqués* et les revenus affectés à la subsistance des troupes chargées de *pacifier* la province.

Mourawiew prévient les ecclésiastiques et principalement les curés de paroisses et les supérieurs de couvents, que *toute assistance* donnée à l'insurrection, soit par des discours, soit par la lecture de proclamations révolutionnaires dans les églises ou au dehors, soit par *toute manifestation ou cérémonie religieuse*, sera considérée comme un crime de haute trahison et punie avec *toute la sévérité des lois martiales.* La contrainte et la violence auxquelles ils seraient en butte de la part des insurgés *ne pourraient servir d'excuse aux ecclésiastiques, attendu que les serviteurs de l'autel doivent, moins que les autres, se laisser intimider par les menaces.*

Les autorités civiles, les propriétaires, les ecclésiastiques, les paysans, tous les habitants enfin, sont soumis à la juridiction suprême des commandants militaires, établis, dans chaque district et investis du pouvoir de vie et de mort sur tout le monde. Mourawiew invite enfin les gouverneurs militaires à hâter l'instruction de tous les procès politiques et à *procéder sans retard à l'exécution des arrêts des conseils de guerre.*

22 juin. — LESNIEWSKI.

Mourawiew le Pendeur joignait toujours l'exemple au précepte.

Le 21 juin, on fusillait à Wilna, sur la place du Marché, un gentilhomme du gouvernement de Lublin, M. Julien Lesniewski, condamné la veille pour avoir répandu un manifeste révolutionnaire, et pour avoir excité les paysans à la révolte.

23 juin. — NOUVELLES VIOLENCES CONTRE
LES MARÉCHAUX.

Les maréchaux de la noblesse semblent être, de la part du Pendeur, l'objet d'un acharnement tout particulier.

Le 23 juin, le comte Victor Starzenski, ancien maréchal de la province de Lithuanie, est emprisonné à Wilna, et menacé de mort ou d'exil en Sibérie.

Le comte Starzenski est un des hommes les plus modérés du parti national, dans les provinces polonaises annexées. Il a servi avec éclat dans l'armée russe du Caucase, et il n'a pris

aucune part active à l'insurrection. Tout son crime est d'avoir, dans les derniers jours du mois de mars, donné sa démission des fonctions de maréchal de la noblesse et de l'avoir motivée dans une lettre circulaire, rendue publique, et qui, pendant trois mois, n'avait été l'objet d'aucune poursuite.

Le maréchal actuel, M. Domeiko, fut conduit le même jour, par des gendarmes, à Wilna, sur l'ordre du gouverneur général, et, lorsqu'il parut devant ce dernier avec toutes ses décorations, le Pendeur lui dit : « Tout ce que je t'ordonnerai, il faut que tu l'exécutes ponctuellement et sans objection ! »

Et, désignant la poitrine décorée du maréchal :

« Tous ces insignes de la faveur impériale, continua-t-il, ne m'en imposent pas... ils ne t'empêcheront pas, s'il le faut, d'être envoyé en Sibérie ! »

Ce que demandait le Pendeur, c'était une adresse de fidélité au czar. Le maréchal, ayant refusé, est allé rejoindre à la citadelle ses collègues précédemment arrêtés !

M. Lappa, maréchal du gouvernement de Minsk, a été déporté à Perm, dans l'intérieur de la Russie.

24 juin. — EXCITATIONS ET PROMESSES AUX
PAYSANS.

Nous avons souvent parlé des excitations et des promesses adressées aux paysans dans le but de faire, de toute la Pologne russe, suivant l'expression d'Henri Martin, « une vaste Gallicie. » A ceux qui auraient sur ce point conservé quelques doutes, nous recommandons la pièce suivante :

Circulaire de S. Exc. le général gouverneur Mourawiew (celui qui fait pendre), aux gouverneurs des provinces de Wilna, Grodno, Kowno, Minsk, Mohylew et Witepsk.

« Au nombre des personnes qui prennent une part active à l'insurrection présente, il se trouve beaucoup de gentilshommes et d'*odnodwortzi* (petite noblesse non reconnue par l'État), habitant pour la plupart dans la circonscription des communes rurales et dans le voisinage des paysans appartenant à l'État ou temporairement obligés. Ils quittent leurs demeures et leurs fermes pour rejoindre les rebelles.

Souvent aussi, sans s'éloigner du lieu de leur habitation, ils viennent en aide aux bandes en

leur fournissant des vivres, en dérochant leur trace aux poursuites des troupes et en accordant un refuge, sous leur toit, aux gens malintentionnés. *Il est juste que ces personnes soient privées des avantages que les paysans au milieu desquels ils habitent ont su mériter par leur loyauté et leur fidélité.* Je recommande donc à Votre Excellence de publier un arrêté par lequel les propriétés et les constructions qui forment le patrimoine de la petite noblesse et des *odnodwortzi*, ainsi que les terres des personnes d'autre condition, qui seraient dans les rangs des rebelles ou qui les favoriseraient de quelque manière, soient, avec tout ce qui s'y trouve, mises à la disposition des paysans appartenant à l'État ou temporairement obligés.

« Cette mesure sera suivie des dispositions suivantes :

« 1^o Les terres seront données en usufruit aux journaliers et aux paysans qui ne possèdent pas de terrain en propre ;

« 2^o On choisira, parmi les paysans et les journaliers, ceux qui se seront distingués par leur probité, et plus particulièrement par les services rendus pendant la fuite ou la dispersion des rebelles ;

« 3^o Ces terres ne seront conférées au destinataire qu'à la suite d'une décision de la commune.

« V. Exc. veillera à ce qu'après avoir rassemblé les paysans, l'ordonnance ci-dessus leur soit lue,

et qu'on leur déclare que, connaissant leur attachement pour Sa Majesté Impériale, *je leur confie la mission de contenir la noblesse turbulente*, en empêchant de commettre des actes parjures. Ils devront agir de manière à ce que la noblesse, les odnodwortzi et les personnes d'autre condition, ainsi que les employés, les domestiques et les garçons de ferme des grands domaines, ne puissent alimenter et entretenir la rébellion; et, à cet effet, *ils sont chargés d'arrêter, sans aucun égard pour le rang et la fortune*, tous ceux qui se montreront coupables ou *qu'ils soupçonneront d'avoir des relations avec les rebelles*. Si, parmi les paysans, il s'en trouvait qui, malgré le plus saint des devoirs, auraient quitté leurs demeures pour se joindre aux bandes, la commune est tenue de leur appliquer les dispositions de la présente circulaire.

«MOURAWIEW II. »

25 juin. — MOURAWIEW JUGÉ PAR LES SIENS.

Une lettre de Wilna, du 25 juin, annonce que le gouverneur de Grodno, Bobrinski, le général de gendarmerie Hildebrand, et le gouverneur civil de Wilna, Haller, connus tous trois pour leur sévérité, ont envoyé leur démission en déclarant « qu'ils avaient servi le czar, mais qu'ils ne voulaient plus servir le bourreau (Moura-

wiew). » Mourawiew n'a pas accepté la démission de Haller, et lui a dit : « Je te chasserai moi-même. »

Nous avons cité déjà plusieurs témoignages établissant la manière dont les prisonniers russes étaient traités par les Polonais. Voici ce que dit, sur ce sujet, une lettre de Brody, publiée par un journal autrichien :

« Les Polonais se montrent doux envers leurs ennemis, quand ceux-ci sont sans défense. Ainsi un major russe, qu'ils ont fait prisonnier, a reçu la permission de se rendre sur le territoire autrichien, à condition de donner sa parole d'honneur qu'il ne se battrait plus contre eux. Un autre officier supérieur russe, grièvement blessé, a été soigné comme les blessés polonais eux-mêmes. »

26 *juin*. — UN NOUVEL ARTICLE DU CODE
DE MOURAWIEW.

Il nous est impossible de citer en entier les circulaires, ordonnances, etc., publiées, dans ces derniers temps par le général Mourawiew. A cette date, ce sont les propriétaires qui ne résident pas sur leurs terres qu'il recommande à la sévérité de ses agents.

A l'exception de ceux qui ont obtenu, pour se rendre dans les villes de gouvernement ou de district, la permission des chefs militaires, les propriétaires ne doivent quitter leurs propriétés ou leurs fermes sous aucun prétexte.

« Par conséquent toute propriété dont le propriétaire serait absent sera mise sur-le-champ sous le séquestre; la famille du propriétaire devra la quitter, et le propriétaire lui-même sera accusé d'avoir des relations avec les bandes insurrectionnelles. »

27 juin. — SIGISMOND SIERAKOWSKI.

Nous avons raconté ailleurs (9 mai, page 120) comment Sigismond Sierakowski (Dolenga) avait été fait prisonnier, et quels services il avait rendus au gouvernement russe avant de s'engager parmi les défenseurs de son pays. On espérait que l'empereur de Russie s'en souviendrait, lorsqu'il aurait à prononcer souverainement sur le sort de celui qui l'avait si utilement et si honorablement servi. Mourawiew s'est placé sans doute entre son prisonnier et la mémoire du czar, — Mourawiew le Pendeur ! — et Sierakowski a été pendu le 27 juin à Wilna.

Il a fallu le porter sur un brancard au lieu du supplice, car ses blessures l'empêchaient de marcher.

28 juin. — INCROYABLE!!!

Dans les premiers jours de juillet, un journal, connu tout à la fois et par sa modération et par ses relations avec le ministère des affaires étrangères, publiait, à la suite d'une correspondance de Wilna, les réflexions suivantes :

« A ces épouvantables rigueurs qui se traduisent par tant de morts, soit sur l'échafaud, soit dans les prisons et forteresses où l'encombrement des prisonniers ne fait pas moins son lugubre office que la justice sommaire du général Mourawiew, nous pourrions ajouter *un fait plus monstrueux encore*, que nous avons vu rapporté dans une lettre dont nous avons pris connaissance. Mais ce nouvel ordre, donné, dit-on, par le général, est *tellement odieux*, que nous ne voulons pas y croire avant d'avoir la preuve certaine de son existence.

« *Rien de semblable* à ce que le général aurait prescrit contre les femmes honnêtes *ne s'est vu dans aucun temps, dans aucun pays*, même aux époques des passions les plus violentes et les plus fanatiques.

« Pour l'honneur de l'humanité, nous espérons qu'il ne sera pas confirmé, et nous n'ose-

rions le publier que si, par malheur, le doute n'était plus permis.

« *Le secrétaire de la rédaction,*

« E. VILLARS. »

Quelques jours après, le fait ainsi annoncé par le journal de M. Drouyn de Lhuys était confirmé en ces termes par le *Morning-Post*, journal de lord Palmerston :

« Nous savons d'une manière authentique qu'un dernier ordre, émané de lui (Mourawiew « qui fait pendre »), a ordonné à toutes les filles publiques de porter le deuil, *afin qu'on ne pût les distinguer des femmes respectables.*

« Mourawiew a fait ensuite arrêter bon nombre de ces dernières, sous le prétexte qu'elles faisaient ce triste métier sans être inscrites, et, après une punition, *il les a fait enregistrer et les a forcées de recevoir une carte de filles publiques.*

« Beaucoup de femmes d'un rang distingué ont été emprisonnées, *mais on ne sait pas le traitement qu'elles ont eu à subir.* »

De pareilles indignités n'ont pas besoin de commentaires, mais l'horreur qu'elles inspirent ne doit pas détourner notre attention de la correspondance publiée par le *Pays*, et que

nous avons lieu de croire tout à fait digne, par son origine, d'une attention particulière :

« Wilna, 28 juin.

« Le sentiment national est peut-être plus vif et plus exalté, dans la Lithuanie que dans toutes les autres provinces polonaises. La petite noblesse et la bourgeoisie marchent d'accord. La grande masse des paysans est favorable à l'insurrection. Plus de cinq cents propriétaires nobles sont en prison ou en exil, pour la part qu'ils y ont prise ou pour les sympathies qu'ils ont témoignées en sa faveur.

« Toutes les prisons de la province sont remplies. Dans plusieurs il y a de trois à dix décès par jour. En un mois, sur vingt-cinq exécutions publiques en Pologne, on en a compté quatorze dans la Lithuanie, sans parler de celles qui se font journellement dans les prisons et les forteresses.

« Ces rigueurs excessives, qui frappent cruellement et aveuglément sur toutes les parties de la population, rendent toute conciliation de plus en plus difficile. La jacquerie organisée par le général Mourawiew ajoute encore à la violence des ressentiments publics et met chaque jour des passions plus ardentes au service de l'insurrection. A ce soulèvement du pays, le général ne voit pas d'autres mesures à opposer qu'un régime de terreur. A Varsovie, les arres-

tations sont continuelles. La citadelle est tellement encombrée de prisonniers que le typhus y règne horriblement. Il y a des jours où l'on y constate jusqu'à soixante décès. »

29 juin. — EN UKRAINE. — DES MÉDAILLES
AUX PAYSANS « FIDÈLES ».

On a vu plus haut à quels moyens les autorités russes avaient eu recours, en Ukraine, pour exciter les paysans contre les propriétaires et pour s'en faire, contre la *révolte*, des auxiliaires *dévoués*.

Le récit suivant montrera ce qu'a produit cette propagande :

« Kiew, 29 juin.

« Les paysans, ou plutôt des vagabonds, triste rebut de la société, sous l'influence de la boisson et des excitations moscovites, ont incendié ici plusieurs églises catholiques.

« Dans le village de Lipowiec, tandis qu'on procédait à l'inhumation de quelques insurgés dans le cimetière, des soldats se sont précipités sur l'ecclésiastique qui présidait à cette triste cérémonie, ont retiré les cadavres des fosses et, menaçant le prêtre de leurs baïonnettes, se sont mis à crier : « Comment oses-tu donner la sépulture à ces chiens ! la terre sainte ne les re-

cevra pas dans son sein. Malheureux ! nous allons t'enterrer vivant. »

« Les officiers restaient tranquilles spectateurs de ces outrages. Mais le colonel en a été indigné, et il a adressé aux autorités supérieures un rapport dans lequel il déclare *que la police a démoralisé les paysans et les soldats, et qu'il lui est impossible de maintenir la discipline.*

« On a de nombreux exemples d'insurgés assassinés, tandis qu'ils parlementaient avec les troupes. C'est de cette façon qu'ont péri, en Ukraine, MM. Jurewitch et Misuna, tués par les paysans. En Wolhynie, plusieurs parlementaires du corps de Ciechonski ont été mis à mort *sur l'ordre des officiers moscovites eux-mêmes.*

« Des propriétaires restés paisiblement dans leurs maisons, comme M. Stanislas Abramowitch, ancien maréchal, et son frère Justin, ont été assassinés, avec des circonstances atroces, par les paysans.

« M. Zapolski a été *littéralement crucifié* par ces bandits. Il a eu les bras écartés et cloués à un mur. M. Zapolski vit encore ; il est actuellement dans les prisons où l'a jeté le général Annenkoff.

« La population armée a mutilé d'une manière affreuse, à coups de faux, le docteur Jahinovicz. Ce malheureux, respirant à peine, demanda un verre d'eau ; un caporal, en le lui donnant, s'empara d'une somme de 75 roubles

qu'il avait sur lui, prétendant que c'était le prix du service qu'il venait de rendre.

« Les troupes laissent aux paysans la garde des prisonniers, chaque fois qu'elles vont en expédition. Les paysans se font alors un jeu féroce de percer avec des clous les pieds des malheureux prisonniers, et de les attacher ainsi au plancher.

« Toutes ces atrocités ont été commises dans les environs de Skwir, Bialacerkiew et Kiew, *en présence des agents moscovites, SOUVENT MÊME PAR ORDRE EXPRÈS DE CES DERNIERS.* Un grand nombre de personnes ont succombé à ces supplices.

« Le maréchal de la noblesse du district de Tarastcha, M. Szostakowski, avait supplié le général de mettre un frein à la fureur des paysans. Le général répondit : « Je sais bien que ce sont des atrocités, et je les déplore ; mais que voulez-vous que je fasse ? Le général Annenkoff vient de m'envoyer à l'instant même, *en exécution d'un ordre exprès, venu de Saint-Petersbourg, quelques centaines de médailles destinées aux paysans qui ont contribué à comprimer la révolte en Ukraine.* »

30 juin — L'ABBÉ FALKOWSKI ET MICHEL
CIUCHNIA.

Deux exécutions terminent dignement ce mois,

qui, si l'Europe consent à fermer les yeux jusqu'au bout, ne sera que le prélude du règne de terreur et d'extermination que la Russie a résolu d'appliquer à la Pologne.

Le 30 juin, l'abbé Adam Falkowski, homme distingué et très-consideré, a été fusillé à Lida, sur la place du Marché, par ordre du général Mourawiew. Il était déjà d'un âge très-avancé; mais la vieillesse ne trouve pas plus grâce que la jeunesse devant les bourreaux du czar.

Le même jour, Michel Ciuchnia, un paysan, était fusillé à Sokolka.

On signale encore, aux dernières dates de juin, d'autres exécutions :

MM. Chojewski et Urbanski, à Zytomir;

A Kielce, MM. Modlinski et Domagalski.

Mais nous manquons encore à ce sujet de renseignements précis.

Terminons par quelques faits qui complètent dignement ce martyrologe.

La mère de l'abbé Iszora est morte de douleur en apprenant l'exécution de son fils. Son père est devenu fou.

La veuve de Sierakowski était, au moment du supplice de son mari, dans un état de grossesse avancé. Elle doit être déportée en Sibérie avec ses sœurs M^les Dalewska.

VI

Les récits, les documents, qui remplissent ce volume, n'ont besoin ni d'épilogues ni de conclusion.

Tout commentaire serait une injure au cœur ou à la raison de ceux qui nous lisent.

Tout est clair aujourd'hui, et ni le langage ni les actes ne laissent plus la moindre incertitude. Deux des puissances qui se sont partagé la Pologne, au siècle dernier, ont résolu de compléter cette monstrueuse iniquité par un acte plus monstrueux encore, la suppression et l'extermination de la race polonaise.

Tel est pour elles le couronnement de l'édifice dont les architectes auront été, sous divers souverains, dignes de tels ministres : Souwarow, Diebitch, Paskiewich, Berg et Mourawiew le Pendeur.

L'Europe laissera-t-elle s'accomplir cette œuvre de barbarie?

La conscience publique, partout révoltée, répond non!

Et l'histoire dit : Malheur aux gouvernements qui restent sourds à la voix de la conscience publique!

FIN.

Biblioteka Główna
Akademii Obrony Narodowej

25469/1 [t.2]



11-025469-002-0